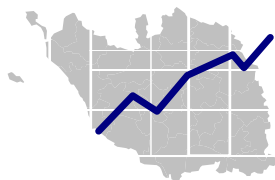


---

---

# Observatoire Économique Départemental



Comité d'Expansion Économique de la Vendée

# Note de Conjoncture

1<sup>er</sup> mars 2002

L'Observatoire Économique Départemental est financé par le Conseil Général de la Vendée, en association avec la Caisse Régionale du Crédit Agricole de la Vendée, le Crédit Mutuel Océan, la Caisse d'Épargne, la Banque Populaire Anjou-Vendée, le Crédit Maritime, la Chambre des Notaires, EDF GDF Services Vendée, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture.

---

---

# Sommaire

---

---

<b>CONJONCTURE NATIONALE ET INTERNATIONALE</b>	Page 1
1 - UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL QUI DEVRAIT ÊTRE PLUS FAVORABLE EN 2002 APRÈS UNE ANNÉE 2001 MARQUÉE PAR UNE SUCCESSION DE DÉCONVENUES.	Page 1
2 - DANS UN CONTEXTE DE FORT RALENTISSEMENT, LA FRANCE A BIEN RÉSISTÉ.	Page 2
3 - LA FRANCE BÉNÉFICIE DE LA BONNE TENUE DE SA DEMANDE INTÉRIEURE	Page 3
A - Le maintien à un niveau élevé de la consommation des ménages (+2,9 %) permet à la France d'atteindre les 2 % de croissance annuelle en 2001	Page 4
B - L'investissement des entreprises a brutalement chuté en 2001 et ne devrait retrouver un rythme de croissance faiblement positif qu'au milieu de l'année 2002	Page 5
C - Un dynamisme à l'exportation qui s'est brisé dès le début de l'année 2001	Page 6
4 - SIGNE DE LA PRUDENCE DES CHEFS D'ENTREPRISES, LA PROGRESSION DE L'EMPLOI SALARIÉ RALENTIT SENSIBLEMENT ET POURRAIT DEVENIR NULLE, VOIRE LÉGÈREMENT NÉGATIVE DANS LES PROCHAINS MOIS	Page 7
5 - APRÈS AVOIR DIMINUÉ DE MANIÈRE CONTINUE DEPUIS 1996, LE CHÔMAGE REPART À LA HAUSSE	Page 8
<b>CONJONCTURE VENDÉENNE</b>	Page 9
1 - UNE ANNÉE 2001 GLOBALEMENT FAVORABLE POUR L'ÉCONOMIE VENDÉENNE AVEC UNE HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE +8,6 % (APRÈS +7 % EN 2000) MALGRÉ UNE FIN D'ANNÉE EN DEMI-TEINTE	Page 9
A - La Vendée se distingue de la Région par une hausse continue au fil des trimestres du rythme de progression de l'activité des entreprises	Page 9
B - Une croissance qui a eu tendance à ralentir en fin d'année	Page 9
2 - LA VENDÉE FAIT MIEUX QUE LA RÉGION DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES	Page 10
3 - DES ENTREPRISES VENDÉENNES AUX PERFORMANCES A L'EXPORTATION MODESTES EN 2001	Page 15
A - Une progression du chiffre d'affaires à l'exportation de +4,8 % en 2001, conforme à la moyenne régionale de +5,2 % (cumul des trois premiers trimestres)	Page 15
B - En dehors de la construction navale, les principaux produits exportés par les entreprises sont en baisse sensible en 2001	Page 16
4 - DES INVESTISSEMENTS EN FORTE HAUSSE EN 2001 EN VENDÉE (+12,0 %)	Page 18

<b>LA CRÉATION D'ENTREPRISES</b>	Page 21
1 - DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES DONT LA BAISSÉ EST PARTICULIÈREMENT ÉLEVÉE EN VENDÉE EN 2001	Page 21
2 - UNE DIMINUTION INÉGALE SELON LES SECTEURS	Page 22
A - L'industrie (hors IAA) est le secteur le plus touché par la baisse de la création d'entreprise dans tous les départements de la Région et notamment en Vendée	Page 22
B - Des créations d'entreprises en recul dans le secteur de la construction pour la deuxième année consécutive en Vendée	Page 23
C - Un secteur tertiaire très touché par le ralentissement de la création d'entreprises	Page 23
<b>LOGEMENT</b>	Page 24
1 - L'ACTIVITÉ DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT S'EST MAINTENUE À UN HAUT NIVEAU EN 2001 ET CETTE TENDANCE DEVRAIT SE POURSUIVRE DANS LES PROCHAINS MOIS	Page 24
2 - LA VENDÉE SE DISTINGUE DE LA RÉGION PAR UN RECUŁ PLUS SENSIBLE TANT DES AUTORISATIONS QUE DES MISES EN CHANTIER DE BÂTIMENTS INDUSTRIELS	Page 25
3 - UN MARCHÉ DE L'IMMOBILIER QUI EST RESTÉ DYNAMIQUE DANS L'ANCIEN EN 2001	Page 26
<b>EMPLOI</b>	Page 27
1 - UN NET RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS IMPUTABLE POUR PARTIE À LA BAISSÉ DES EMPLOIS INTÉRIMAIRES	Page 27
2 - UN RYTHME DES CRÉATIONS D'EMPLOIS INDUSTRIELS DEUX FOIS MOINDRE QUE L'AN DERNIER	Page 28
3 - LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION SE DISTINGUE PAR UNE ACCENTUATION DU RYTHME DES CRÉATIONS D'EMPLOIS PAR RAPPORT À L'AN DERNIER	Page 30
4 - UN RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR TERTIAIRE PLUS SENSIBLE EN VENDÉE QU'EN MOYENNE DANS LA RÉGION	Page 31
<b>CHÔMAGE</b>	Page 34
1 - CONSÉQUENCE DU RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS, LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI AUGMENTE DEPUIS MAI 2001	Page 34
2 - UN TAUX DE CHÔMAGE QUI AUGMENTE POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE CONSÉCUTIF TANT EN VENDÉE, DANS LA RÉGION QU'EN FRANCE	Page 35
3 - HUIT DEMANDEURS D'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRES SUR 10 SONT DES JEUNES ÂGÉS DE MOINS DE 25 ANS EN VENDÉE	Page 36
4 - SEULS SEPT CANTONS ENREGISTRENT UNE AUGMENTATION DE LEUR NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI	Page 37
<b>IMMATRICULATIONS</b>	Page 39
2001, UNE ANNÉE TRÈS FAVORABLE POUR LE MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE EN VENDÉE ...	Page 39
... DUE À UNE FORTE AUGMENTATION DU NOMBRE D'IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES NEUFS	Page 39
<b>PÊCHE</b>	Page 40
UNE ANNÉE 2001 DONT LES RÉSULTATS SONT EN BAISSÉ TANT EN TONNAGE QU'EN VALEUR ...	Page 40
... ET CECI DANS QUASIMENT CHACUN DES PORTS VENDÉENS	Page 40

# SYNTHÈSE

## Conjoncture Nationale

### **UNE CROISSANCE MONDIALE QUI DEVRAIT PROGRESSIVEMENT S'AMÉLIORER EN 2002**

La croissance économique mondiale s'établit à +2,6 % en 2001 après avoir été constamment revue à la baisse sous l'effet du ralentissement très sensible des trois plus grandes économies du monde (Etats-Unis, Europe et Japon).

En 2002, les estimations sont convergentes pour prédire un retour progressif vers une croissance plus dynamique, qui pourrait à nouveau être supérieure à 3 %, mais cette prévision reste liée à l'ampleur de la vivacité de la reprise aux Etats-Unis. L'économie américaine semble avoir franchi le creux conjoncturel avec un retour à une croissance positive au quatrième trimestre (+0,2 %). En tout état de cause, la prudence reste de mise, l'impression dominante étant celle d'une grande fragilité.

### **LA CROISSANCE NATIONALE DEVRAIT À NOUVEAU MARQUER LE PAS EN 2002 DANS UN CONTEXTE EUROPÉEN FRAGILISÉ PAR LES DIFFICULTÉS DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE**

L'activité économique a progressé de +2 % en 2001, et s'inscrit donc en forte baisse comparé à 2000 (+3,5 %). La croissance nationale compte toutefois parmi les plus élevées enregistrée en Europe (moyenne de +1,5 %) ; elle est notamment très supérieure à la croissance allemande (+0,7 %), qui reste le premier client de la France à l'exportation.

En 2002, la hausse du PIB devrait à nouveau diminuer avec une estimation moyenne de +1,4-+1,5 %. Ce ralentissement, qui n'est pas une récession, masque toutefois un retour progressif à une croissance plus élevée. Après la stagnation du début de l'année 2002, le rythme de la croissance devrait ainsi s'accélérer. L'éventualité d'une politique restrictive des dépenses publiques après les élections n'est cependant pas à exclure et pourrait quelque peu freiner la croissance en 2003.

### **LA CONSOMMATION DES MÉNAGES DEVRAIT RALENTIR EN 2002 TOUT EN RESTANT SIGNIFICATIVE SOUS L'EFFET D'UNE MOINDRE HAUSSE DU POUVOIR D'ACHAT**

La consommation des ménages est la seule composante qui n'a pas fléchi en 2001 avec une hausse de +2,9 %. La progression du pouvoir d'achat (+3,7 % en 2001) devrait toutefois ralentir en 2002 (+2 %) en raison d'une évolution plus faible de la masse salariale, liée notamment à une hausse ralentie de l'emploi salarié. Dans ce contexte, les économistes s'attendent à un tassement de la croissance de cette composante en 2002 (+2 %).

Les entreprises ont réagi très fortement à la dégradation de la conjoncture avec une hausse des investissements qui est passée de +10% en rythme annuel au début de l'année 2001 à seulement 1 % en juin pour terminer l'année négativement (-1 à -2 %). Les estimations pour 2002 sont peu optimistes (de -2 à -3 %).

### **CONSÉQUENCE DU RALENTISSEMENT, LA PROGRESSION DE L'EMPLOI DIMINUE NETTEMENT ET LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI S'ACCROÎT**

La prudence des chefs d'entreprises s'illustre dans la progression très ralentie de l'emploi salarié. Après une hausse de +0,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre, l'emploi a augmenté de +0,3 % au second puis +0,2 % au 3<sup>ème</sup> trimestre, et la décélération devrait continuer au premier semestre 2002. C'est ainsi moins de 200 000 emplois qui devrait être créés en 2001 après 530 000 en 2000.

Dans ce contexte, le chômage augmente à nouveau depuis mai, et la situation ne devrait pas s'améliorer avec un taux qui pourrait atteindre 9,3-9,4 % en juin contre 9 % actuellement.

# Conjoncture Vendéenne

## ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

Les grands indicateurs de l'économie vendéenne sont globalement restés orientés favorablement en Vendée sur l'ensemble de l'année 2001. La fin de l'année a cependant été plus difficile dans un climat marqué par les difficultés du groupe Brandt, ce qui a accru les comportements de prudence. Le moral des chefs d'entreprises semble s'améliorer en ce début d'année même si la traduction dans les chiffres reste discrète.

### 1 - Une progression du chiffre d'affaires des entreprises supérieure en 2001 comparé à 2000 (+1,6 point) contrairement à la situation régionale (-5,7 points)

- ✓ Vendée : +8,6 % en 2001 après +7 % en 2000
- ✓ Région : +7,1 % après +12,8 % (cumul des trois premiers trimestres)

La Vendée se distingue très nettement de l'évolution constatée en moyenne dans la région dans la mesure où l'activité des entreprises en rythme annuel s'est accélérée tout au long de l'année 2001 alors même que la croissance régionale ne cessait de s'effriter. EDF GDF Services Vendée confirme la bonne tenue de l'activité des entreprises vendéennes avec une hausse des consommations d'électricité moyenne tension (entreprises) de +5,9 % en 2001 après +6,1 % en 2000.

Le profil de la croissance vendéenne a été régulier au premier semestre 2001, avant de s'accélérer durant l'été (+7,3 %), résultat d'une bonne saison touristique, puis de ralentir dans l'ensemble des grands secteurs en fin d'année (-3,2 %).

### 2 - Des exportations en baisse tant en Vendée que dans la Région et en France

- ✓ Vendée : -7,8 % (cumul des trois premiers trimestres 2001 / période identique de 2000)
- ✓ Région : -3,3 %
- ✓ France : +2,1 %

La composante externe de la demande adressée aux entreprises a nettement fléchi, résultat d'un ralentissement très sensible des échanges internationaux (+2 % en 2001 après +12 % en 2000).

Par produits, la plupart des secteurs ont subi une baisse des montants exportés avec en tête les produits en caoutchouc (-30,4 %), les produits à base de viande (-19 %) et les appareils domestiques (-15 %). Seuls les produits de la construction navale continuent de bénéficier d'une croissance particulièrement élevée de leurs exportations (+28,9 %).

Par pays, les plus fortes baisses s'observent avec l'Allemagne dont l'économie est moribonde (-14,1 %) mais aussi avec l'Espagne (-13,1 %). Les exportations à destination de la Grande-Bretagne (premier client de la Vendée) et de l'Italie sont stables.

### 3 - Un rythme de croissance des investissements qui est devenu, non seulement supérieur en Vendée à celui de la Région, mais qui s'est accru comparé à l'an dernier

- ✓ Vendée : +12 % en 2001 après +4,7 % en 2000
- ✓ Région : +6,5 % en 2001 après +15,2 % en 2000.

Un phénomène de rattrapage peut expliquer au moins pour partie cette évolution, qui, par ailleurs, ne fait que suivre celle de l'activité des entreprises, également plus favorable en 2001 qu'en 2000. Le recul de -5,1 % des montants investis au dernier trimestre confirme l'attentisme qui a prévalu à la fin de l'année 2001.

#### 4 - Un climat de prudence qui a eu un impact important sur le niveau des créations d'entreprises, bien supérieur en Vendée comparé à la Région et à la France

- ✓ Vendée : -8,5 % (-195)
- ✓ Région : -2,1 % (-147)
- ✓ France : -0,6 % (-1 515)

#### 5 - Une évolution certes ralentie de l'emploi salarié mais une évolution qui reste positive

La Vendée continue de bénéficier d'un solde création/perte d'emplois positif avec une progression de +2 % au troisième trimestre de l'année 2001, très supérieure à la moyenne régionale (+0,9 %).

Toutefois, la hausse sur un an s'inscrit en net repli à la fin du mois de septembre 2001 (+3,9 %) eu égard à la situation de septembre 2000 où l'augmentation était de +6,1 %. Le recul de la progression de l'emploi a ainsi été plus marqué en Vendée (-2,2 points) qu'en moyenne dans la Région (-1,3 point), ce qui révèle bien l'impact sur l'économie vendéenne du ralentissement économique général.

#### 6 - Le nombre de demandeurs d'emploi augmente depuis mai, pour la première fois depuis quatre ans

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi en 2001 est deux fois plus élevée en Vendée qu'en France.

- ✓ Vendée : +5,5 % en 2001 par rapport à 2000
- ✓ Région : +6,8 %
- ✓ France : +2,2 %

Les jeunes de moins de 25 ans sont les premiers concernés par cette détérioration du marché du travail alors que le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée ainsi que le nombre de femmes continuent de diminuer, même de manière ralentie.

Le taux de chômage vendéen (taux de septembre) reste inférieur en Vendée (7,1 %) comparé à la Région (8,2 %) et à la France (8,9 %).

## CONSOMMATION DES MÉNAGES

Les ménages vendéens sont restés confiants comme l'illustrent les investissements immobiliers, les immatriculations de voitures notamment neuves ainsi que les encaissements de TVA qui progressent de +5,2 % (cumul des trois premiers trimestres), suivant en cela la tendance nationale.

→ un nombre de logements autorisés globalement en recul mais qui masque le maintien à un haut niveau des autorisations de logements individuels purs (-1,8 %), qui constituent le cœur des investissements des ménages.

- ✓ Vendée : -6,1 % en 2001 par rapport à 2000
- ✓ Région : -7,6 %
- ✓ France : -25 %

→ des mises en chantier qui se sont maintenues en 2001 ; les ménages vendéens n'ont donc pas retardé leurs décisions d'investir.

- ✓ Vendée : -0,7 % en 2001
- ✓ Région : -3,5 %
- ✓ France : -28 %

→ une progression supérieure des immatriculations de voitures tant neuves que d'occasion en Vendée comparé à la moyenne nationale en 2001.

	Voitures neuves	Voitures d'occasions
<b>Vendée</b>	9,7 %	7,9 %
<b>France</b>	5,7 %	6,2 %

## INDUSTRIE

une activité globalement soutenue sur l'ensemble de l'année mais qui ne doit pas masquer le net ralentissement sur la seconde partie de l'année. Dans un contexte jugé encore incertain par les industriels, les chefs d'entreprises misent avant tout sur une stabilité de leur production dans les prochains mois (enquête Banque de France). A l'échelon régional, la dernière enquête de l'INSEE révèle cependant un moral des industriels en hausse dans les Pays de la Loire.

- la progression de l'activité dans le secteur industriel a été deux fois supérieure en Vendée (+10,3 %) comparé à la région (+4,9 %) en 2001

L'activité industrielle vendéenne a été supérieure dans tous les grands secteurs à l'exception notable des industries de biens de consommation (-1,2 % en Vendée pour une moyenne régionale de +1,5 %). Mais c'est dans les industries agroalimentaires que la Vendée se distingue très nettement avec une hausse du chiffre d'affaires de +23,1 % contre seulement +5,4 % en moyenne dans la Région.

Notons également que les résultats du premier semestre ont été meilleurs que ceux du second semestre où le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse aux troisième et quatrième trimestres.

Les bons résultats de l'industrie vendéenne sont confirmés par l'évolution des consommations de gaz des industriels (+26,7 % en 2001).

- la croissance des investissements a été supérieure en 2001 (+12 %) comparé à 2000 (+4,7 %) en Vendée

Cette hausse des investissements est en réalité entièrement imputable au secteur agroalimentaire (+18,5 %), les investissements des autres grands secteurs étant tous en baisse par rapport à l'an dernier.

Les chefs d'entreprises ont notamment peu investi dans l'immobilier dans la mesure où les mises en chantier de locaux à vocation industrielle ont diminué de -11 % en 2001 en Vendée.

- Une diminution des créations d'entreprises industrielles plus sensible en Vendée et dans la Région qu'en moyenne en France
  - ✓ Vendée : -11,3 % (-18)
  - ✓ Région : -12 % (-84)
  - ✓ France : -2,1 % (-303)

Dans l'agroalimentaire, leur nombre est resté strictement équivalent (77).

- Un ralentissement très sensible de l'évolution de l'emploi salarié industriel
  - ✓ Vendée : +2,7 % (T3 2001/T3 2000) contre +7,7 % un an auparavant
  - ✓ Région : +1,4 % +4,5 %

L'agroalimentaire, la construction navale, la mécanique/métallurgie et la plasturgie restent les secteurs les plus créateurs d'emplois. L'emploi salarié a, en revanche, diminué dans les industries de biens de consommation.

## CONSTRUCTION

La progression de l'activité s'est ralentie en 2001 mais doit avant tout être interprétée comme un maintien à un haut niveau de l'activité des entreprises. La cellule économique régionale du BTP indique que l'activité reste globalement bien orientée mais pourrait s'inscrire en léger recul en 2002 en raison notamment d'une moindre activité dans le secteur rénovation-entretien, l'effet baisse de taux de TVA allant en s'amenuisant.

- le maintien à un haut niveau de l'activité des entreprises dans la construction en 2001

Le chiffre d'affaires s'est accru de +6,7 % en 2001 après +21,9 % en 2000, ce qui est significatif du maintien à un niveau très élevé de l'activité dans le secteur de la construction. L'évolution est similaire au sein de la Région avec une hausse du chiffre d'affaires qui est passée de +23,4 % en 2000 à + 8,4 % en 2001. Le secteur de la construction a notamment bénéficié du dynamisme du secteur du logement avec des mises chantier stables (-0,7 %).

- une progression des investissements qui reste soutenue (+14,2 %) bien qu'en baisse par rapport à l'an dernier (+21,1 %)

- un nombre de créations d'entreprises en baisse pour la seconde année consécutive en Vendée, ce qui montre que la croissance profite aux entreprises déjà installés
  - ✓ Vendée : -5,8 % (-17) après - 3,3 % en 2000
  - ✓ Région : -0,6 % (-10)
  - ✓ France : -1,4 % (-548)
- des créations d'emplois qui sont restées dynamiques
  - ✓ Vendée : +5,9 % sur un an à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2001 (+6,9 % un an auparavant)
  - ✓ Région : +3,8 % (+5,4 %)

## COMMERCE

- une progression du chiffre d'affaires de seulement +4 % en Vendée en 2001 pour une moyenne régionale (+11,2 %)

Ce différentiel s'explique par l'activité moribonde dans le commerce de gros en Vendée en 2001 (+2 % contre +15,5 % en moyenne dans la région), l'activité dans le commerce de détail progressant de manière similaire.

Le Centre de Gestion Agréé de Vendée souligne le dynamisme des petites entreprises commerciales spécialisées dans l'équipement de la personne (+6,% en 2001 après +2,1% en 2000).

Système U met, pour sa part, l'accent sur le retournement de tendance qui s'est produit en septembre en ce qui concerne la consommation de viande. La première partie de l'année a été très favorable à la viande de volaille, la seconde partie de l'année marque le retour en grâce de la viande de bœuf.

- les investissements s'accroissent très fortement en 2001 (+23,7 %) comparé à 2000 (+5,8 %)
- les créations d'entreprises sont en baisse sensible
  - ✓ Vendée : -6,1 %
  - ✓ Région : -3,1 %
  - ✓ France : -1,7 %
- l'emploi salarié continue de progresser à un rythme soutenu (+5,2 % à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2001 sur un an, +769)

## SERVICE

- une hausse de l'activité des entreprises de +9 % en Vendée dans les services pour une moyenne régionale bien moindre (+1,8 %)

Les performances des entreprises vendéennes sont notables dans le transport (+10,8 %) et dans les services aux entreprises (+14,8 %). La Fédération des Transports Routiers souligne toutefois le ralentissement de l'activité à l'international en raison de la baisse des exportations et des importations. Certains transporteurs vendéens ont pleinement bénéficié de leur positionnement sur des marchés porteurs à l'instar de l'agroalimentaire. La Fédération s'inquiète également de la hausse du coût du transport qui devrait se poursuivre en 2002.

- un rythme de hausse des investissements qui s'est accéléré en 2001 (+12,1 %) par rapport à l'an dernier (+2,8 %)
- des créations d'entreprises dont l'évolution est nettement plus défavorable en Vendée que dans la région et en France
  - ✓ Vendée : -10,8 %
  - ✓ Région : -1,0 %
  - ✓ France : +0,5 %
- l'emploi salarié a progressé de +3,9 % dans les services (+1443) grâce notamment aux secteurs santé et action sociale et services aux entreprises

# CONJONCTURE NATIONALE ET INTERNATIONALE

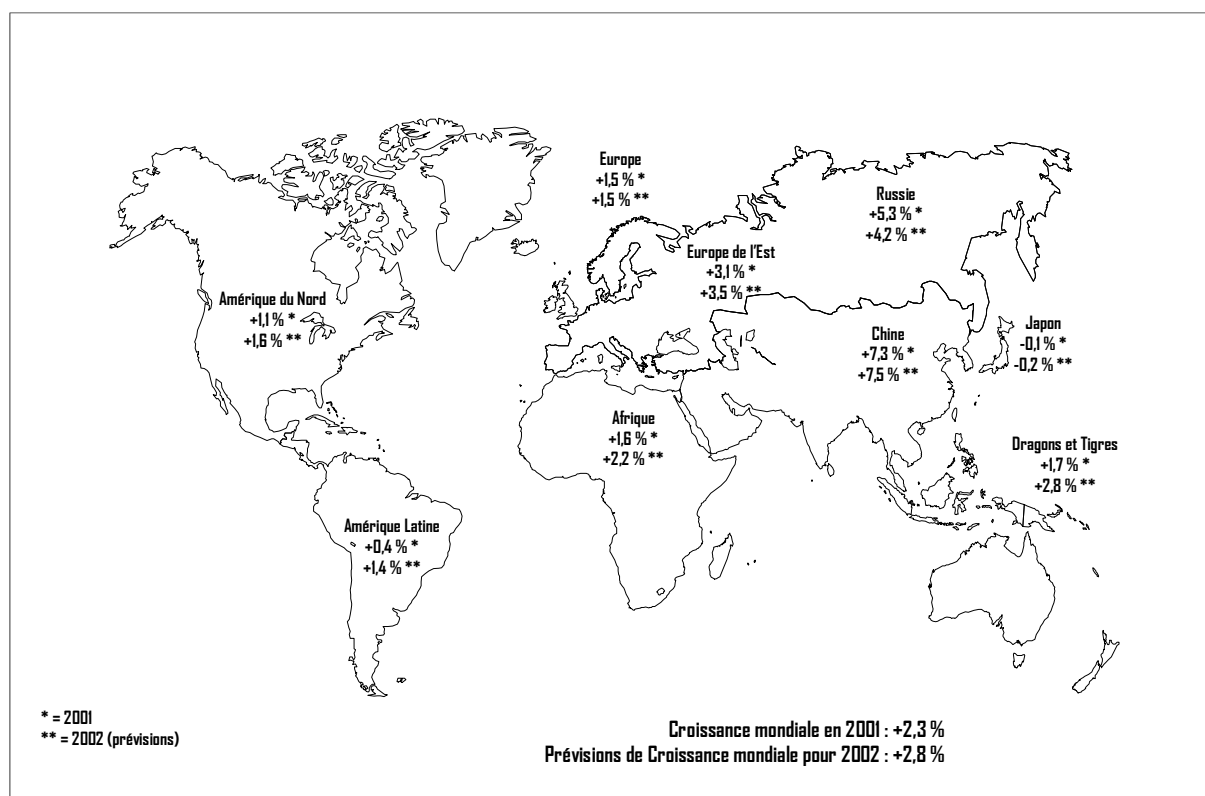
## 1 - UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL QUI DEVRAIT ÊTRE PLUS FAVORABLE EN 2002 APRÈS UNE ANNÉE 2001 MARQUÉE PAR UNE SUCCESSION DE DÉCONVENUES

Après une année 2000 exceptionnelle où la croissance mondiale avait atteint +4,8 %, soit le meilleur taux depuis 1984, 2001 aura vu l'ensemble des économies ralentir, et ce, dans toutes les parties du monde. En particulier, les trois plus grandes économies (Japon, Etats-Unis, Europe) ont, soit frôlé, soit sont entrées en récession économique en même temps, ce qui constitue un cas de figure exceptionnel.

L'année 2001 aura connu une succession de crises : attentats du 11 septembre bien sûr, mais aussi crise boursière liée notamment à l'effondrement des valeurs de la nouvelle économie, premier recul du PIB américain depuis 1991, crise argentine, marasme des économies allemande et surtout japonaise...

Les estimations de croissance mondiale auront été revues à la baisse tout au long de l'année et la progression de la richesse mondiale aura été finalement réduite à +2,6 %.

Prévisions de Croissance du PIB mondial (en %)



Sources : Natexis BP - CCF - Crédit Agricole - EIV - CDCIXIX - Observatoire Économique Départemental

En 2002, les prévisions sont convergentes pour prédire un retour progressif vers une croissance plus dynamique. Toutefois, l'ampleur des estimations reste très importante puisqu'elles sont comprises entre +2,0 % et +3,0 %. Cette variabilité s'explique par les différences d'anticipation quant à la date et surtout, quant à l'ampleur de la vivacité de la reprise aux Etats-Unis.

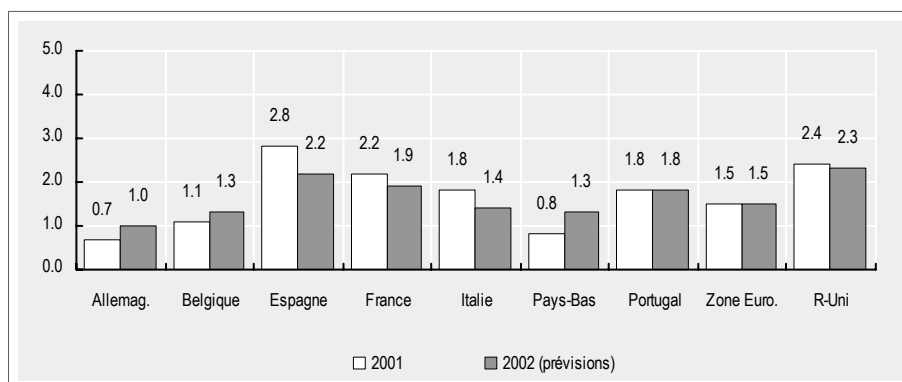
Après la récession du 3<sup>ème</sup> trimestre 2001 (-1,3 %), la fin de l'année marque déjà le retour à une croissance positive (+0,2 % au 4<sup>ème</sup> trimestre), ce qui semble indiquer que le point bas est franchi.

Les prévisions sont toutefois concordantes pour dire qu'il faudra attendre probablement le milieu de l'année 2002 - pour que la baisse de l'investissement qui a été drastique se modère -, et que le processus de déstockage s'achève, la production étant devenue nettement inférieure aux ventes.

En tout état de cause, la reprise sera réellement significative en 2003 où la progression du PIB devrait à nouveau dépasser les 3,0 %.

Au sein de l'Union Européenne, le ralentissement de la croissance n'a pas été uniforme. C'est ainsi que les pays de l'Europe du Nord (Belgique, Allemagne, Hollande...), dont l'économie est plus ouverte, ont subi plus durement le ralentissement des échanges internationaux. Les économies de l'Europe du Sud (France, Espagne, Grèce) ont mieux résisté, grâce à une demande intérieure dynamique.

**Croissance 2001 et prévisions 2002 dans l'Union Européenne (en %)**



Sources : Natexis BP - CCF - Observatoire Économique Départemental

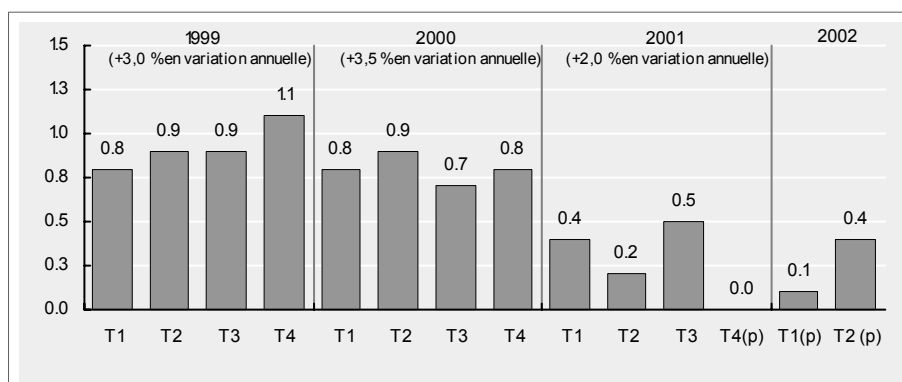
## **2 - DANS UN CONTEXTE DE FORT RALENTISSEMENT, LA FRANCE A BIEN RÉSISTÉ**

La croissance nationale a nettement diminué en 2001 avec une hausse de PIB qui devrait s'établir à +2,0 %, après +3,5 % en 2000. Il n'en demeure pas moins que cette augmentation est l'une des plus fortes des pays de l'OCDE avec la Grande-Bretagne.

Même si les indices de confiance de tous les acteurs économiques ont baissé, les ménages français ont continué de consommer avec une progression attendue de +2,9 % en 2001, soutenue en cela par la progression de leur pouvoir d'achat conjuguée au ralentissement sensible de l'inflation au second semestre 2001.

L'analyse trimestrielle de l'évolution du PIB montre que la croissance n'a pas été uniforme tout au long de l'année, loin s'en faut puisque le quatrième trimestre marque même une stagnation de l'économie française, qui devrait se poursuivre au premier trimestre 2002 (+0,1 %) ; il faudra attendre le printemps pour que la croissance redémarre lentement (+0,4 % au second trimestre 2002) selon l'INSEE.

**Variation trimestrielle du PIB français (en %)**



Sources : INSEE (comptes nationaux) - Observatoire Économique Départemental

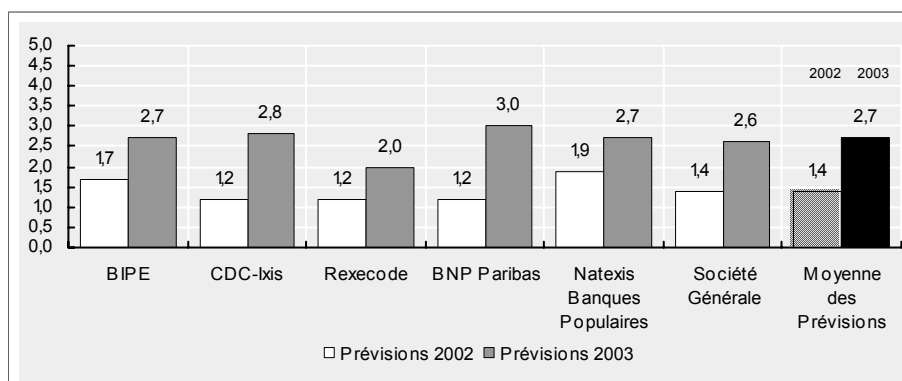
(p) prévisions

En 2002, la fourchette des prévisions de croissance du PIB français reste large avec des estimations comprises entre +1 % et +2,0 %. Toutefois, la majorité des prévisions sont comprises entre +1,3 % et +1,7 % avec un consensus qui se dégage autour de +1,4 % - 1,5 %.

L'INSEE admet pour sa part, que l'acquis de croissance ne devrait guère dépasser 0,7% à la fin du mois de juin 2002, ce qui n'autorise pas de prévisions supérieures à 2 % en 2002.

En revanche, l'ensemble des instituts s'accorde à penser que le rebond devrait être sensible en 2003 avec des estimations comprises entre +2,5 % et +3 %.

**Prévisions de croissance 2002 et 2003 du PIB français 2001 (en %)**



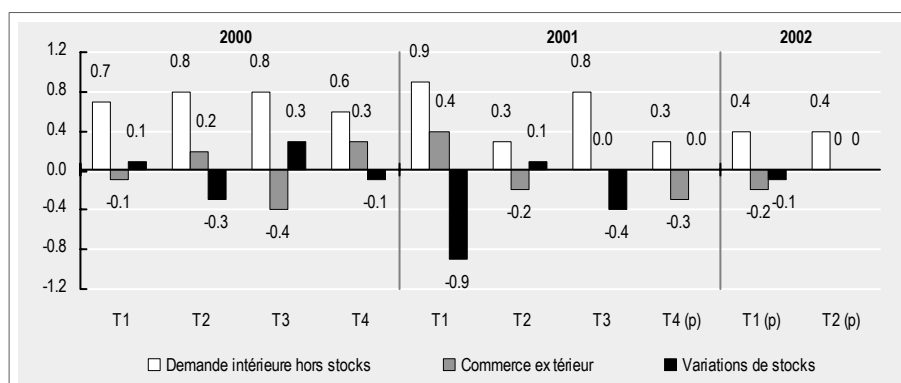
Source : Observatoire Économique Départemental

**3 - LA FRANCE BÉNÉFICIE DE LA BONNE TENUE DE SA DEMANDE INTÉRIEURE**

La consommation est restée l'unique moteur de la croissance nationale en 2001 et devrait le rester au premier semestre 2002.

La contraction de la croissance des échanges internationaux a été particulièrement forte puisqu'elle est passée de +12 % en 2000 à +2 % en 2001. Dans ce contexte, la contribution du commerce extérieur à la croissance est devenue négative ou nulle à compter du second trimestre 2001 et devrait le rester jusqu'au second trimestre 2002.

**Contribution des principales composantes de la demande à la croissance du PIB français (en %)**



Sources : INSEE (comptes nationaux) - Observatoire Économique Départemental

(p) prévisions

**A - Le maintien à un niveau élevé de la consommation des ménages (+2,9 %) permet à la France d'atteindre les 2 % de croissance annuelle en 2001**

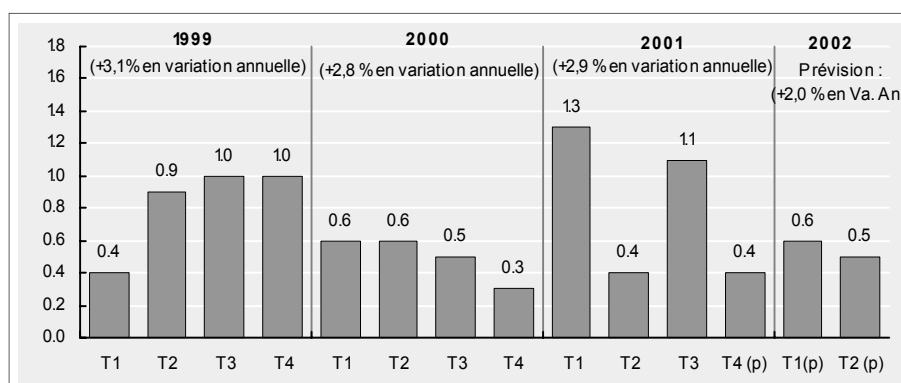
Après avoir nettement diminué en septembre 2001, le moral des ménages s'est redressé en octobre et surtout en novembre avant de se dégrader à nouveau en décembre. Les dépenses de consommation sont malgré tout restées élevées et ont permis de soutenir la progression du PIB, notamment au troisième trimestre 2001 où la croissance de +0,5 % n'était pas attendue. Eu égard aux prévisions de juin 2001, c'est même la seule composante qui n'a pas fléchi et tenu ses promesses.

Ce niveau élevé de la consommation des ménages s'explique notamment par la baisse du prix du pétrole (-25 % depuis les attentats du 11 septembre), l'annonce d'un nouveau versement de la prime pour l'emploi, le passage à l'euro, qui a favorisé la mise en circulation de liquidités jusqu'ici thésaurisées, mais surtout par une hausse significative du pouvoir d'achat (+3,7 %) en 2001 conjuguée à un ralentissement significatif de l'inflation.

En 2002, L'INSEE table sur une décélération du rythme de progression de la consommation au cours du premier semestre 2002 en raison d'une évolution globale de la masse salariale plus faible liée notamment à une hausse très ralentie de l'emploi salarié. La progression du pouvoir d'achat pourrait ainsi être limitée à +2,0 % en 2002.

Finalement, les estimations relatives à la croissance de la consommation des ménages sont variables, mais une moyenne se dégage autour de 2,0 % en 2002.

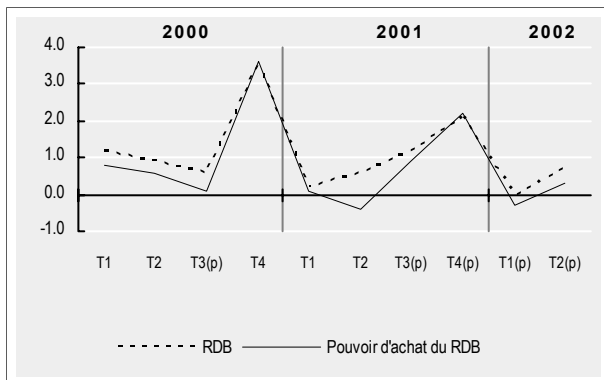
**Évolution de la consommation des ménages (en %)**  
(aux prix de 1985, données cvs-cjo)



Sources : INSEE (comptes nationaux) - Observatoire Économique Départemental

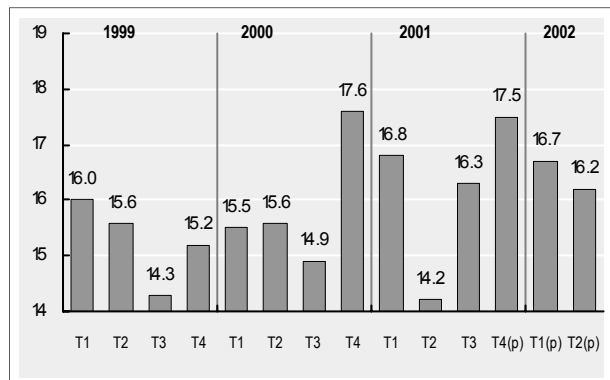
(p) prévisions

**Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat des ménages (en %)**



Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

**Évolution trimestrielle du taux d'épargne des ménages (en %)**



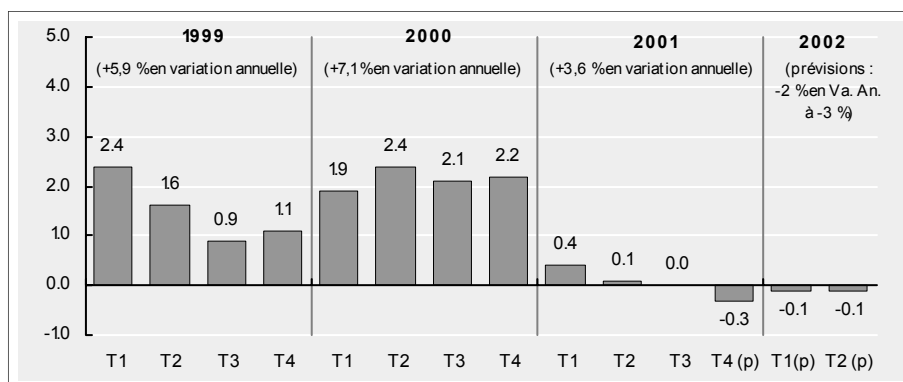
Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental (p) prévisions

**B - L'investissement des entreprises a brutalement chuté en 2001 et ne devrait retrouver un rythme de croissance faiblement positif qu'au milieu de l'année 2002**

Les entreprises ont été très sensibles au retournement de la conjoncture internationale (ralentissement de la croissance américaine et baisse des échanges internationaux) et ont immédiatement réagi en restreignant massivement leur programme d'investissement. C'est ainsi que le rythme de croissance des investissements des entreprises, qui était de +10 % à la fin de l'année 2000 en rythme annuel, s'est brutalement ralenti pour s'établir à seulement 1 % en juin 2001 et devenir négatif sur la seconde partie de l'année 2001 (entre -1 % et -2 %). Les événements du 11 septembre n'ont fait qu'accroître l'attente des chefs d'entreprises.

Cette réactivité extrême a touché l'ensemble des secteurs, certes à des degrés variables ; tout semble s'être passé comme si les chefs d'entreprises avaient anticipé qu'ils seraient de toute façon touchés sur leur propre marché, et ce, malgré la bonne tenue du marché intérieur.

**Évolution trimestrielle des investissements des entreprises (en %)**



Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

(p) prévisions

L'investissement des entreprises devrait continuer sa baisse au premier semestre 2002, en raison notamment de perspectives internationales médiocres sur cette période et du ralentissement attendu de la consommation des ménages.

Même si les conditions de financements de l'investissement sont historiquement favorables avec des taux d'intérêts bas - notamment si l'on se réfère à la situation du début des années 90 -, même si le gouvernement a mis en place plusieurs mesures destinées à soutenir l'investissement (amortissement exceptionnel, remboursement anticipé de TVA, dotations en vue d'accroître l'offre de crédits aux entreprises, fonds de coinvestissements pour les jeunes entreprises technologiques...), il n'en demeure pas moins que la reprise des investissements au second semestre est avant tout conditionnée par l'amélioration des perspectives d'activités.

Or, les industriels ne se montrent pas, pour l'instant, très confiants à ce sujet, même si certains indices (carnets de commandes, perspectives personnelles de production, climat des affaires) semblent se redresser tout en se situant à un bas niveau.

Dans ce contexte, les prévisionnistes restent prudents dans leurs estimations pour 2002 en tablant sur une évolution négative des investissements (-2 % à -3 %).

### C - Un dynamisme à l'exportation qui s'est brisé dès le début de l'année 2001

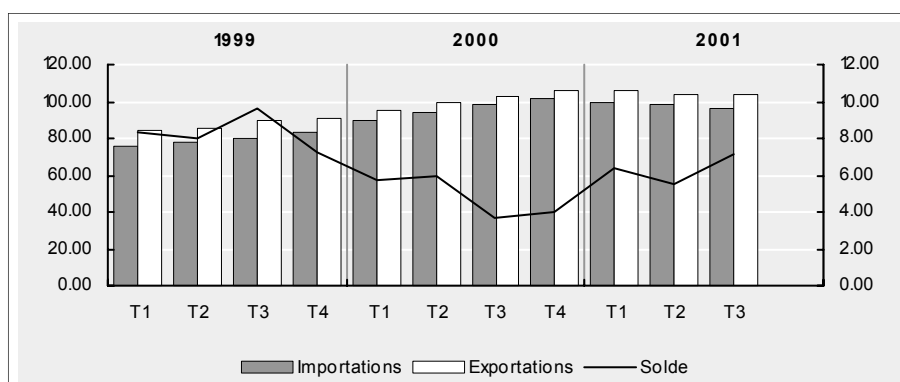
La France subit comme l'ensemble des pays le ralentissement de la progression des échanges internationaux.

Le montant des exportations se replie de trimestre en trimestre depuis le début de l'année 2001 même si le profil d'évolution varie d'un trimestre à l'autre en fonction des livraisons de paquebots, d'airbus.... La chute du montant des importations étant encore plus importante, le solde commercial continue toutefois d'être positif.

Par type de produits, l'évolution est contrastée et explique pourquoi la France a été relativement moins affectée par la baisse des échanges internationaux que d'autres pays comme l'Allemagne.

En effet, les biens intermédiaires ont été particulièrement touchés en raison du mouvement de déstockage mondial dans l'industrie. De même, les biens d'équipements électriques ont subi la récession du secteur des nouvelles technologies. En revanche, les industries de biens de consommation, l'agroalimentaire et l'automobile ont bénéficié du dynamisme de la consommation des ménages dans plusieurs pays européens, notamment de l'Europe du Sud. Or, ces secteurs sont bien présents en France relativement aux biens d'équipements et aux biens intermédiaires.

**Évolution trimestrielle de la balance commerciale**  
(en Milliards de Francs courants)



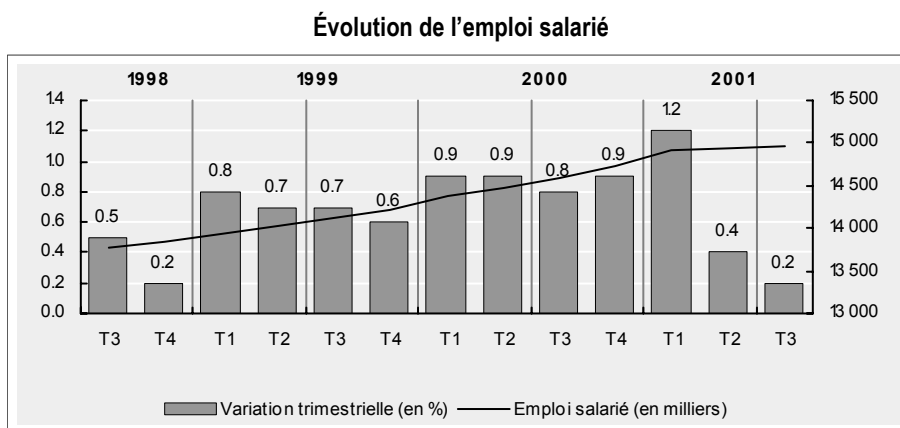
Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

Aucune reprise des échanges internationaux n'est attendue dans les prochains mois compte tenu de la faiblesse de la croissance internationale qui ne devrait repartir que progressivement. Les experts s'attendent cependant à ce que le cycle de destockage s'épuise dans l'industrie, ce qui permet au moins d'envisager l'arrêt de la dégradation des exportations dans les secteurs qui ont le plus souffert. La contribution du commerce extérieur à la croissance nationale pourrait ainsi finalement continuer d'être légèrement négative dans les prochains mois.

#### 4 - SIGNE DE LA PRUDENCE DES CHEFS D'ENTREPRISES, LA PROGRESSION DE L'EMPLOI SALARIÉ RALENTIT SENSIBLEMENT ET POURRAIT DEVENIR NULLE, VOIRE LÉGÈREMENT NÉGATIVE DANS LES PROCHAINS MOIS

L'emploi salarié devrait progresser de 190 000 en 2001, ce qui s'inscrit en net recul par rapport à 2000 (+530 000). La progression de +1,3 % enregistrée en 2001 masque un infléchissement très marqué au cours de l'année. Alors que les créations d'emplois sont restées nombreuses au premier trimestre (+0,8 %), elles se sont brutalement ralenties au second trimestre (+0,3 %) et au troisième trimestre (+0,2 %).

Cette inflexion est notamment perceptible dans l'industrie manufacturière où l'évolution de l'emploi est devenue négative au second (-0,1 %) et troisième trimestre (-0,3 %), alors qu'elle est restée positive dans la construction et dans le secteur tertiaire, tout en ralentissant.



Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

Cette réduction de la création d'emplois résulte essentiellement du ralentissement de l'activité économique mais également de moindres effets de la réduction du temps de travail.

L'emploi devrait rester stable au premier semestre 2002 et pourrait même enregistrer une évolution légèrement négative.

D'une part, les perspectives de production, qui conditionnent les futurs recrutements, ont atteint leur plus bas niveau depuis la mi-1993 en octobre, avant de se stabiliser en novembre et même légèrement s'améliorer en décembre et janvier.

D'autre part, l'emploi sera soutenu par une politique assez active. A la fin du mois de septembre, 30 000 nouveaux Contrats Emploi-Solidarité et 20 000 Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi ont été annoncés. La loi de finance 2002 prévoit également la montée en puissance du programme «TRACE»<sup>(1)</sup> d'accompagnement vers l'emploi et le nombre de bénéficiaires en sera doublé pour atteindre 120 000. Enfin, 10 000 nouveaux postes seront créés pour compenser l'arrivée à échéance des premiers Emplois-jeunes lancés en 1997.

Après un premier semestre où l'emploi restera étale, la situation pourrait s'améliorer lentement ensuite en fonction de la vivacité de la reprise économique.

(1) : Trajet d'accès à l'emploi (pour les 16-25 ans).

## 5 - APRÈS AVOIR DIMINUÉ DE MANIÈRE CONTINUE DEPUIS 1996, LE CHÔMAGE REPART À LA HAUSSE

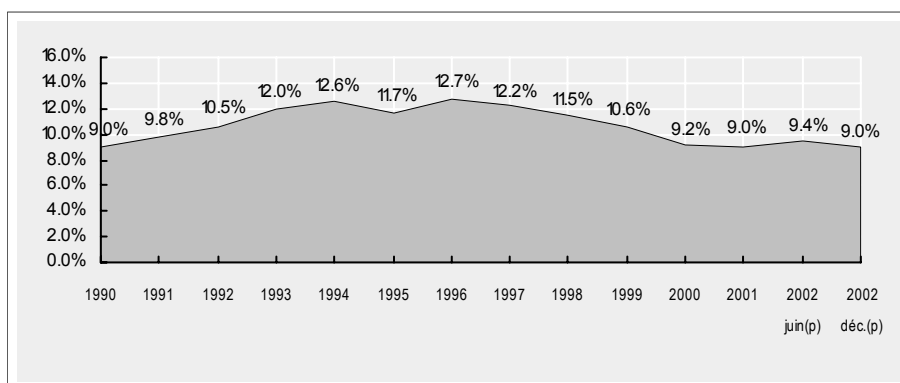
Le ralentissement de l'activité économique s'est traduit par une diminution des créations d'emplois, une baisse importante du recours à l'emploi intérimaire et la non reconduction d'une part importante des contrats à durée déterminée. L'ensemble de ces éléments conjugué à l'augmentation qui se poursuit de la population active (ce qui n'est pas le cas d'autres pays européens) explique le retournement à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi depuis le mois de mai 2001, alors même qu'il avait diminué sans interruption depuis juin 1997.

En décembre 2001, le nombre de demandeurs d'emploi (2 200 800) est ainsi redevenu supérieur à celui de décembre 2000 (2 175 500).

Le taux de chômage qui avait atteint un point bas en mars 2001 (8,7 %) augmente depuis lors (8,8 % en juin, 8,9 % en septembre) pour atteindre 9 % en décembre.

Les prévisionnistes s'accordent à penser que la hausse devrait se poursuivre au cours des prochains mois et le taux de chômage pourrait atteindre 9,3 % – 9,4 % au milieu de l'année 2002 avant de redescendre à nouveau pour s'établir à 9,0 % en fin d'année, à la faveur d'un retour progressif vers une croissance plus dynamique.

Évolution du taux de chômage au sens BIT (en %)



Sources : ANPE - INSEE - Observatoire Économique Départemental

p = Prévisions

# CONJONCTURE VENDÉENNE

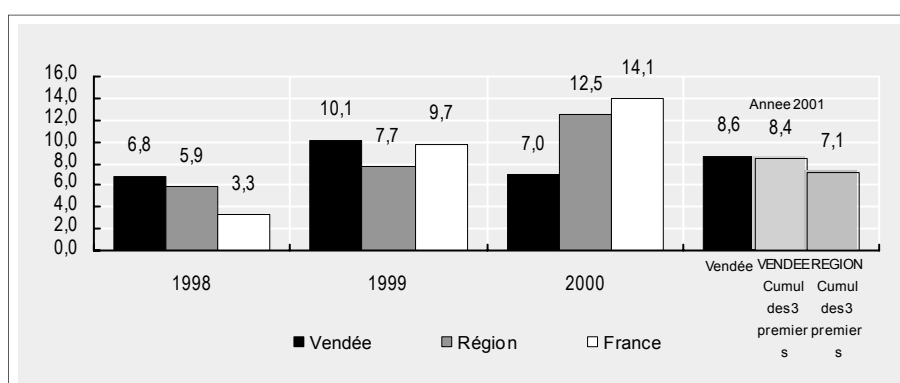
## 1 - UNE ANNÉE 2001 GLOBALEMENT FAVORABLE POUR L'ÉCONOMIE VENDÉENNE AVEC UNE HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE +8,6 % (APRÈS +7 % EN 2000) MALGRÉ UNE FIN D'ANNÉE EN DEMI-TEINTE

### A - La Vendée se distingue de la Région par une hausse continue au fil des trimestres du rythme de progression de l'activité des entreprises

Le chiffre d'affaires cumulé des entreprises vendéennes soumises au régime réel normal s'est élevé en 2001 à 20,39 milliards d'euros (133,77 milliards de francs), soit une progression de +8,6 % par rapport à l'an dernier. Il ressort ainsi que :

- la progression du chiffre d'affaires est supérieure à celle enregistrée en 2000 (+7,1 %)
- la hausse en glissement annuel, s'est constamment accélérée au fil des trimestres en passant de 6,6 % à la fin du mois de mars, à +6,9 % en septembre pour finalement atteindre +8,6 % en décembre. La Vendée se distingue ainsi nettement de la Région qui voit, pour sa part, le rythme de croissance de l'activité des entreprises se réduire

Évolution du chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal (en %)



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

### B - Une croissance qui a eu tendance à ralentir en fin d'année

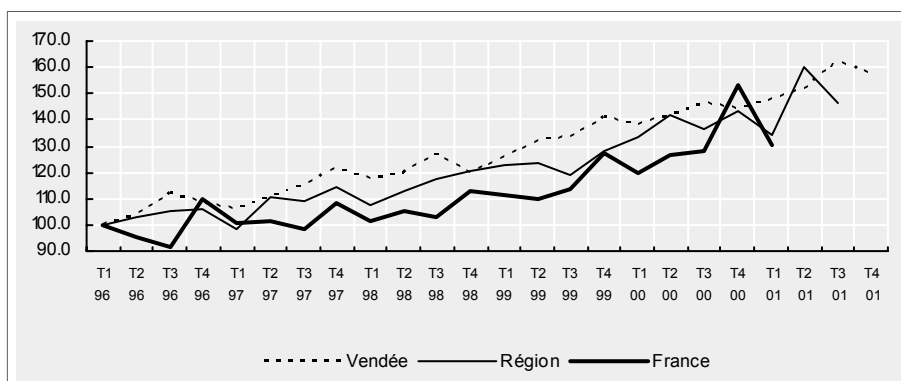
#### En Vendée,

le profil de la croissance a été très régulier avec une activité qui s'est globalement accrue de +2,5 % au premier comme au second trimestre avant de s'accélérer pour s'établir à +7,3 % au troisième trimestre, en raison notamment d'une bonne saison touristique, avant de ralentir en fin d'année (-3,2 %). Ce ralentissement doit être relativisé dans la mesure où la progression reste élevée à un an d'intervalle (+9,1 %). Notons toutefois qu'il concerne l'ensemble des grands secteurs de l'économie et notamment l'industrie pour le second trimestre consécutif, ce qui ne s'était pas observé depuis trois ans.

#### Au sein de la Région,

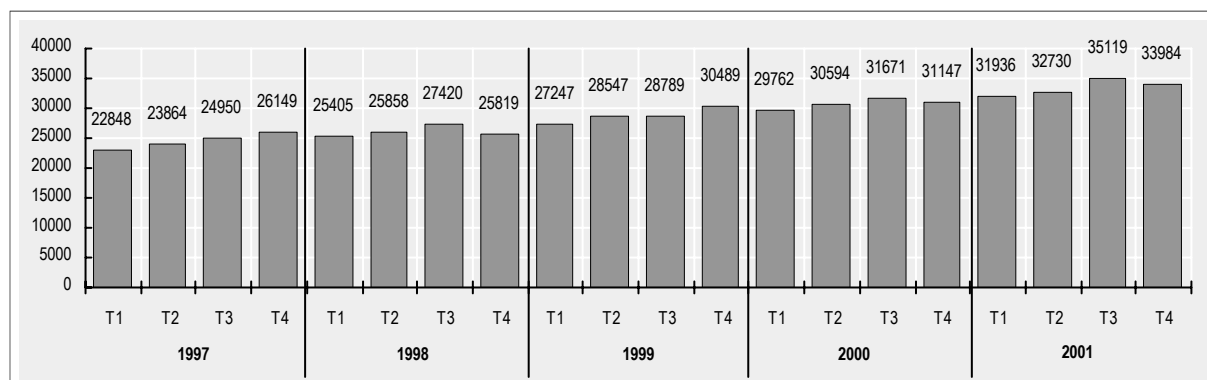
l'évolution de l'activité des entreprises est erratique d'un trimestre à l'autre tout en s'inscrivant dans un rythme de progression de l'activité à la baisse comparé à la situation d'il y a quelques mois.

**Évolution du chiffre d'affaires des entreprises soumises au régime réel normal  
- Vendée - Région - France - (indice 100 en T1 96)**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

**Évolution trimestrielle du chiffre d'affaires des entreprises vendéennes  
(en millions de francs)**

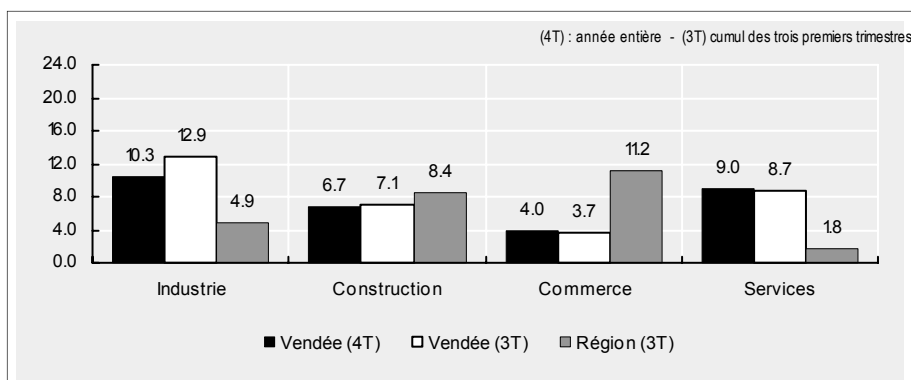


Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

**2 – LA VENDÉE FAIT MIEUX QUE LA RÉGION DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES**

L'activité des entreprises vendéennes a été supérieure à celle des entreprises régionales dans l'industrie et les services. En revanche, les performances dans le commerce sont nettement en retrait.

**Évolution de l'activité des entreprises par secteurs en 2001 (en %)  
- Vendée - Région -**

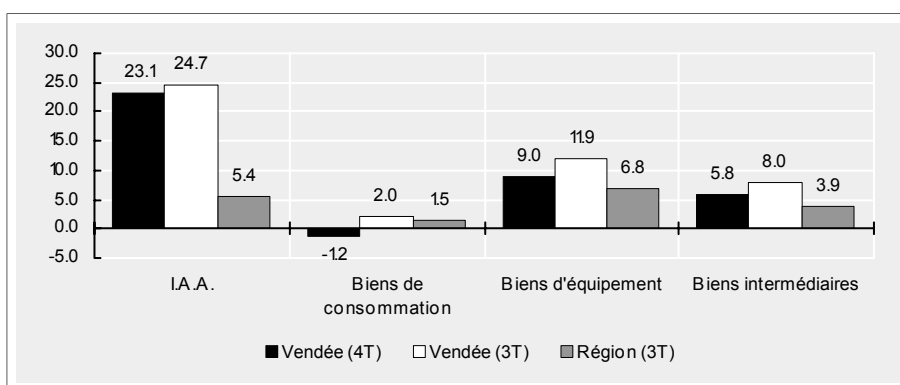


Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

**Industrie :** Le secteur industriel vendéen a été particulièrement performant en 2001 avec une hausse du chiffre d'affaires plus de deux fois supérieure en Vendée (+10,3 %) comparé à la Région (+4,9 % cumul des trois premiers trimestres). Les performances vendéennes sont supérieures pour tous les secteurs à l'exception notable des industries de biens de consommation. Les difficultés du groupe Brandt ont de toute évidence pesé sur l'activité de ce secteur dont le chiffre d'affaires recule de -1,2 % sur l'ensemble de l'année 2001.

C'est incontestablement dans le secteur de l'agroalimentaire que la Vendée s'est distinguée avec une progression du chiffre d'affaires de +23,1 % pour une moyenne régionale de seulement +5,4 %. Rappelons toutefois que cette forte progression intervient après une année 2000 morose (-2 %). On peut donc penser qu'un phénomène de rattrapage explique cette évolution en dents de scie ; rappelons également le contexte très perturbé qui a prévalu en fin d'année 2000 (ESB).

**Évolution du chiffre d'affaires industriel par grands secteurs en 2001 (en %) - Vendée - Région -**

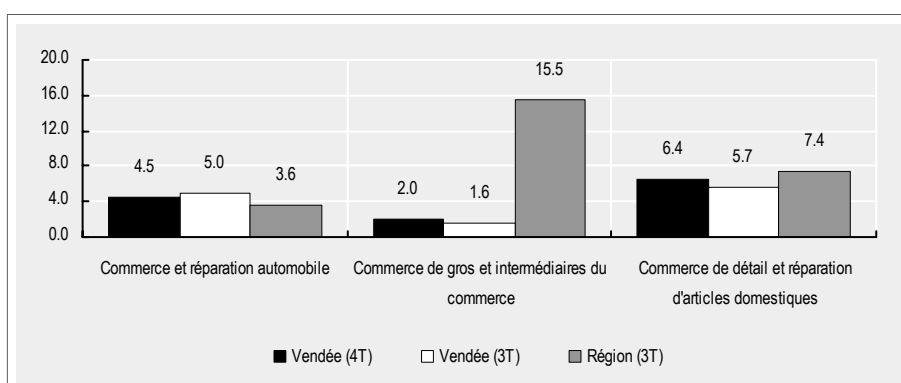


Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

**Construction :** L'activité des entreprises s'est accrue de +6,7 % en 2001, progression qui intervient après une hausse de +21,9 % en 2000. Le ralentissement de la progression du chiffre d'affaires doit donc avant tout être interprété comme une consolidation des excellents résultats de l'année 2000 et un maintien à un haut niveau de l'activité des entreprises.

**Commerce :** L'augmentation du chiffre d'affaires des entreprises commerciales est, en revanche, nettement inférieure en Vendée (+4 %) comparé à la Région (+11,2 %). Ce différentiel très important est, en réalité, entièrement imputable au secteur du commerce de gros. Il ressort ainsi que les entreprises régionales ont bénéficié d'une hausse de +15,5 % de leur chiffre d'affaires contre seulement 2 % en Vendée.

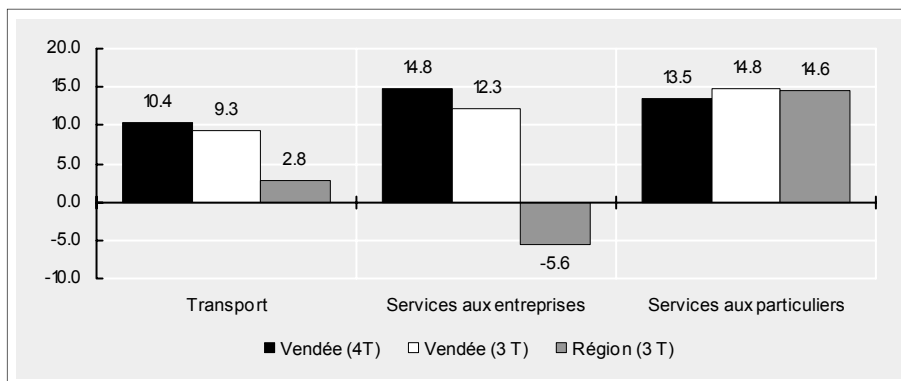
**Évolution du chiffre d'affaires du commerce par grands secteurs en 2001 (en %) - Vendée - Région -**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

**Services :** L'activité des entreprises du secteur des services a également été bien supérieure en Vendée (+9 %) comparé à l'ensemble de la Région (+1,8 %). Les entreprises vendéennes sont notamment performantes dans le secteur des transports (+10,8 % contre +2,8 %) mais également dans les services aux entreprises (+14,8 % contre -5,5 %). Ce différentiel à l'avantage de la Vendée trouve une partie de son origine dans les meilleurs résultats des entreprises vendéennes dans l'industrie (Fret ...).

**Évolution du chiffre d'affaires des services par grands secteurs en 2001 (en %)  
- Vendée - Région -**

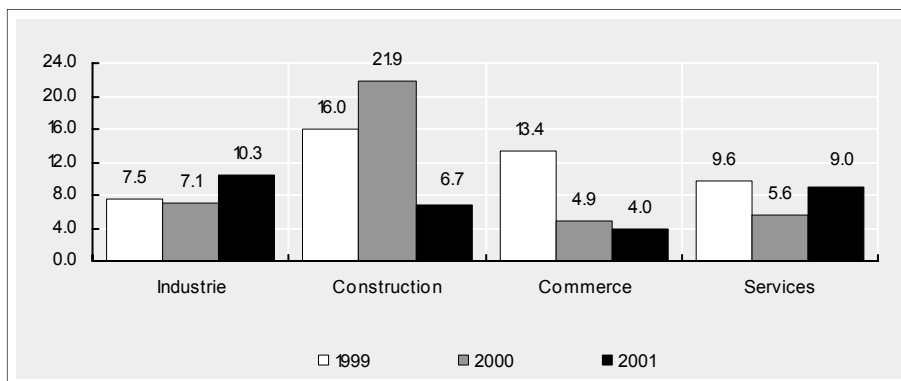


Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

**Les secteurs de l'industrie et des services se distinguent par une amélioration de la progression de leur chiffre d'affaires en 2001 comparé à 2000.**

Dans un contexte général de ralentissement de l'activité économique - rappelons que la progression du PIB national s'élève à +2 % en 2001 après +3,5 % en 2000 - la hausse de l'activité industrielle (+10,3 % en 2001 après +7,1 % en 2000) et dans les services (+9 % après +5,6 %) apparaissent plutôt atypique.

**Évolution par secteurs du chiffre d'affaires des entreprises vendéennes (en %)**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

Par trimestres, l'analyse sectorielle révèle :

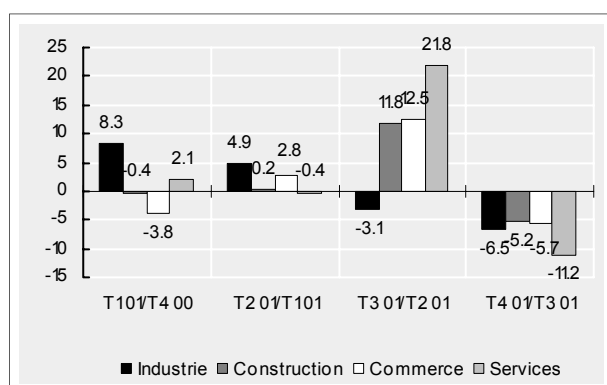
- **le ralentissement continu de l'activité industrielle vendéenne au fil des trimestres.** La progression qui était de +8,3 % au premier trimestre s'est réduite à +4,9 % au second trimestre avant de terminer l'année négativement avec des évolutions de respectivement -3,1 % au troisième et -6,5 % au dernier trimestre.

Les industriels vendéens ont donc subi la dégradation de l'environnement économique, avec certes un décalage comme l'illustrent les bons résultats du premier semestre, mais de manière sensible en fin d'année, le recul du troisième trimestre pouvant, au moins pour partie, être imputable à des fermetures d'entreprises en raison des congés d'été.

Aujourd'hui, les chefs d'entreprises misent en premier lieu sur une stabilité de leur activité à court terme. Les perspectives restent prudentes avec des carnets de commandes jugés insuffisamment étoffés. L'enquête de l'INSEE de janvier 2002 montre des industriels ligériens plutôt moins pessimistes en fin d'année 2001 avec une demande globale en hausse après plusieurs trimestres de dégradations. Cette amélioration, notable, reste fragile et il faut attendre les résultats de la prochaine enquête pour évoquer un possible retournement de tendance.

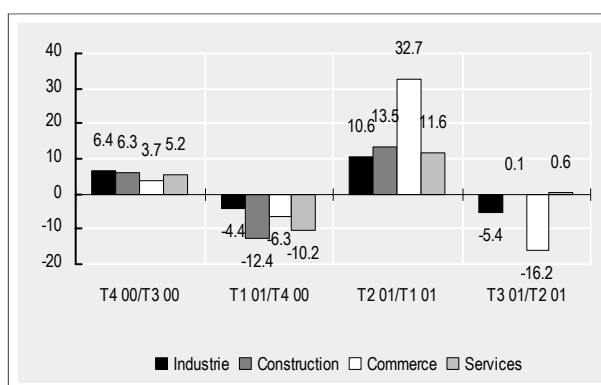
- **une activité qui s'est maintenue à un haut niveau tout au long de l'année dans le secteur de la construction.** Après la stagnation du premier semestre 2001, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur a fait un bond de +11,8 % avant de diminuer de -5,2 % en fin d'année. Les perspectives du secteur sont conditionnées d'une part, par le niveau toujours élevé des autorisations et des mises en chantier de logements individuels, contrebalancé toutefois par la baisse des constructions de bâtiments industriels, et d'autre part par un marché de l'entretien – amélioration dont le dynamisme pourrait être affecté par l'amenuisement de l'effet « baisse du taux de TVA ». Les spécialistes s'attendent à une évolution plutôt à la baisse, les entreprises maintenant un niveau d'activité élevé eu égard à la moyenne observée au cours des cinq dernières années.
- **des évolutions assez erratiques d'un trimestre à l'autre dans les secteurs du commerce et des services,** évolutions qui s'inscrivent cependant dans une tendance globale à la hausse. Les perspectives dans le secteur des transports, des services aux entreprises et du commerce de gros sont liées à l'évolution de l'activité des entreprises notamment industrielles. Le secteur du commerce bénéficie du niveau élevé de la consommation des ménages, qui ne semble pas s'atténuer en Vendée au regard des ventes d'automobiles neuves en janvier. Les estimations nationales s'attendent cependant à une diminution du rythme de croissance de la consommation des ménages, ce qui semble se confirmer avec les premières données de janvier. Les soldes ont notamment été moins favorables cette année comparé à l'an dernier.

Évolution trimestrielle (T/T-1) du chiffre d'affaires des entreprises par secteurs - Vendée -



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

Évolution trimestrielle (T/T-1) du chiffre d'affaires des entreprises par secteurs - Région -



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

**UNE INDUSTRIE VENDÉENNE DONT L'ACTIVITÉ MARQUE LE PAS EN FIN D'ANNÉE 2001**

**Agroalimentaire** (31,0 %) <sup>(1)</sup>: Un chiffre d'affaires en hausse de +23,1 % en 2001.

La croissance de l'activité dans le secteur de l'agroalimentaire a été constante tout au long de l'année 2001. Les activités liées à la viande bovine ont connu une première partie de l'année difficile avec la désorganisation des marchés, conséquence des crises sanitaires. Les industriels plus orientés sur la viande de volaille en ont largement bénéficié mais la fin de l'année marque un retournement de tendance avec une nette amélioration pour le bœuf et une détérioration pour la volaille. L'activité plat cuisiné reste dynamique et les perspectives sont favorables avec des revalorisations tarifaires programmées.

**Biens de consommation** (20,1 %) <sup>(1)</sup>: Un chiffre d'affaires en recul de -1,2 % en 2001.

La comparaison des deux courbes relatant trimestre par trimestre l'évolution du chiffre d'affaires est révélatrice de l'impact économique des difficultés du groupe Brandt, avec la chute du chiffre d'affaires au quatrième trimestre. Les perspectives restent prudentes pour 2002 et la demande est variable selon les types de produits. Les industriels du meuble restent confiants dans un contexte de maintien à un niveau satisfaisant de la demande, ceux de la mode semblent plus circonspects ; après des ventes correctes à la rentrée, les perspectives de production apparaissent médiocres, les prises d'ordre se faisant plus difficilement pour l'hiver 2002 d'après la dernière enquête de la Banque de France.

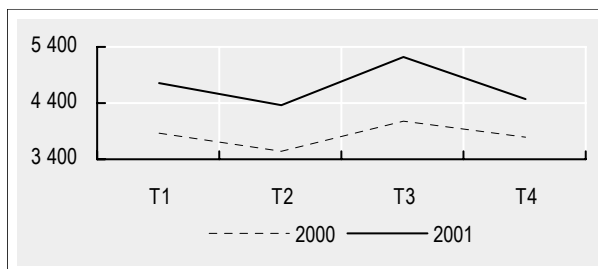
**Biens d'équipement** (22,3 %) <sup>(1)</sup>: Un chiffre d'affaires en progression de +9 % en 2001.

La progression de l'activité a été continue au cours de l'année 2001, sauf en fin d'année où le ralentissement a été perceptible. Après un premier semestre dynamique, l'activité s'est repliée pour retrouver en fin d'année le niveau observé en fin d'année 2000. Ce secteur subit le ralentissement des dépenses d'équipements des entreprises mais les carnets de commandes sont correctement garnis. La construction navale conserve pour sa part une demande très dynamique.

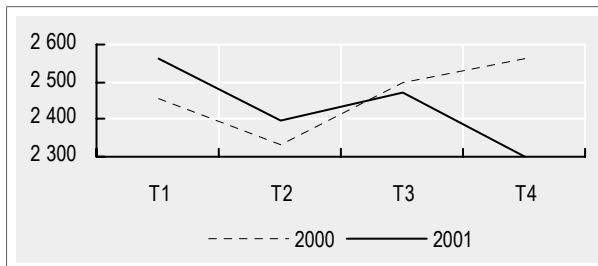
**Biens intermédiaires** (19,1 %) <sup>(1)</sup>: Un chiffre d'affaires en hausse de +5,8 % en 2001.

L'activité a été orientée globalement à la hausse tout au long de l'année avec toutefois, un net infléchissement de la croissance en fin d'année. Les perspectives sont moyennes ; la demande de matériaux de construction connaît un ralentissement notamment dans le domaine de la construction de bâtiment, secteur qui pèse autant en chiffre d'affaires que celui de la construction de logements. La plasturgie fait mieux que résister ; les carnets de commandes dans le travail des métaux se resserrent.

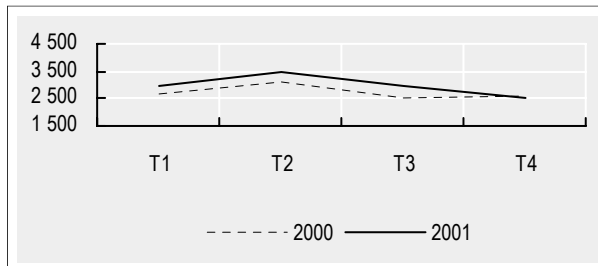
**Évolution du CA pour l'IAA en 2000 et 2001 - Vendée (en millions de francs)**



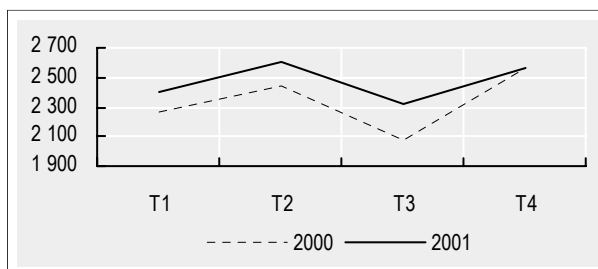
**Évolution du CA pour les biens de consommation en 2000 et 2001 - Vendée (en millions de francs)**



**Évolution du CA pour les biens d'équipement en 2000 et 2001 - Vendée (en millions de francs)**



**Évolution du CA pour les biens intermédiaires en 2000 et 2001 - Vendée (en millions de francs)**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

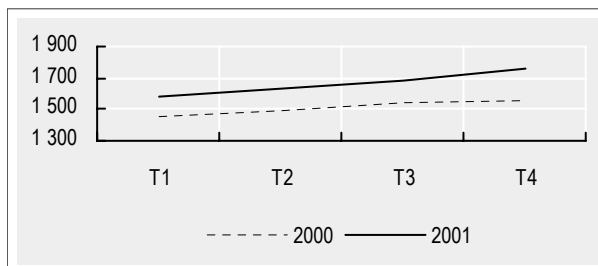
**SERVICES**

**Transports** (29 %) <sup>(2)</sup>: Une progression du chiffre d'affaires de +10,4 % en 2001.

La hausse de l'activité a été continue au cours de l'année 2001, suivant en cela les relatives bonnes performances de l'économie vendéenne. Le secteur agroalimentaire, en particulier, constitue un marché important et porteur pour le transport de marchandises. Ce panorama flatteur ne doit pas occulter le ralentissement de certaines activités, notamment à l'international. Le coût du transport continue d'augmenter et c'est là un enjeu pour 2002 que de répercuter ces hausses auprès des acheteurs de transport.

(1) poids du secteur dans le chiffre d'affaires total de l'industrie  
 (2) poids du secteur dans le chiffre d'affaires total des services

**Évolution du CA pour les transports en 2000 et 2001 - Vendée (en millions de francs)**



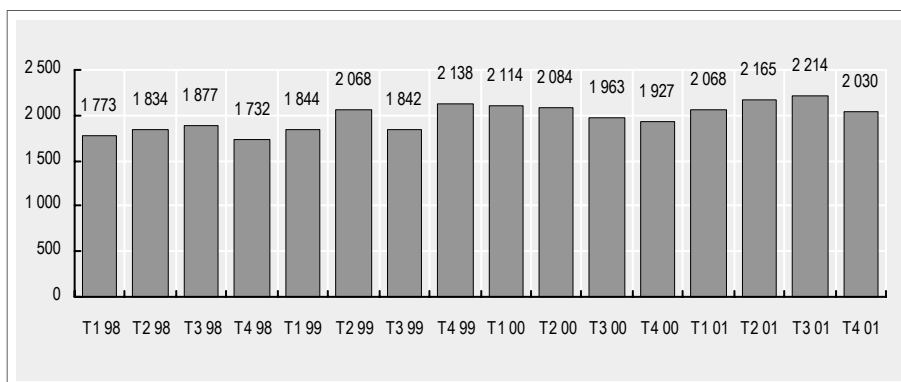
Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

### 3 - DES ENTREPRISES VENDÉENNES AUX PERFORMANCES À L'EXPORTATION MODESTES EN 2001

#### A - Une progression du chiffre d'affaires à l'exportation de +4,8 % en 2001, conforme à la moyenne régionale de +5,2 % (cumul des trois premiers trimestres)

Le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation par les entreprises vendéennes s'est élevé à 1,29 milliard d'euros (8,477 milliards de francs) en 2001 contre 1,23 milliard d'euros (8,088 milliards de francs) l'an dernier, soit une augmentation de +4,8 %. Ce résultat modeste, s'inscrit toutefois en hausse comparé à l'an 2000 où la progression s'était établie à seulement +2,5 % alors même que le commerce mondial était sensiblement plus dynamique. La contre performance des entreprises vendéennes s'applique donc avant tout à l'année 2000 plus qu'à l'année 2001.

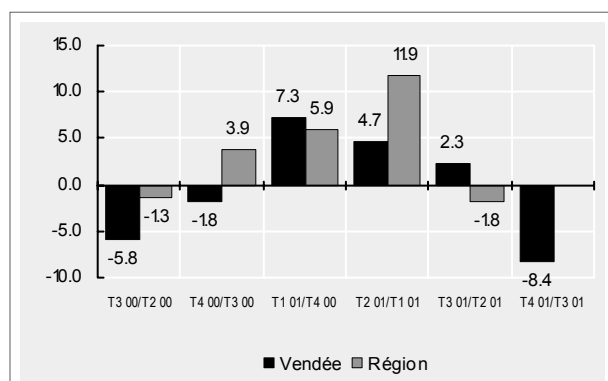
**Évolution du chiffre d'affaires des entreprises vendéennes à l'exportation**  
(en millions de francs)



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

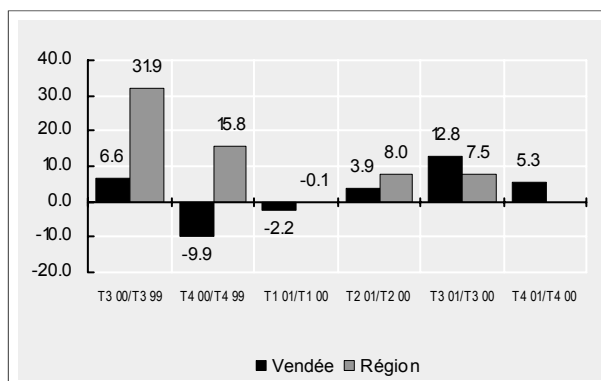
L'analyse de l'évolution trimestrielle montre qu'après le rebond du premier trimestre 2001, qui faisait suite à quatre trimestres consécutifs de baisse, le rythme de croissance du chiffre d'affaire à l'exportation s'est progressivement amenuisé pour terminer l'année très négativement (-8,4 % au dernier trimestre). Les exportations régionales ont, en revanche, eu tendance à s'accroître notamment au cours du premier semestre avant de se tasser ensuite. A un an d'intervalle, le rythme de croissance s'est fortement affaibli. Il s'élève seulement à +7,5 % au 3<sup>ème</sup> trimestre alors qu'il était de près de 32 % un an auparavant.

**Évolution trimestrielle (T/T-1) du montant des exportations - Vendée - Région - (en %)**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

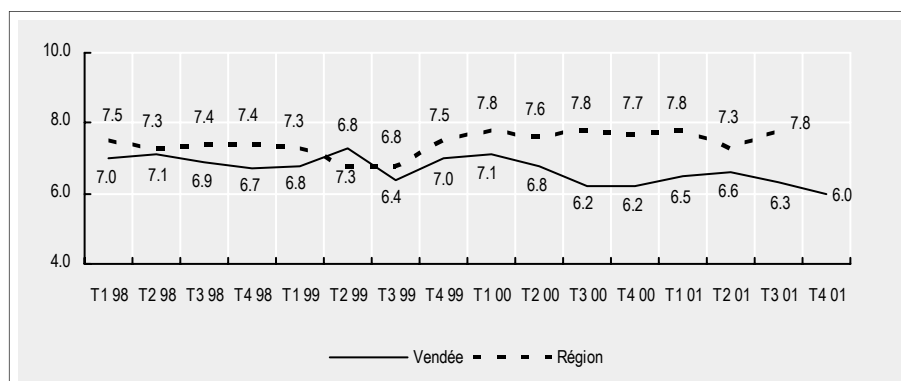
**Évolution trimestrielle dessaisonnalisée (T/T-4) du montant des exportations - Vendée - Région - (en %)**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

Les performances moyennes des entreprises vendéennes à l'exportation sont notamment visibles dans la faiblesse de la part du chiffre d'affaires exporté comparé à la moyenne régionale. Le différentiel Vendée - Région a ainsi eu tendance à s'accroître depuis deux ans alors même qu'il s'était considérablement réduit. Il s'établit désormais à 1,5 point alors qu'il était devenu nul en 1999.

**Part du chiffre d'affaires exporté par rapport au chiffre d'affaires total (en %)**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

La faiblesse des résultats vendéens à l'exportation trouve une partie de son origine dans la progression limitée des exportations à destination de l'Union Européenne, réduite à +1,1 % alors même qu'en montant, elle représente 68,7 % du total des exportations. A contrario, les exportations hors Union Européenne ont été dynamiques avec une hausse de +14,1 %.

**Évolution des exportations en fonction de la zone géographique de destination 2000 / 2001 (en %)**

	Vendée		Région (3T)	
Union Européenne	+1,1 %	(68,7 %) <sup>(1)</sup>	+2,9 %	(64,2 %)
Hors Union	+14,1 %	(31,3 %)	+9,6 %	(35,8 %)
<b>TOTAL</b>	<b>+4,8 %</b>		<b>+5,2 %</b>	

Sources : Services Fiscaux

(1) poids des exportations vendéennes à destination de l'Union Européennes en valeur en 2001

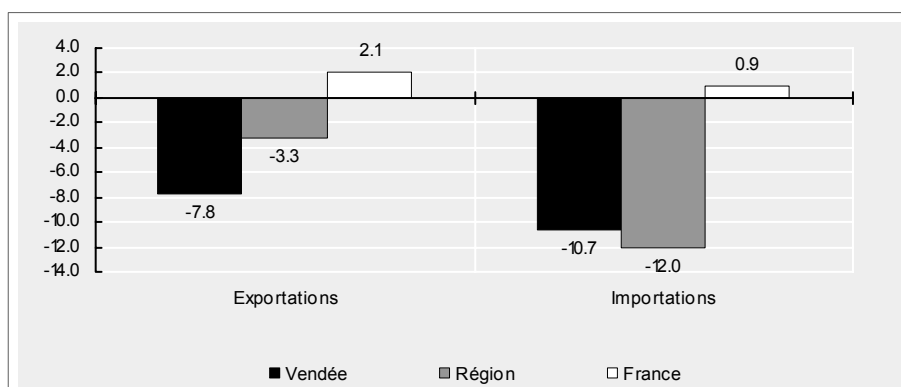
**B - En dehors de la construction navale, les principaux produits exportés par les entreprises sont en baisse sensible en 2001**

D'après la Direction Interrégionale des Douanes de Nantes, la valeur des exportations des entreprises vendéennes a diminué de près de 8 % (-7,8 %) au cours des trois premiers trimestres par rapport à la période correspondante de l'an passée. Ce recul apparaît ainsi sensiblement plus élevé que dans la Région (-3,3 %) et surtout qu'en France où l'évolution reste légèrement positive (+2,1 %).

Le montant des importations enregistre une baisse encore plus importante avec -10,7 % en Vendée pour des moyennes régionale de -12 % et nationale de +0,9 %. Quelque soit l'échelon géographique, la valeur des importations recule davantage que celle des exportations.

Cette évolution s'explique par le ralentissement très sensible du commerce mondial ; les échanges commerciaux ont progressé de seulement +2 % en 2001 après +12 % en 2000.

## Évolution des exportations et importations (3T 2001/3T 2000) (en %)



Sources : Direction Interrégionale des Douanes de Nantes - Observatoire Économique Départemental

**PAR PRODUITS**, les exportations vendéennes sont orientées à la baisse sur les principales productions. Citons les produits à base de viande, en recul de -19,3 % pour le cumul des trois premiers trimestres. Notons toutefois que ce n'est que le 19 septembre dernier que l'Office international des épizooties a classé la France sur la liste des pays indemnes de fièvre aphteuse. La baisse est également significative pour les produits en caoutchouc (-30,4 %) et les appareils domestiques (-15 %).

→ Dans ce contexte, seuls les produits de la construction navale continuent de massivement s'exporter avec une progression proche de 30 % (+28,9 %).

## Évolution du montant des exportations des principaux produits (en %)

	Évolution 3T 01 / 3T 00	Part dans les exportations totales
Produits de la construction navale	+28,9 %	22,7 %
Viandes et produits à base de viande	-19,3 %	12,5 %
Habillement	-5,6 %	7,9 %
Appareils domestiques	-15,0 %	6,1 %
Produits en caoutchouc	-30,4 %	5,9 %
Meubles	-3,1 %	4,0 %
<b>TOTAL</b>	<b>-7,8 %</b>	<b>100 %</b>

Sources : Direction Interrégionale des Douanes de Nantes - Observatoire Économique Départemental

## PAR PAYS

⇒ Les plus fortes fluctuations à l'exportation s'observent avec l'Allemagne (-14,1 %), l'Espagne (-13,1 %) et les Pays-Bas (+42,1 %) pour ce qui concerne les principaux clients de la Vendée. Notons que la valeur des exportations à destination du Royaume-Uni, premier client de la Vendée, (+0,8 %) et de l'Italie (+1,3 %) s'est maintenue. Ajoutons enfin que les exportations à destination de ces cinq pays regroupent 70 % du montant total des exportations, ce qui est significatif de la concentration des exportations des entreprises vendéennes.

EXPORTATION	Évolution 3T 01 / 3T 00	Part dans les exportations totales
Royaume-Uni	0,8 %	18,4 %
Allemagne	-14,1 %	14,6 %
Espagne	-13,1 %	13,3 %
Italie	1,3 %	11,6 %
Pays-Bas	42,1 %	11,6 %

Sources : Direction Interrégionale des Douanes de Nantes - Observatoire Economique Départemental

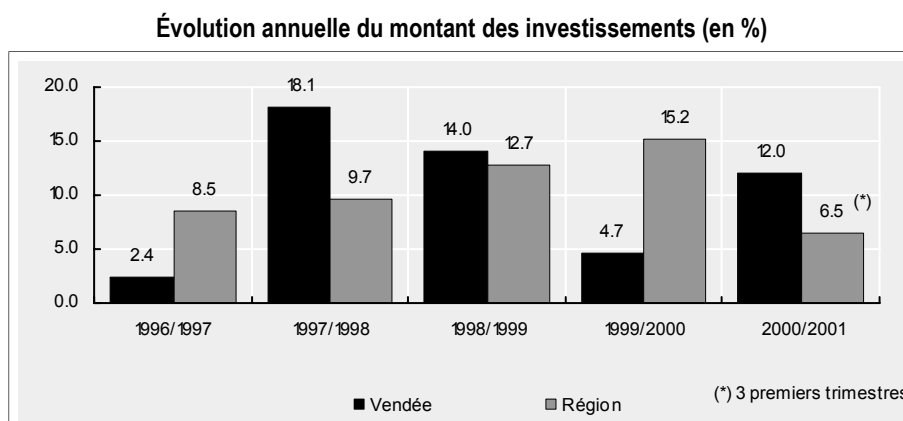
⇒ Les variations les plus significatives à l'importation s'observent avec l'ensemble des principaux fournisseurs de la Vendée et notamment l'Italie (-16,1 %), l'Allemagne (-9,5 %) et l'Espagne (-12,9 %).

IMPORTATION	Évolution 3T 01 / 3T 00	Part dans les importations totales
Italie	-16,1 %	19,9 %
Allemagne	-9,5 %	12,9 %
Espagne	-12,9 %	11,2 %
Belgique	-21,4 %	8,4 %
Royaume-Uni	-13,1 %	5,8 %

Sources : Direction Interrégionale des Douanes de Nantes - Observatoire Economique Départemental

#### 4 - DES INVESTISSEMENTS EN FORTE HAUSSE EN VENDÉE (+ 12,0 %)

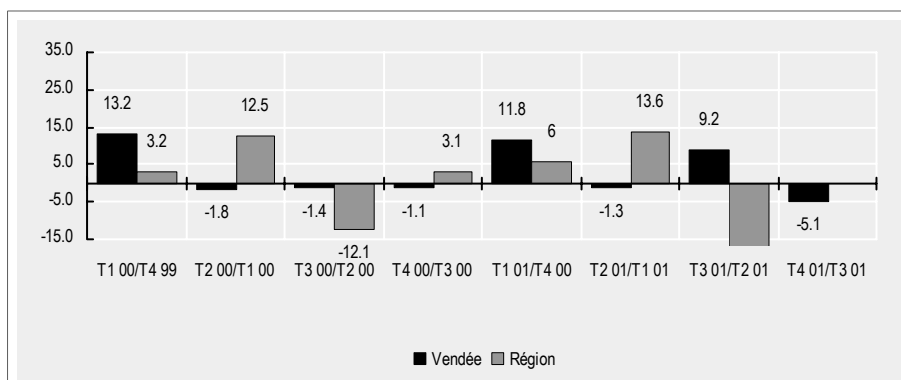
Le montant des investissements réalisés par les entreprises vendéennes soumises au régime réel normal s'est élevé à 1,05 milliard d'Euros (6,89 milliards de francs) en 2001 alors qu'il s'élevait à 940 millions d'Euros (6,15 milliards de francs) l'an dernier, soit une progression de +12 % par rapport à l'an dernier. Les entreprises vendéennes ont notamment davantage investi qu'en moyenne dans la Région où la progression des investissements s'établit à +6,5 % (cumul des trois premiers trimestres).



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Economique Départemental

Cette progression des investissements intervient après une année 2000 dont les résultats avaient été médiocres (+4,6 %) dans un contexte régional (+15,2 %) beaucoup plus favorable. La progression des investissements, certes notable, est ainsi à relativiser dans la mesure où un phénomène de rattrapage a pu se produire.

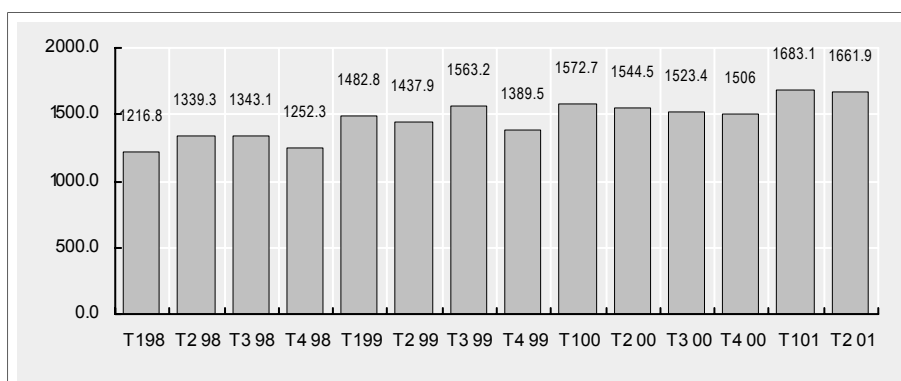
### Evolution trimestrielle de l'investissement des entreprises vendéennes soumises au régime réel normal



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

L'analyse trimestrielle montre que la progression des investissements s'est en réalité faite aux 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestre 2001. L'année 2001 s'est, pour sa part, achevée par une baisse des montants investis (-5,1 %) qui corrobore le climat de ralentissement et de prudence qui a prévalu.

### Evolution de l'investissement des entreprises vendéennes soumises au régime réel

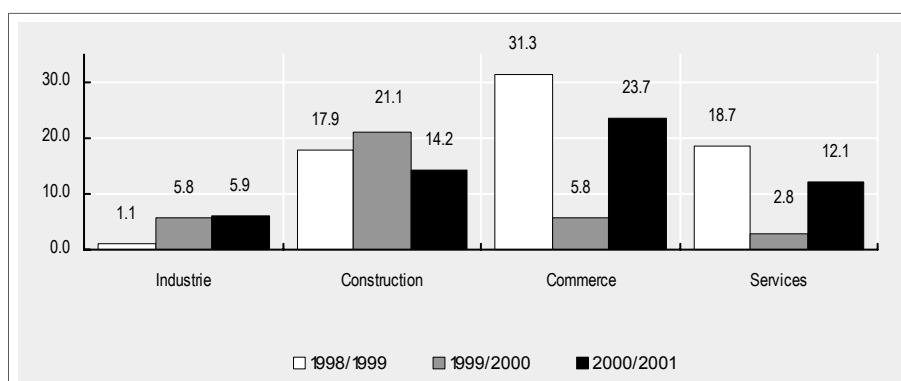


Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

**Par secteurs,** la progression des investissements a été comprise entre :

- ⇒ +5,9 % dans le secteur de l'industrie
- ⇒ +23,7 % dans le secteur du commerce

### Évolution de l'investissement des entreprises vendéennes par secteurs (en %)

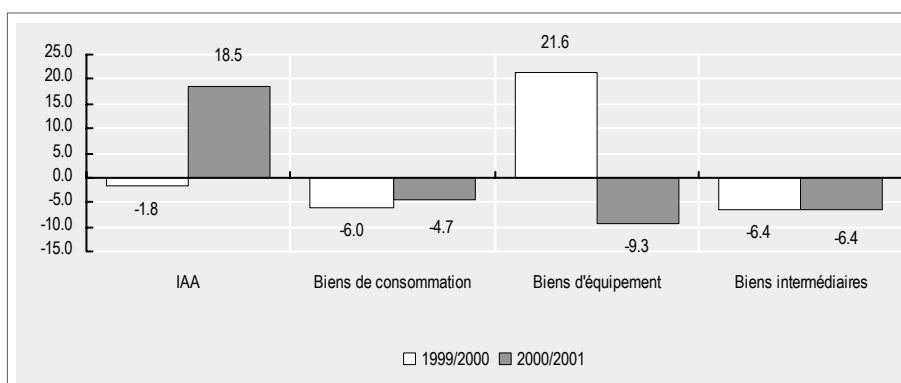


Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

La progression des investissements a notamment été moindre dans la construction tout en restant bien orientée (+14,2 % après +21,1 % en 2000). C'est dans le secteur tertiaire que la dynamique de l'investissement a été la plus forte avec des hausses de respectivement +23,7 % dans le commerce (+5,8 % en 2000) et +12,1 % dans les services (+2,8 % en 2000).

Le secteur industriel a strictement maintenu son rythme de croissance des montants investis comparé à l'an dernier avec +5,9 %. Cette hausse est entièrement imputable au secteur agroalimentaire (+18,5 %), les trois autres grands secteurs de l'industrie enregistrant un recul de leurs investissements, recul compris entre -4,7 % dans les industries de biens de consommation et -9,3 % dans les industries de biens d'équipements.

**Évolution des montants investis par grands secteurs industriels en 2001 en Vendée (en %)**

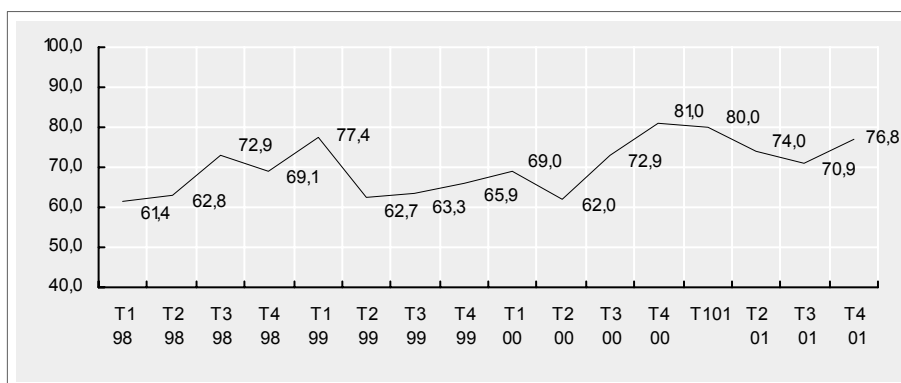


Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

L'analyse trimestrielle des investissements industriels montre qu'ils se sont un peu tassés au cours de l'année 2001 après la forte hausse du second semestre 2000.

Plus précisément, l'investissement est resté bien orienté dans l'agroalimentaire tout au long de l'année. Il a, en revanche, été en recul continu dans les biens de consommation. Dans les biens d'équipements, les montants ont diminué de plus de 20 % entre le premier et le second semestre.

**Évolution de l'investissement INDUSTRIEL des entreprises vendéennes soumises au régime réel normal (en EUROS)**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

# LA CRÉATION D'ENTREPRISES

## Une baisse soutenue de la création d'entreprises

### 1 - DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES DONT LA BAISSÉ EST PARTICULIÈREMENT ÉLEVÉE EN VENDÉE EN 2001

En 2000, la Vendée enregistrait 2.303 créations d'entreprises soit +4,1 % (+90) comparé à 1999.

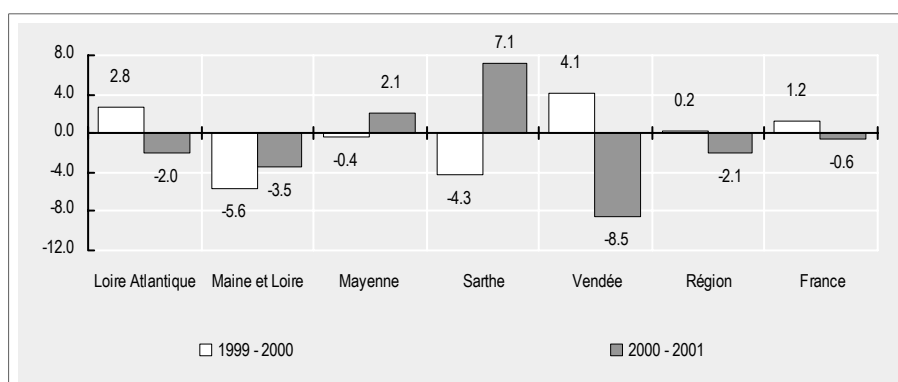
La Vendée arrivait ainsi en tête de la Région. La moyenne régionale s'élevait à +0,2 % (+21) et la moyenne nationale atteignait +1,2 % (+3.166). En 2001, la situation s'est inversée puisque la Vendée accuse une baisse soutenue de sa création d'entreprises (-8,5 % ; -195) se plaçant ainsi nettement au-dessus de la moyenne régionale (-2,1 %) et nationale (-0,6 %).

Créations d'entreprises en 1999, 2000 et 2001

	1999	2000	2001	1999/2000	2000/2001
Loire-Atlantique	4 676	4 806	4 708	130	-98
Maine et Loire	2 324	2 194	2 118	-130	-76
Mayenne	749	746	762	-3	16
Sarthe	1 550	1 484	1 590	-66	106
Vendée	2 213	2 303	2 108	90	-195
Région	11 512	11 533	11 286	21	-147
France	268 919	272 085	270 570	3 166	-1 515

Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

Évolution des créations d'entreprises (en %)  
(1999 comparé à 2000 et 2000 comparé à 2001)



Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

La Sarthe se remarque par une hausse sensible de ses créations d'entreprises avec +7,1 % (+106) en 2001. La Mayenne enregistre également un accroissement de sa création d'entreprises, plus modeste cependant (+16 ; +2,1 %).

## 2 - UNE DIMINUTION INÉGALE SELON LES SECTEURS

Créations d'entreprises par secteurs et par départements

		I.A.A.	Ind. (Hors I.A.A.)	Construction	Commerce	Services
Loire-Atlantique	2000	139	227	603	1 208	2 629
	2001	150	200	617	1 158	2 583
Maine et Loire	2000	79	150	335	538	1 092
	2001	71	144	327	515	1 061
Mayenne	2000	31	62	126	177	350
	2001	42	42	114	173	391
Sarthe	2000	81	101	202	369	731
	2001	64	88	215	395	828
Vendée	2000	77	160	291	660	1 115
	2001	77	142	274	620	995
Région	2000	407	700	1 557	2 952	5 917
	2001	404	616	1 547	2 861	5 858
France	2000	6 233	14 414	39 991	72 398	139 049
	2001	6 136	14 111	39 443	71 145	139 735

Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

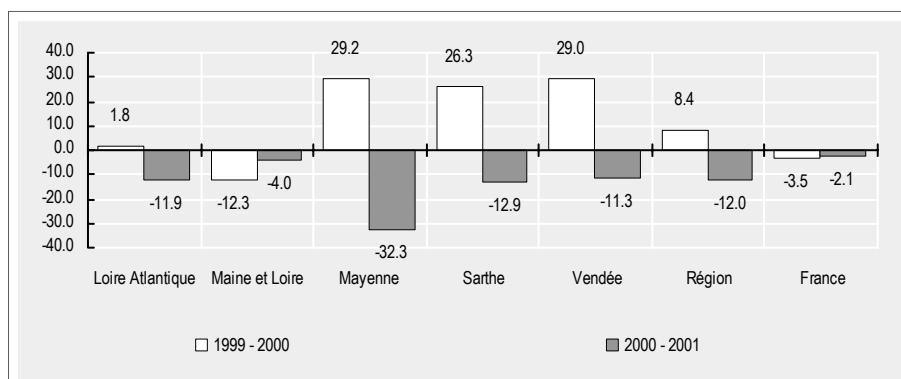
### A - L'industrie (hors IAA) est le secteur le plus touché par la baisse de la création d'entreprises dans tous les départements de la Région

En 2001, la Région des Pays de la Loire a bénéficié de la création de 616 entreprises industrielles (hors IAA) soit une baisse de -12,0 % (-84) par rapport à l'an dernier, ce qui est supérieur à la baisse nationale (-2,1 %).

Reflet direct du ralentissement de la conjoncture, chacun des départements de la Région accuse une diminution assez soutenue de la création d'entreprise industrielle (hors IAA) avec un maximum en valeur absolue pour la Loire-Atlantique (-27) et pour la Mayenne en valeur relative (-32,3 %).

Avec 142 créations d'entreprises industrielles, la Vendée suit la tendance régionale en 2001 avec une baisse de -11,3 %.

Évolution des créations d'entreprises dans le secteur INDUSTRIEL (hors IAA) (en %)  
(1999 comparé à 2000 et 2000 comparé à 2001)

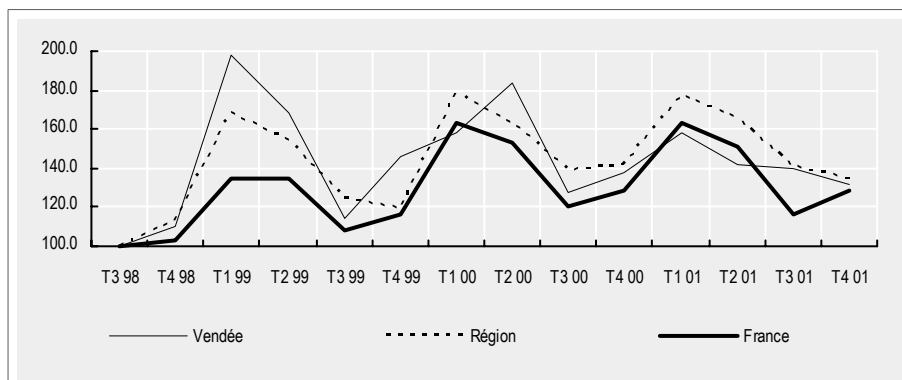


Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

**B - Des créations d'entreprises en recul dans le secteur de la construction pour la deuxième année consécutive en Vendée**

Après 301 nouvelles entreprises dans la construction en 1999, la Vendée enregistre depuis lors une baisse continue (291 en 2000 et 274 en 2001). Et surtout, la tendance est plus favorable en moyenne dans la Région et en France où ce nombre s'est accru en 2000 et a peu diminué en 2001.

**Évolution des créations d'entreprises dans le secteur de la construction**  
(Indice 100 au T3 98)



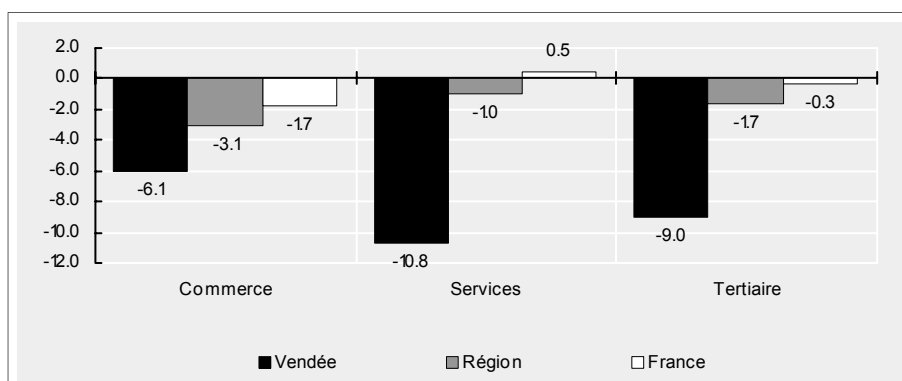
Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

**C - Un secteur tertiaire très touché par le ralentissement de la création d'entreprises**

Avec 1 615 entreprises tertiaires créées en 2001, la Vendée enregistre une baisse de -160 créations par rapport à l'an dernier. La diminution est ainsi nettement plus forte en Vendée (-9,0 %) qu'en moyenne dans la Région (-1,7 %) et en France (-0,3 %).

Les trois quart de ce ralentissement sont imputables au secteur des services dont la diminution atteint -10,8 % (-160).

**Évolution des créations d'entreprises dans le secteur TERTIAIRE (en %)**  
(1999 comparé à 2000)



Sources : INSEE - Observatoire Économique Départemental

# LOGEMENT

**Construction : un secteur du logement qui se maintient à un haut niveau et qui reste bien orienté dans l'individuel, alors que l'activité bâtiment non résidentiel est en recul, notamment pour les locaux industriels**

**Marché immobilier : une progression des transactions soutenue**

## 1 - L'ACTIVITÉ DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT S'EST MAINTENUE À UN HAUT NIVEAU EN 2001 ET CETTE TENDANCE DEVRAIT SE POURSUIVRE DANS LES PROCHAINS MOIS

Le nombre de logements autorisés en Vendée s'est élevé à 5 374 en 2001, soit une baisse de -6,1 % (-377) par rapport à l'an dernier pour des moyennes régionale de -7,5 % et nationale de -25 %.

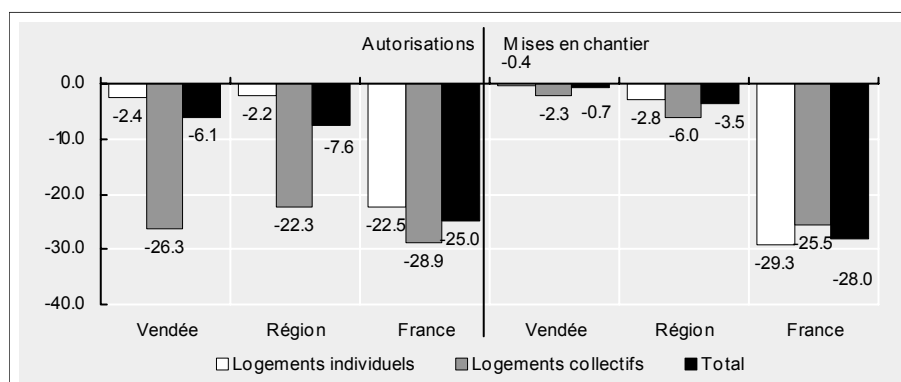
Plus précisément, la baisse est imputable aux logements collectifs (-26,3 %) alors même que les autorisations de logements individuels se maintiennent plutôt bien (-2,2 %), notamment en ce qui concerne l'individuel pur (-1,8 %).

La tendance est globalement identique à l'échelon régional, seule l'ampleur des mouvements est légèrement plus accentuée.

En revanche, la situation diffère sensiblement en France où la baisse des autorisations de logements collectifs (-28,9 %) s'observe également pour les logements individuels (-27,5 %).

Les mises en chantier sont restées, pour leur part, stables en Vendée en 2001 (-0,67 %, -36), ce qui corrobore les données faisant état de la vive activité dans le secteur de la construction. Cette stabilité s'observe pour toutes les catégories de logements sauf l'individuel groupé (-11,1 %) dont la part dans le total est de toute façon faible (7,6 % du total des logements construits en 2001).

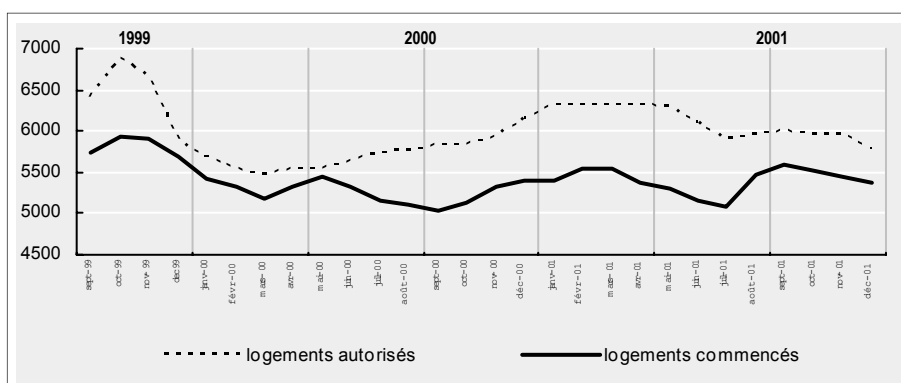
**Évolution des autorisations et des mises en chantiers de logements (en %)**  
- Vendée - Région - France (2000 / 2001)



Sources : Observatoire du BTP des Pays de la Loire - Ministère de l'Équipement - Observatoire Économique Départemental

L'écart entre les mises en chantier et les autorisations de construire reste significatif même s'il a eu tendance à diminuer au cours du second semestre. Ceci confirme la bonne tenue des carnets de commandes dans le secteur de la construction.

**Logements autorisés et commencés en Vendée en 2001**  
(cumul des derniers mois)



Sources : Observatoire du BTP des Pays de la Loire - Observatoire Économique Départemental

Le marché de l'entretien amélioration semble être resté soutenu tout au long de l'année, continuant de bénéficier des mesures fiscales. Toutefois, certaines enquêtes d'opinion ainsi que la Cellule économique régionale du BTP<sup>(1)</sup> semble anticiper un essoufflement de la demande dans ce secteur, l'effet « baisse du taux de TVA » s'amenuisant progressivement.

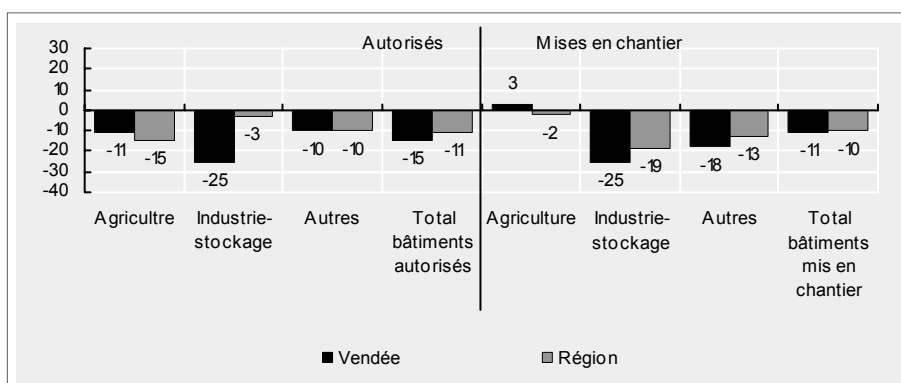
**2 - LA VENDÉE SE DISTINGUE DE LA RÉGION PAR UN RECUIL PLUS SENSIBLE TANT DES AUTORISATIONS QUE DES MISES EN CHANTIER DE BÂTIMENTS INDUSTRIELS**

Le nombre de permis de construire a enregistré une diminution de -15 % en Vendée pour une moyenne régionale de -11 %.

Cette réduction s'explique par la baisse très marquée (-25 %) du nombre d'autorisations de bâtiments à vocation industrielle, qui a d'ailleurs débuté dès la fin de l'année 2000. Ce recul s'inscrit dans une évolution régionale plus favorable avec une réduction limitée à -3 %.

La contraction des mises en chantier est comparable puisqu'elle atteint 11 % en Vendée pour une moyenne régionale de -10 %. La baisse atteint notamment 25 % pour les locaux industriels après une année 2000, qui avait été, est vrai, exceptionnelle (+29 %). Cette évolution illustre la prudence des industriels dans un contexte conjoncturel perturbé.

**Évolution des autorisations et des mises en chantier de bâtiments non résidentiels (en %)**

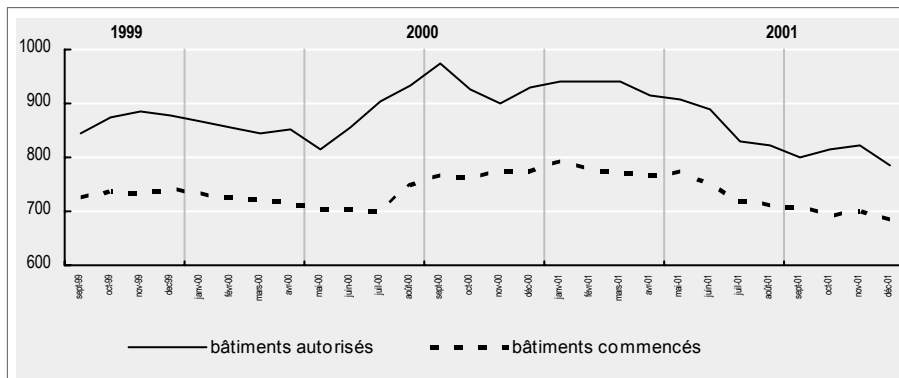


Sources : Observatoire du BTP des Pays de la Loire - Observatoire Économique Départemental

(1) cf annexe

L'étude de l'évolution mensuelle montre la décélération des autorisations et des mises chantier de bâtiments, décélération qui s'atténue en fin de période. L'activité semble ainsi s'être stabilisée à un niveau un peu inférieur à celui de 1999 en fin d'année 2001.

**Bâtiments non résidentiels autorisés et mises en chantier en Vendée  
en 2001 (en %) - (cumul des derniers mois)**



Sources : Observatoire du BTP des Pays de la Loire - Observatoire Économique Départemental

### 3 - UN MARCHÉ DE L'IMMOBILIER QUI EST RESTÉ DYNAMIQUE DANS L'ANCIEN EN 2001

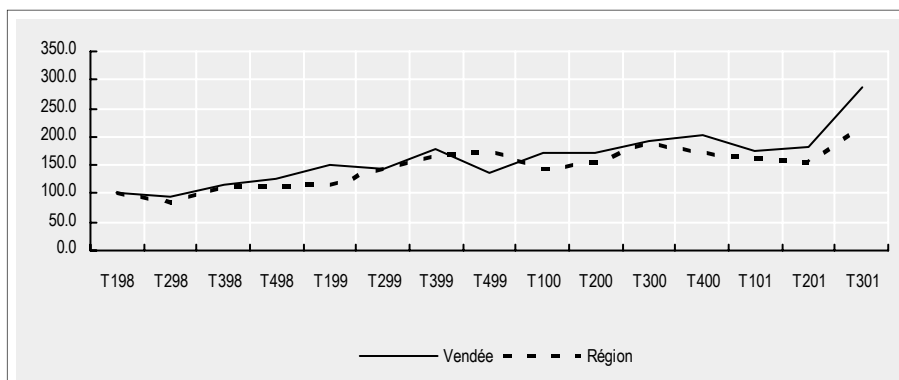
Le marché de l'immobilier dans l'ancien est resté bien orienté en 2001 avec une progression des transactions<sup>(1)</sup> de +19,8 % (cumul des trois premiers trimestres), ce qui est bien supérieur à la moyenne régionale (+8,9 %).

Rappelons que les hausses avaient été de +39,2 % en 1999 et de +21,7 % en 2000.

L'évolution n'a toutefois pas été linéaire au cours de l'année avec un premier semestre plus moribond (+3,3 % comparé au premier semestre 2000) avant de croître très sensiblement au troisième trimestre.

Il semble toutefois que le nombre de demandes préalables ait diminué, ce qui laisserait supposer une moindre activité dans les prochains mois.

**Évolution du marché immobilier dans l'ancien  
(base de la taxe communale additionnelle au droit départemental)**



Sources : Services Fiscaux - Observatoire Économique Départemental

<sup>(1)</sup> Les transactions immobilières sont appréhendées à partir des recouvrements de la taxe additionnelle communale hors immeuble neuf

# EMPLOI

## Le ralentissement des créations d'emplois, perceptible dès le début 2001, se confirme au cours de l'année.

Les données sur l'emploi sont de source ASSEDIC et ne portent donc que sur les entreprises de plus de 9 salariés. La dernière période disponible étant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, l'analyse portera sur les périodes allant du 3<sup>ème</sup> trimestre 1999 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2000 et du 3<sup>ème</sup> trimestre 2000 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2001

### 1 - UN NET RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS IMPUTABLE POUR PARTIE À LA BAISSÉ DES EMPLOIS INTÉRIMAIRES

A la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, la Vendée comptait 114.321 emplois salariés, soit une progression de +2,7 % (+2.980 emplois) sur un an. Le rythme des créations d'emplois s'est ainsi sensiblement ralenti comparé à la même période de l'an passé où la progression était proche de 10 % (+9,9 % ; +10.021). Ce ralentissement s'explique essentiellement par un moindre recours à l'emploi intérimaire comptabilisé dans les services opérationnels.

En effet, l'évolution du nombre d'emplois intérimaires a été négative (-972 emplois comparé à l'an dernier) alors même que ce type d'emplois avait contribué au tiers des créations d'emplois à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2000 sur un an.

L'évolution de l'emploi salarié dans les services opérationnels constitue indéniablement un baromètre très illustratif de la situation économique. Si la progression particulièrement élevée des emplois intérimaires en 2000 (+52,4 % ; +3 532 sur un an à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre) révélait l'intensité de l'activité des entreprises, la baisse en 2001 (-9,5 % ; -972 ) montre la prudence des chefs d'entreprises dans un contexte de ralentissement de l'activité économique. Il n'en demeure pas moins que c'est en Vendée que la baisse est la moins forte et en Mayenne qu'elle est la plus forte (-26 % ; - 2083).

Evolution des créations d'emplois salariés (en %) (établissements de plus de 9 salariés)

	Total avec services opérationnels				Total sans services opérationnels			
	1999/2000		2000/2001		1999/2000		2000/2001	
<b>Loire-Atlantique</b>	18 664	8.22 %	8 806	3.58 %	13 226	6.69 %	10 919	5.17 %
<b>Maine et Loire</b>	11 517	8.38 %	-251	-0.17 %	6 493	5.16 %	1 927	1.46 %
<b>Mayenne</b>	5 937	10.75 %	-922	-1.51 %	2 403	4.73 %	1 161	2.18 %
<b>Sarthe</b>	7 487	7.16 %	427	0.38 %	4 760	5.12 %	2 134	2.18 %
<b>Vendée</b>	10 021	9.89 %	2 980	2.68 %	6 489	6.86 %	3 952	3.91 %
<b>Région</b>	53 626	8.57 %	11 040	1.63 %	33 371	5.94 %	20 093	3.38 %

Sources : ASSEDIC - Observatoire Economique Départemental

Hors emplois intérimaires, le ralentissement des créations d'emplois est donc moins prononcé, même s'il est réel.

En effet, la hausse des effectifs salariés s'établit alors à +3,9 % (+3.952) à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2001 sur un an, alors qu'elle était proche de 7 % un an auparavant (+6,9 %).

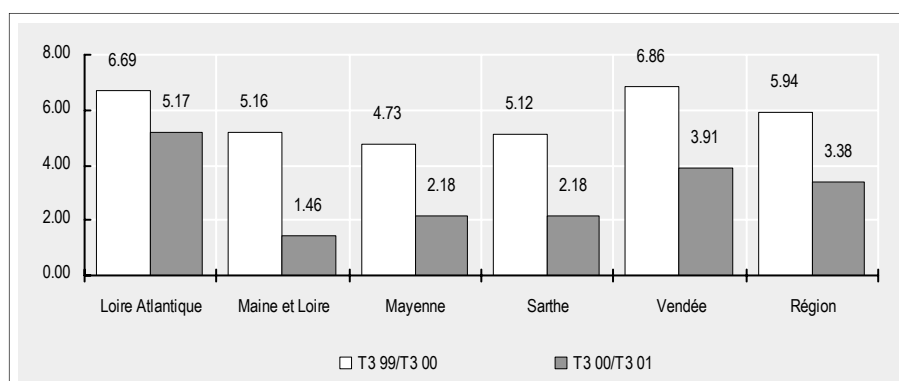
#### Effectifs salariés totaux (établissements de plus de 9 salariés) - Hors services opérationnels

	3 <sup>ème</sup> trimestre 1999	3 <sup>ème</sup> trimestre 2000	3 <sup>ème</sup> trimestre 2001
<b>Loire-Atlantique</b>	197 795	211 021	221 940
<b>Maine et Loire</b>	125 758	132 251	134 178
<b>Mayenne</b>	50 810	53 213	54 374
<b>Sarthe</b>	93 019	97 779	99 913
<b>Vendée</b>	94 579	101 068	105 020
<b>Région</b>	561 961	595 332	615 425

Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

En valeur absolue et relative, la Vendée se place en seconde position derrière la Loire-Atlantique (+10.919 ; +5,17 %) et l'évolution de l'emploi (+3,9 %) reste supérieure à la moyenne régionale (+3,4 %).

#### Évolution des créations d'emplois salariés (en %) (établissements de plus de 9 salariés) - Hors services opérationnels



Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

## 2 - UN RYTHME DES CRÉATIONS D'EMPLOIS INDUSTRIELS DEUX FOIS MOINDRE QUE L'AN DERNIER

Note : Concernant le secteur industriel, les emplois salariés des entreprises de plus de 9 salariés représentent 88 à 90 % des effectifs salariés totaux.

**Malgré un net ralentissement des créations d'emplois industriels, la Vendée se place toujours en tête des départements de la Région tant en valeur absolue qu'en valeur relative.**

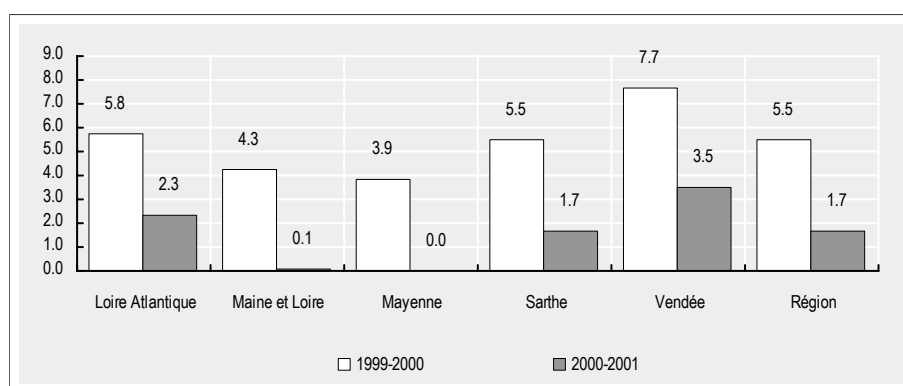
Avec un solde de 1.779 emplois salariés dans l'industrie (+3,5 %) à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2001 sur un an, le rythme de progression est deux fois moins élevé que l'an dernier à pareille époque (+3.657 ; +7,7 %).

Cependant, au sein de la Région, c'est la Vendée qui résiste le mieux en occupant le 1<sup>er</sup> rang régional pour sa création d'emplois industriels tant en valeur absolue qu'en valeur relative.

**Effectifs salariés INDUSTRIELS (établissements de plus de 9 salariés)**

	3 <sup>ème</sup> trimestre 1999	3 <sup>ème</sup> trimestre 2000	3 <sup>ème</sup> trimestre 2001
<b>Loire-Atlantique</b>	64 539	68 251	69 819
<b>Maine et Loire</b>	58 012	60 482	60 555
<b>Mayenne</b>	26 977	28 018	28 012
<b>Sarthe</b>	44 199	46 628	47 403
<b>Vendée</b>	47 544	51 201	52 980
<b>Région</b>	241 271	254 580	258 769

Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

**Évolution des créations d'emplois salariés dans le secteur INDUSTRIEL (en %)**  
(établissements de plus de 9 salariés)

Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

**Les industries agroalimentaires toujours très dynamiques en matière de créations d'emplois.**

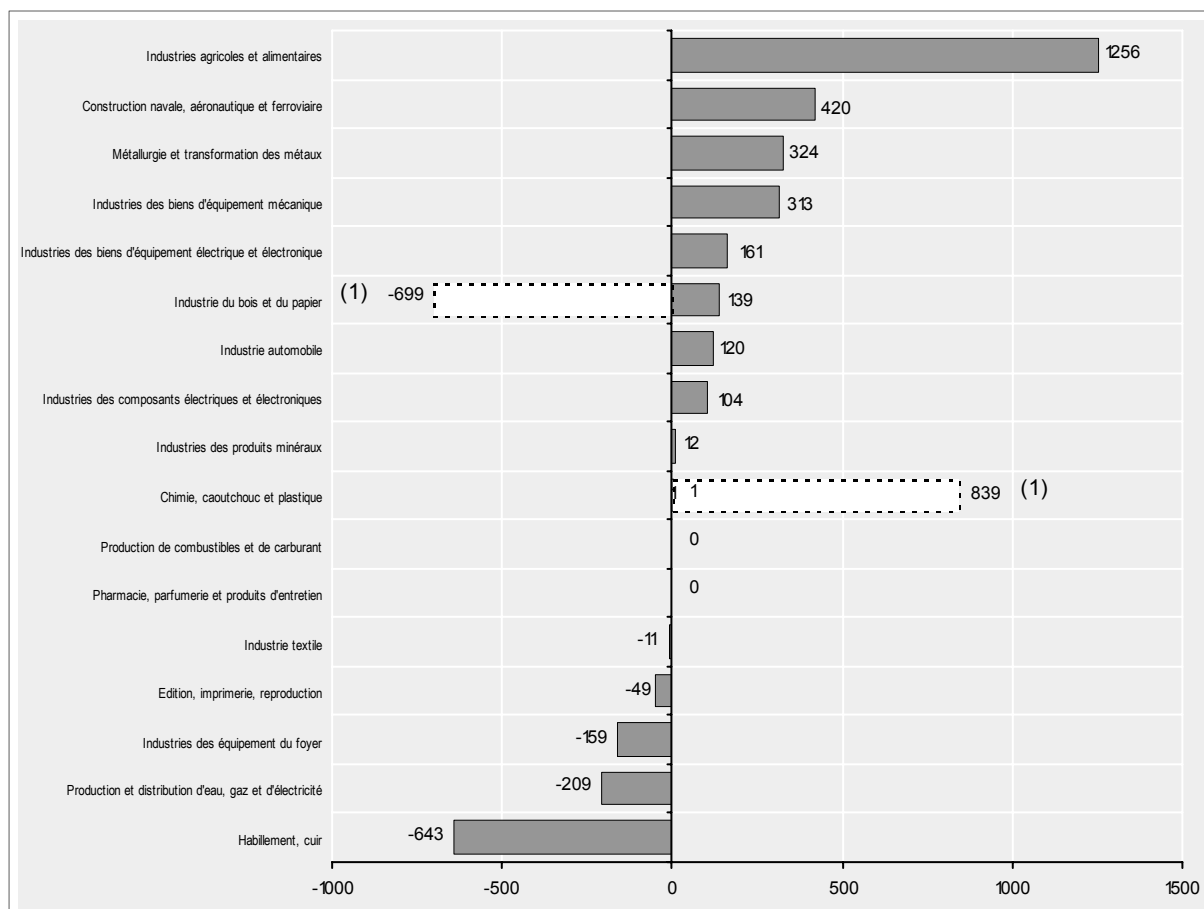
Avec +1.256 emplois salariés créés (+9,6 %), le secteur des industries agroalimentaires arrive en tête des secteurs industriels pour le nombre d'emplois créés. Ce secteur apparaît d'autant plus dynamique qu'il n'est pas touché par le ralentissement des créations d'emplois, bien au contraire puisque du 3<sup>ème</sup> trimestre 1999 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2000, ce secteur affichait un solde inférieur (+917 emplois, +7,6 %).

L'industrie de la chimie, du caoutchouc et du plastique arrive en 2<sup>ème</sup> position avec +839 emplois (+31,7 %), mais sa situation est particulière. En effet, l'évolution de l'emploi s'explique essentiellement par des transferts de code NAF de certaines entreprises ; Citons Cougnaud (Le Poiré sur Vie), Brémaud Production (Antigny) et MEN 85 (St Malo du Bois) au détriment notamment de l'industrie du bois et du papier. Sans ces transferts, le secteur du bois et du papier aurait ainsi créé 139 emplois et celui de la chimie, du caoutchouc et du plastique, seulement 1 emploi.

La construction navale, aéronautique et ferroviaire s'inscrit en 3<sup>ème</sup> position avec +420 salariés (+13,1 %) suivi de la métallurgie et transformation des métaux qui affiche +324 salariés (+10,8 %).

L'industrie de l'habillement et du cuir reste toujours particulièrement touchée par les pertes d'emplois avec -643 salariés (-10,9 %).

**Évolution des effectifs salariés dans le secteur industriel en Vendée (en VA)**  
**3<sup>ème</sup> trimestre 2000 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2001**  
 (établissements de plus de 9 salariés)



Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental  
 (1) changement de code NAF

**3 - LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION SE DISTINGUE PAR UNE ACCENTUATION DU RYTHME DES CRÉATIONS D'EMPLOIS PAR RAPPORT À L'AN DERNIER**

Note : Concernant le secteur de la construction, les emplois salariés des entreprises de plus de 9 salariés représentent 50 % des effectifs salariés totaux.

Le secteur de la construction continue, pour sa part, de recruter à un rythme soutenu. En effet, la progression de l'emploi qui était de +8 % l'an passé à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2000 (+616 emplois) s'est établie en 2001 à +8,5 % (+706) ; cette accentuation du rythme des créations d'emplois dans le secteur de la construction est ainsi atypique dans un contexte de ralentissement et confirme le maintien à un haut niveau de l'activité du secteur.

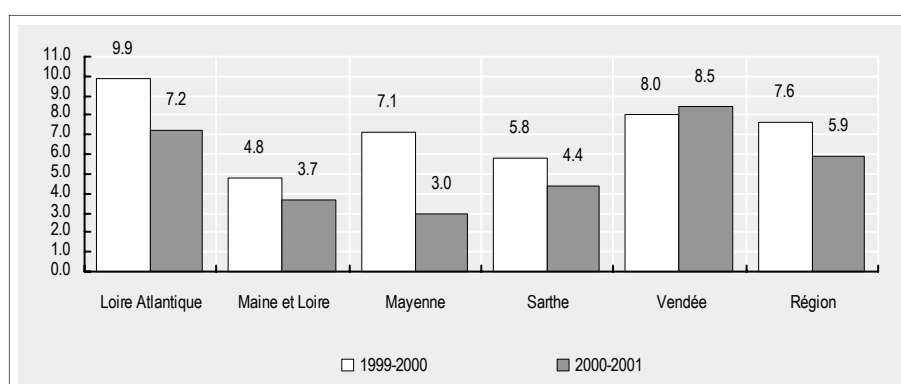
La situation vendéenne apparaît également atypique au sein de la Région dans la mesure où la Vendée est le seul département à bénéficier d'une évolution plus favorable de l'emploi en 2001 qu'en 2000.

Du 3<sup>ème</sup> trimestre 2000 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, la Région a enregistré une hausse du nombre des emplois salariés (+2 845 ; +5,9 %) inférieure à la création d'emplois de l'année précédente (+3 410 ; +7,6 %).

**Effectifs salariés du secteur de la CONSTRUCTION** (établissements de plus de 9 salariés)

	3 <sup>ème</sup> trimestre 1999	3 <sup>ème</sup> trimestre 2000	3 <sup>ème</sup> trimestre 2001
<b>Loire-Atlantique</b>	16 388	18 016	19 306
<b>Maine et Loire</b>	9 854	10 322	10 704
<b>Mayenne</b>	3 934	4 214	4 342
<b>Sarthe</b>	7 249	7 667	8 006
<b>Vendée</b>	7 730	8 346	9 052
<b>Région</b>	45 155	48 565	51 410

Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

**Évolution des créations d'emplois salariés dans le secteur de la CONSTRUCTION**  
(en %) (établissements de plus de 9 salariés)

Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

**4 - UN RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR TERTIAIRE PLUS SENSIBLE EN VENDÉE QU'EN MOYENNE DANS LA RÉGION**

Note : Concernant le secteur tertiaire, les emplois salariés des entreprises de plus de 9 salariés représentent 38 % des effectifs salariés totaux.

L'analyse de l'évolution de l'emploi dans le secteur tertiaire suppose bien évidemment que l'on exclut les services opérationnels, dont la majorité des emplois sont à mettre au crédit des secteurs de l'industrie et de la construction.

L'emploi dans le secteur tertiaire (hors services opérationnels) s'est finalement accru de +3,5 % (+1 458 emplois salariés) sur un an à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2001 en Vendée, ce qui est inférieur à la moyenne régionale (+4,5 % ; +13 034).

**Effectifs salariés du secteur du TERTIAIRE** (établissements de plus de 9 salariés)  
Avec services opérationnels

	3 <sup>ème</sup> trimestre 1999	3 <sup>ème</sup> trimestre 2000	3 <sup>ème</sup> trimestre 2001
<b>Loire-Atlantique</b>	146 209	159 535	165 484
dont services opérationnels	29 374	34 812	32 699
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>116 835</b>	<b>124 723</b>	<b>132 785</b>
<b>Maine et Loire</b>	69 458	78 034	77 311
dont services opérationnels	11 601	16 625	14 447
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>57 857</b>	<b>61 409</b>	<b>68 864</b>
<b>Mayenne</b>	24 311	28 925	27 882
dont services opérationnels	4 427	7 961	5 878
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>19 884</b>	<b>20 964</b>	<b>22 004</b>
<b>Sarthe</b>	53 151	57 810	57 122
dont services opérationnels	11 616	14 343	12 636
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>41 535</b>	<b>43 467</b>	<b>44 486</b>
<b>Vendée</b>	46 034	51 776	52 262
dont services opérationnels	6 741	10 273	9 301
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>39 293</b>	<b>41 503</b>	<b>42 961</b>
<b>Région</b>	339 163	376 080	380 061
dont services opérationnels	63 759	84 014	74 961
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>275 404</b>	<b>292 066</b>	<b>305 100</b>

Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

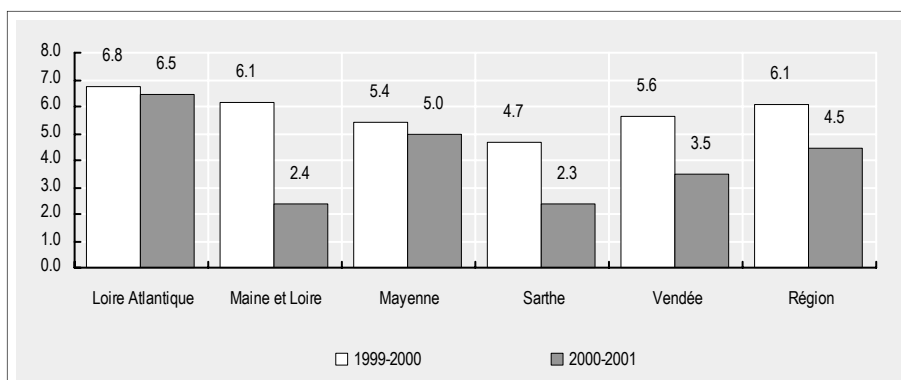
**Evolution des effectifs salariés du secteur du TERTIAIRE** (établissements de plus de 9 salariés)  
Avec services opérationnels

	1999/2000		2000/2001	
	en VA	en %	en VA	en %
<b>Loire-Atlantique</b>	13 326	9,11 %	5 949	3,73 %
dont services opérationnels	5 438	18,51 %	-2 113	-6,07 %
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>7 888</b>	<b>6,75 %</b>	<b>8 062</b>	<b>6,46 %</b>
<b>Maine et Loire</b>	8 576	12,35 %	-723	-0,93 %
dont services opérationnels	5 024	43,31 %	-2 178	-13,10 %
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>3 552</b>	<b>6,14 %</b>	<b>1 455</b>	<b>2,37 %</b>
<b>Mayenne</b>	4 614	18,98 %	-1 043	-3,61 %
dont services opérationnels	3 534	79,83 %	-2 083	-26,17 %
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>1 080</b>	<b>5,43 %</b>	<b>1 040</b>	<b>4,96 %</b>
<b>Sarthe</b>	4 659	8,77 %	-688	-1,19 %
dont services opérationnels	2 727	23,48 %	-1 707	-11,90 %
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>1 932</b>	<b>4,65 %</b>	<b>1 019</b>	<b>2,34 %</b>
<b>Vendée</b>	5 742	12,47 %	486	0,94 %
dont services opérationnels	3 532	52,40 %	-972	-9,46 %
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>2 210</b>	<b>5,62 %</b>	<b>1 458</b>	<b>3,51 %</b>
<b>Région</b>	36 917	10,88 %	3 981	1,06 %
dont services opérationnels	20 255	31,77 %	-9 053	-10,78 %
<b>Tertiaire sans services opérationnels</b>	<b>16 662</b>	<b>6,05 %</b>	<b>13 034</b>	<b>4,46 %</b>

Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

Le ralentissement de la progression de l'emploi est, par conséquent, également perceptible dans le secteur tertiaire. Rappelons ainsi que la hausse du nombre des emplois s'élevait à +5,6 % en Vendée et à +6 % dans la Région un an auparavant. C'est dans le Maine et Loire que le ralentissement est le plus net, la Loire-Atlantique maintenant son rythme de progression.

**Évolution des créations d'emplois salariés dans le secteur TERTIAIRE - hors services opérationnels (en %) (établissements de plus de 9 salariés)**

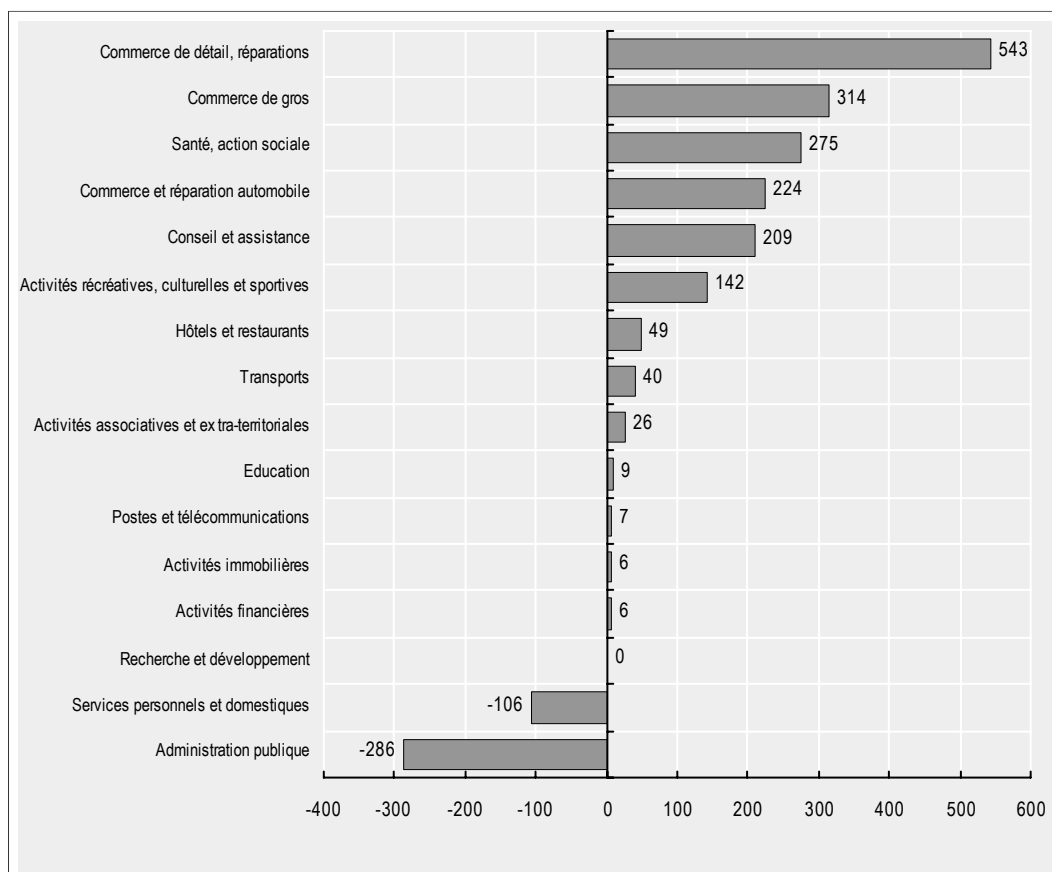


Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

Par secteurs (hors secteur des services opérationnels)

Le commerce de détail est toujours le secteur le plus créateur d'emplois avec un solde de +543 emplois (+6,7 %).

**Évolution des effectifs salariés dans le secteur TERTIAIRE en Vendée (en VA)  
1<sup>er</sup> trimestre 2000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2001 - (Établissements de plus de 9 salariés)**



Sources : ASSEDIC - Observatoire Économique Départemental

Arrivent ensuite, le commerce de gros avec +314 salariés (+6,3 %), le secteur « santé, action sociale » avec +275 (+4,4 %), le secteur du commerce et réparation automobile avec +224 (+12,9 %) et le secteur « conseil et assistance » avec +209 (+9,1 %). Deux secteurs enregistrent une diminution de leurs effectifs assez soutenue : l'administration publique avec -286 salariés (-17,3 %) et les services personnels et domestiques avec -106 salariés (-22,8 %) alors qu'ils créaient des emplois l'année précédente +62 (+16,4 %).

# CHÔMAGE

## Après quatre années de baisse, le nombre de demandeurs d'emploi recommence à augmenter de façon soutenue

### 1 - CONSEQUENCE DU RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS, LE NOMBRE DE DEMANDEURS AUGMENTE DEPUIS MAI 2001

Alors que le rythme de baisse du chômage s'accélérait d'année en année depuis quatre ans, le nombre de demandeurs d'emploi augmente à nouveau depuis le mois de mai.

Dans ce contexte, la Vendée compte davantage de demandeurs d'emploi en décembre 2001 qu'en fin d'année 2000. La hausse qui s'élève à +5,5 %, est inférieure à la moyenne régionale (+7,5 %) mais est deux fois supérieure à la hausse nationale (+2,2 %).

Nombre de demandeurs d'emploi en France et en Pays de la Loire (données cvs - catégorie 1)

	Décembre 1995	Décembre 1996	Décembre 1997	Décembre 1998	Décembre 1999	Décembre 2000	Décembre 2001
Loire-Atlantique	62 575	65 722	63 993	60 406	50 268	41 544	43 848
Maine et Loire	35 252	36 184	35 412	32 843	26 586	22 634	23 418
Mayenne	8 858	9 200	8 384	7 635	5 934	4 770	6 098
Sarthe	26 578	26 322	25 884	23 719	18 871	14 511	16 448
Vendée	22 406	22 601	21 419	19 566	17 205	14 180	14 964
Région	155 678	159 793	154 908	143 888	118 917	97 603	104 954
France	3 019 400	3 092 500	3 027 800	2 899 900	2 583 600	2 164 200	2 212 100

Sources : DRTE - Observatoire Économique Départemental

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en France et en Pays de la Loire (en VA)

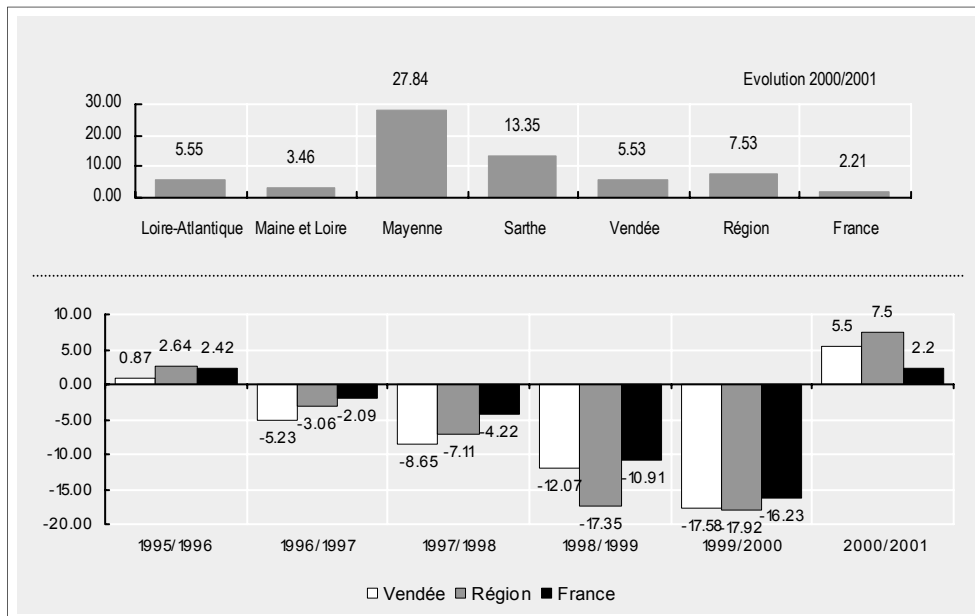
	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001
Loire-Atlantique	3 147	-1 729	-3 587	-10 138	-8 724	2 304
Maine et Loire	932	-772	-2 569	-6 257	-3 952	784
Mayenne	342	-816	-749	-1 701	-1 164	1 328
Sarthe	-256	-438	-2 165	-4 848	-4 360	1 937
Vendée	195	-1 182	-1 853	-2 361	-3 025	784
Région	4 115	-4 885	-11 020	-24 971	-21 314	7 351
France	73 100	-64 700	-127 900	-316 300	-419 400	47 900

Sources : DRTE - Observatoire Économique Départemental

En valeur absolue, la Vendée avec le Maine et Loire s'inscrivent parmi les départements où l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi est le plus faible (+784).

En valeur relative, avec une hausse de +5,5 %, la Vendée est le deuxième département où le nombre de demandeurs d'emploi a le moins augmenté après le Maine et Loire (+3,5 %). Notons le cas de la Mayenne où la hausse de +27,8 % du nombre de demandeurs d'emploi doit être rapprochée du taux de chômage, qui est aussi le plus bas de France.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (en %) - (données cvs-catégorie 1)



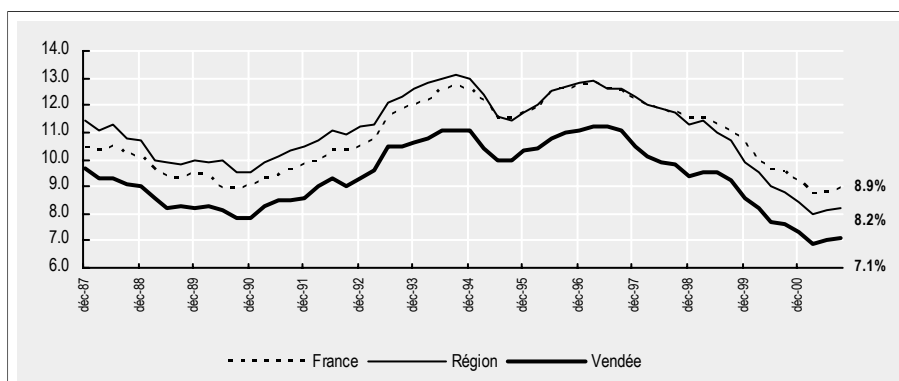
Sources : DRTE - Observatoire Économique Départemental

## 2 - UN TAUX DE CHÔMAGE QUI AUGMENTE POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE CONSÉCUTIF TANT EN VENDÉE, DANS LA RÉGION QU'EN FRANCE

### ► *Le taux de chômage vendéen reste toujours inférieur aux taux régional et national.*

En septembre 2001, la Vendée affichait un taux de chômage CVS de 7,1 % ce qui reste inférieur au taux régional (8,2 %) et au taux national (8,9 %).

Évolution trimestrielle des taux de chômage - Vendée - Région - France (en %)



Sources : DRTE - Observatoire Économique Départemental

- **L'évolution trimestrielle fait apparaître un taux qui s'accroît de 0,1 point pour le 2<sup>ème</sup> trimestre consécutif tant en Vendée que dans la Région et en France.**

**Taux de chômage corrigés des variations saisonnières**

	Sept. 1996	Sept. 1997	Sept. 1998	Sept. 1999	Déc. 1999	Mars 2000	Juin 2000	Sept. 2000	Déc. 2000	Mars 2001	Juin 2001	Sept. 2001
<b>Vendée</b>	11,0	11,1	9,8	9,2	8,6	8,2	7,7	7,6	7,3	6,9	7,0	7,1
<b>Région</b>	12,7	12,6	11,7	10,7	9,9	9,5	9,0	8,8	8,4	8,0	8,1	8,2
<b>France</b>	12,6	12,5	11,7	11,1	10,6	10,0	9,6	9,5	9,2	8,7	8,8	8,9

Sources : DRTE - Observatoire Économique Départemental

De septembre 2000 à septembre 2001, le taux de chômage a diminué de -0,5 point en Vendée et -0,6 point dans la Région et en France. La baisse avait été sensiblement plus soutenue l'an dernier avec -1,6 point en Vendée et en France et -1,9 point dans la Région.

Par départements, l'évolution est comprise entre +0,4 point dans la Mayenne et -1,1 point en Loire-Atlantique.

Mais surtout, et quel que soit l'échelon géographique retenu, le taux de chômage qui atteint un point bas en mars 2001, ne cesse d'augmenter depuis.

**Évolution des taux de chômage CVS départementaux en Pays de la Loire**

	Septembre 1999	Septembre 2000	Septembre 2001	Évolution en Points	
				1999/2000	2000/2001
<b>Loire-Atlantique</b>	12,8	11,0	9,9	-1,8	-1,1
<b>Maine et Loire</b>	10,9	9,0	8,4	-1,9	-0,6
<b>Mayenne</b>	6,3	4,6	5,0	-1,7	0,4
<b>Sarthe</b>	10,0	7,8	7,2	-2,2	-0,6
<b>Vendée</b>	9,2	7,6	7,1	-1,6	-0,5
<b>Région</b>	10,7	8,8	8,2	-1,9	-0,6
<b>France</b>	11,1	9,5	8,9	-1,6	-0,6

Sources : DRTE - Observatoire Économique Départemental

### **3 - HUIT DEMANDEURS D'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRES SUR 10 SONT DES JEUNES ÂGÉS DE MOINS DE 25 ANS EN VENDÉE**

Tandis que les femmes et les demandeurs d'emploi de longue durée continuent de diminuer, respectivement -0,8 % (-77) et -10,7 % (-429), les demandeurs d'emploi âgés de -25 ans accusent une augmentation de +330 (+8,3 %) d'octobre 2000 à octobre 2001, ce qui représente 82 % de l'accroissement total. Les jeunes sont par conséquent les principales victimes de la hausse et ce constat s'observe également dans la Région et en France.

**Évolution du nombre de demandeurs d'emploi féminins, âgés de -25 ans et inscrits depuis plus d'un an (CLD)**  
(catégorie 1)

		Octobre 1999	Octobre 2000	Octobre 2001	Évolution	
					1999/2000	2000/2001
<b>Vendée</b>	Femmes	11 896	9 689	9 612	-18,55	-0,79
	- 25 ans	4 883	3 980	4 310	-18,49	8,29
	CLD	5 720	4 022	3 593	-29,69	-10,67
	<b>TOTAL</b>	<b>22 499</b>	<b>17 691</b>	<b>17 515</b>	<b>-21,37</b>	<b>-0,99</b>
<b>Région</b>	Femmes	75 131	58 793	57 424	-21,75	-2,33
	- 25 ans	30 924	23 966	26 900	-22,50	12,24
	CLD	45 558	31 140	26 912	-31,65	-13,58
	<b>TOTAL</b>	<b>151 613</b>	<b>113 899</b>	<b>111 236</b>	<b>-24,88</b>	<b>-2,34</b>
<b>France</b>	Femmes	1 409 903	1 183 462	1 127 824	-16,06	-4,70
	- 25 ans	530 969	425 898	443 375	-19,79	4,10
	CLD	1 001 504	751 005	650 829	-25,01	-13,34
	<b>TOTAL</b>	<b>2 942 376</b>	<b>2 360 365</b>	<b>2 222 028</b>	<b>-19,78</b>	<b>-5,86</b>

Sources : DRTE - Observatoire Économique Départemental

Dans ce contexte de hausse du chômage, les demandeurs d'emploi de longue durée résistent bien puisque d'octobre 2000 à octobre 2001, leur nombre diminue tant en Vendée (-10,7 %), que dans la Région (-13,6 %) et en France (-13,3 %).

**Évolution du nombre de demandeurs d'emploi féminins, âgés de -25 ans et inscrits depuis plus d'un an (CLD)**



Sources : DRTE - Observatoire Économique Départemental

#### **4 - SEULS SEPT CANTONS ENREGISTRENT UNE AUGMENTATION DE LEUR NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI**

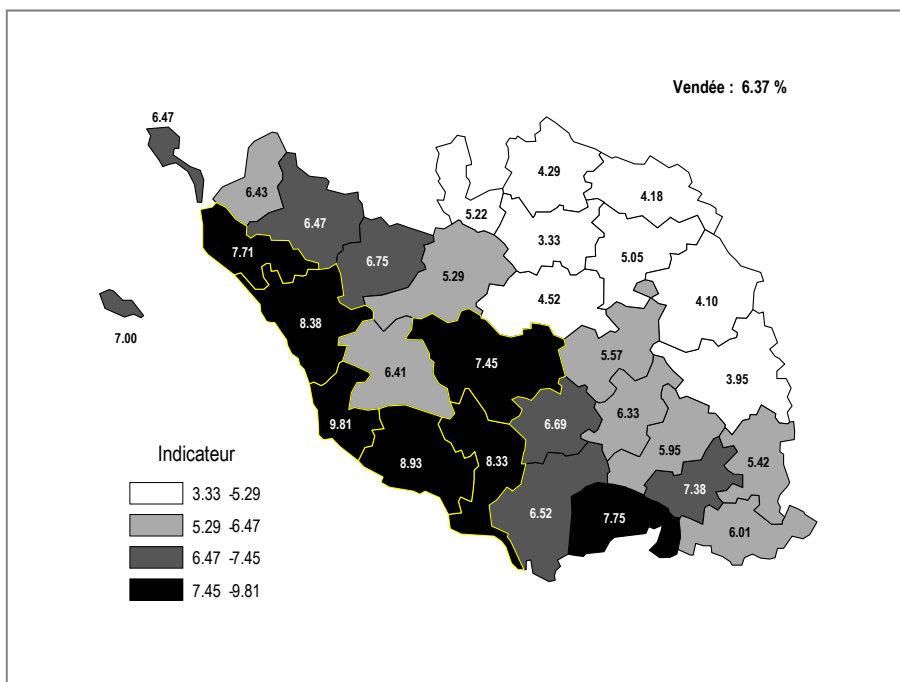
*Précision :* Les taux sont calculés par rapport au nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1 - dernière date disponible) sur la population active de 1999.

*Catégorie 1 :* Demandeurs d'emploi immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à temps plein

► **L'indicateur de chômage reste toujours plus élevé sur le littoral et le rétro-littoral**

Au 30 septembre 2001, les Sables d'Olonne (9,8 %), Talmont St Hilaire (8,9 %), St Gilles Croix de Vie (8,4 %) et Moutiers les Mauxfaits (8,3 %) détiennent les indicateurs de chômage les plus élevés. Alors que l'indicateur moyen vendéen s'élève à 6,4 %, St Fulgent bénéficie toujours de l'indicateur le plus bas avec 3,3 %.

Indicateur de chômage au 30 septembre 2001 (en %)

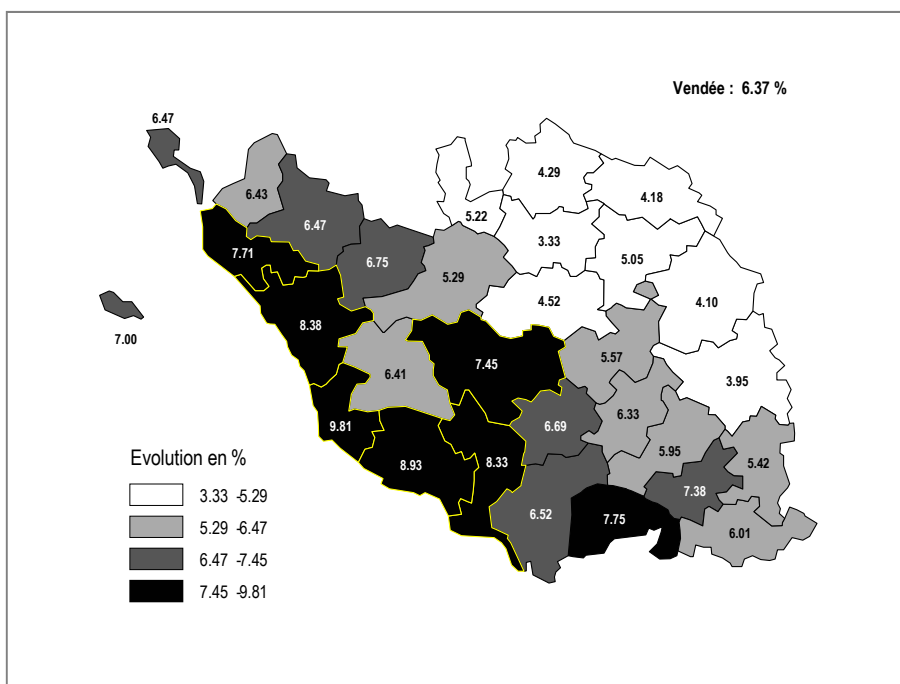


Sources : DDTE - Observatoire Économique Départemental

- De septembre 2000 à septembre 2001, la majorité des cantons enregistre une baisse à l'exception de sept cantons.

Les cantons de Rocheservière, St Gilles Croix de Vie et La Roche sur Yon accusent les plus fortes augmentations avec respectivement +23 (+11,6 %), +64 (+5,9 %) et +65 demandeurs d'emploi (+2,7 %). Arrivent ensuite Mareuil sur Lay (+7), Palluau (+4), le Poiré sur Vie (+3) et Challans (+2).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de septembre 2000 à septembre 2001 (en %)



Sources : DDTE - Observatoire Économique Départemental

En moyenne, le département enregistre une baisse de -50 demandeurs d'emploi soit -3,2 %.

# IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES

## 2001, une année très favorable pour le marché de l'automobile en Vendée ...

Avec 46.491 véhicules immatriculés en 2001, la Vendée enregistre une hausse de +8,4 % (3.605) alors qu'en 2000, les immatriculations avaient été stables.

En moyenne, en France, les immatriculations se sont également accentuées mais de façon moins soutenue qu'en Vendée. L'accroissement est passé de +2,4 % en 2000 à +6,1 % en 2001.

Immatriculations de voitures en France et en Vendée

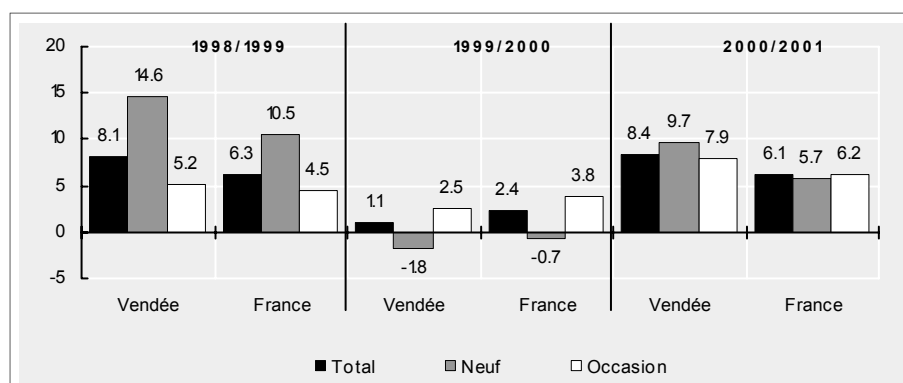
		1998	1999	2000	2001
Vendée	Total	39 239	42 404	42 886	46 491
	Neuf	11 877	13 609	13 367	14 664
	Occasion	27 362	28 798	29 519	31 827
France	Total	6 629 588	7 044 376	7 216 006	7 650 355
	Neuf	1 943 601	2 148 423	2 133 884	2 254 732
	Occasion	4 685 987	4 895 953	5 082 122	5 395 623

Sources : Préfecture, Comité des Constructeurs Français d'Automobile - Observatoire Économique Départemental

## ... due à une forte augmentation du nombre d'immatriculations de véhicules neufs

Le nombre de véhicules neufs immatriculés en Vendée est passé de 13.367 en 2000 à 14.664 en 2001, soit une augmentation de +9,7 % (+1.297) contre +5,7 % (+120.848) en moyenne en France.

Évolution des immatriculations de voitures (en %) - Vendée - France



Sources : INSEE - C.C.F.A. - Observatoire Économique Départemental

Ceci peut s'expliquer en partie par le principe du « millésime » qui a été supprimé pour maintenant suivre les années civiles. Ainsi, certains consommateurs ont pu retarder leur achat de véhicules de 6 mois et favoriser les ventes du début de l'année 2001. Toutefois, ces bons résultats illustrent avant tout le niveau élevé de la consommation des ménages vendéens.

Les voitures d'occasion ont également enregistré un accroissement de leurs immatriculations plus soutenu en Vendée (+7,9 %) qu'en France (+6,2 %).

# PÊCHE

## Une année 2001 dont les résultats sont en baisse tant en tonnage qu'en valeur ...

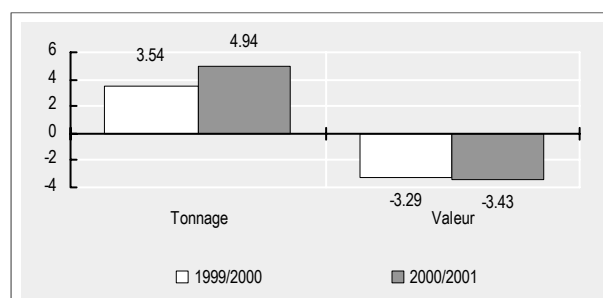
Après une année 2000 favorable, les résultats de l'année sont en baisse avec -3,3 % pour les tonnages et -3,4 % pour la valeur des débarquements.

### Total des 4 criées

	1999	2000	2001
<b>Poids (kg)</b>	21 655 276	22 421 068	21 684 320
<b>Valeur (frs)</b>	417 021 739	437 617 330	422 585 886
<b>Prix moyen</b>	19,26	19,52	19,49

Sources : C.C.I. - Observatoire Économique Départemental

### Évolution des débarquements, en tonnage et en valeur, pour l'ensemble des 4 criées vendéennes (en %)



Avec 22.421 tonnes fin 2000, l'augmentation en volume par rapport à 1999 s'établissait à +3,5 %. Quant à la valeur des débarquements, elle progressait de près de 5 %. Dans ce contexte, les tonnages et la valeur des débarquements retrouvent en 2001 les niveaux observés en 1999 ce qui montre une relative stabilité des résultats de la pêche vendéenne depuis deux ans.

## ... et ceci dans quasiment chacun des ports vendéens

En ce qui concerne les débarquements en tonnage, tous les ports vendéens enregistrent une diminution en 2001 comparativement à 2000. La plus forte diminution s'observe à l'Île d'Yeu avec -16,6 % après, il est vrai, une hausse de +21 % en 2000. L'Herbaudière arrive ensuite avec -6,7 % suivi des Sables d'Olonne (-2,6 %) et St Gilles Croix de Vie (-0,3 %).

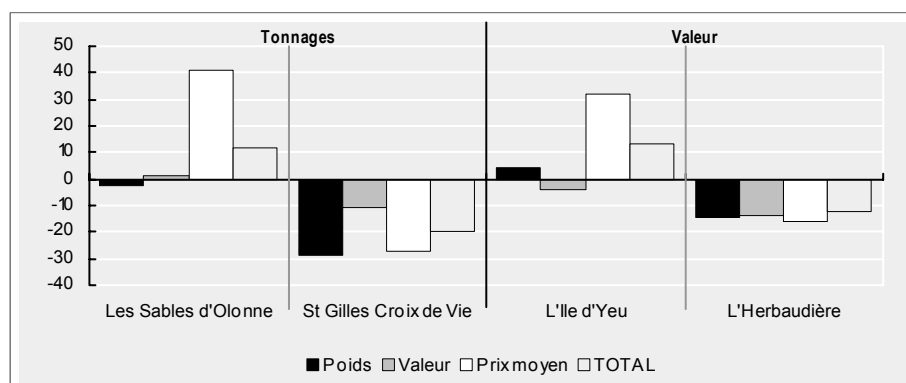
		2000	2001	Évolution 2000/2001 en VA	Évolution 2000/2001 en %
<b>Les Sables d'Olonne</b>	Poids (Kg)	6 275 122	6 113 227	-161 895	-2,58
	Valeur (Frs)	154 226 999	155 914 867	1 687 868	1,09
	Prix moyen	24,58	25,50	0,92	3,75
<b>St Gilles Croix de Vie</b>	Poids (Kg)	11 501 319	11 470 537	-30 782	-0,27
	Valeur (Frs)	122 834 868	112 609 268	-10 225 600	-8,32
	Prix moyen	10,68	9,82	-0,86	-8,06
<b>L'Île d'Yeu</b>	Poids (Kg)	2 365 843	1 973 781	-392 062	-16,57
	Valeur (Frs)	76 140 447	67 841 648	-8 298 799	-10,90
	Prix moyen	32,18	34,37	2,19	6,81
<b>L'Herbaudière</b>	Poids (Kg)	2 278 784	2 126 775	-152 009	-6,67
	Valeur (Frs)	84 415 016	86 220 103	1 805 087	2,14
	Prix moyen	37,04	40,54	3,50	9,45

Sources : Chambre de Commerce et d'Industrie - Observatoire Économique Départemental

En valeur, c'est encore à l'île d'Yeu que la baisse est la plus forte avec -10,9 % (-8 298 799 Frs) en 2001, après +13,7 % (+9 150 300 Frs) en 2000. St Gilles Croix de Vie est également particulièrement touché par la diminution de la valeur de ses débarquements en 2001 avec -8,3 % (-10 225 600 Frs).

En revanche, les Sables d'Olonne et l'Herbaudière, malgré une baisse de leurs débarquements en tonnage, enregistrent une hausse en valeur, de respectivement +1,1 % (+1 687 868 Frs) et +2,1 % (+ 1 805 087 Frs).

### Évolution des débarquements en tonnage et en valeur par criée en 2000 (en %) (du 1<sup>er</sup> trim. 99 au 1<sup>er</sup> trim. 00 et du 1<sup>er</sup> trim. 00 au 1<sup>er</sup> trim. 01)



Sources : Chambre de Commerce et d'Industrie - Observatoire Économique Départemental

# Annexes

I.N.S.E.E.	Page 1
BANQUE DE FRANCE	Page 3
E.D.F. / G.D.F.	Page 4
URSSAF	Page 5
CELLULE ECONOMIQUE RÉGIONALE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	Page 6
FÉDÉRATION NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS DE LA VENDÉE	Page 9
CENTRE DE GESTION AGRÉE DE VENDÉE	Page 11
SYSTÈME U	Page 14
CHAMBRE D'AGRICULTURE	Page 16



# Un ralentissement

**L'année 2001 a été  
marquée par un  
ralentissement  
conjoncturel assez net.**

**L'économie vendéenne  
a pâti de cette  
dégradation mais sans  
qu'il y ait pour autant  
de véritable  
retournement.**

L'environnement international de la zone euro a été marqué en 2001 par les récessions des États-Unis et du Japon, et par les difficultés corrélatives des zones émergentes. La croissance française pour 2001 s'inscrit aux alentours de 2 %, en net retrait par rapport au rythme annuel moyen de +3,2 % enregistré au cours des trois années précédentes. Ralentissement certes, mais pas de récession. La consommation des ménages est restée dynamique en raison d'une forte croissance des revenus (grâce notamment aux allègements fiscaux et au recul de l'inflation) et d'un arbitrage toujours favorable à la consommation (en l'absence de gonflement de l'épargne de précaution). En revanche, les autres composantes de la demande se sont orientées à la baisse dès le début de l'année 2001. En ligne avec l'exceptionnelle contraction des échanges mondiaux, les exportations ont régulièrement reculé. Reflet de leur sensibilité à l'environnement international, les entreprises ont très rapidement modéré leur investissement et ajusté leurs stocks. Il en a résulté une moindre augmentation des

effectifs salariés et un coût d'arrêt à la baisse du chômage.

L'impact de ce ralentissement sur l'économie vendéenne est réel et peut se mesurer à l'aune des données les plus récentes.

Conséquence directe du ralentissement de la croissance, la progression de l'emploi salarié vendéen a fortement ralenti et la baisse du chômage, qui durait depuis quatre ans, s'est interrompue à l'été.

L'emploi salarié a ainsi progressé constamment au cours des neuf premiers mois de l'année 2001 mais à un rythme bien moindre que celui de l'an 2000. Sur un an -entre les 3<sup>ème</sup> trimestres 2000 et 2001-, la hausse est de 3,9 % contre 6,1 % entre les 3<sup>ème</sup> trimestres 1999 et 2000. Ralentissement donc mais croissance toujours. Sur les neuf premiers mois de l'année 2001, seules les industries de biens de consommation ont vu leurs effectifs reculer. Les industries agricoles et alimentaires et celles des biens d'équipement ont bénéficié d'une poursuite de la croissance mais à un rythme moins élevé qu'en 2000. Les services aux particuliers ont fait preuve d'un dynamisme équivalent à celui de 2000.

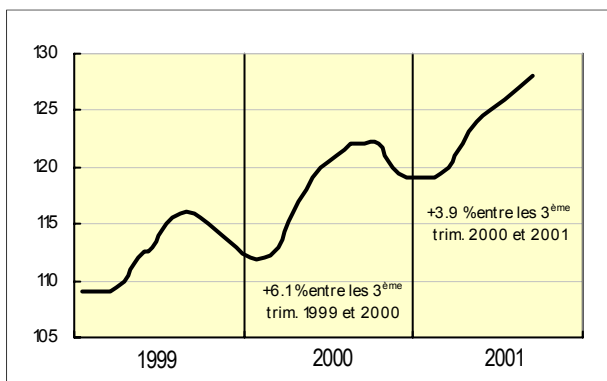
En 2001, le nombre de demandeurs d'emploi vendéens a progressé de 5,5 %, deux fois plus qu'au niveau national. Aussi, l'écart entre le chômage vendéen et le chômage français s'est réduit en 2001. La Vendée continue de présenter toutefois un taux (7,1 % des actifs à la rentrée 2001) inférieur à la moyenne nationale (8,9 % à la même époque).

Les créations d'entreprises ont plus pâti en Vendée qu'ailleurs de la dégradation économique : leur nombre a reculé en 2001 alors qu'il s'est stabilisé dans le reste de l'Hexagone. Il a manqué, en 2001, 200 créations ou reprises d'entreprises pour que la Vendée retrouve son niveau de l'an 2000 (2 300).

L'économie vendéenne s'apprécie aussi à l'aune du tourisme. De ce point de vue, l'année 2001 a été bonne. Le nombre de nuitées enregistrées dans les hôtels classés (1 023 000) a dépassé le chiffre de 2000 (966 000) mais aussi celui de 1999 (992 000) grâce surtout à la clientèle française. Dans les campings, la fréquentation a augmenté par rapport à 2000 mais sans retrouver les valeurs de 1999. Enfin, en termes démographiques, la natalité vendéenne se situe en 2001 à un niveau presque équivalent à celui de l'année 2000, en forte hausse par rapport à 1999.

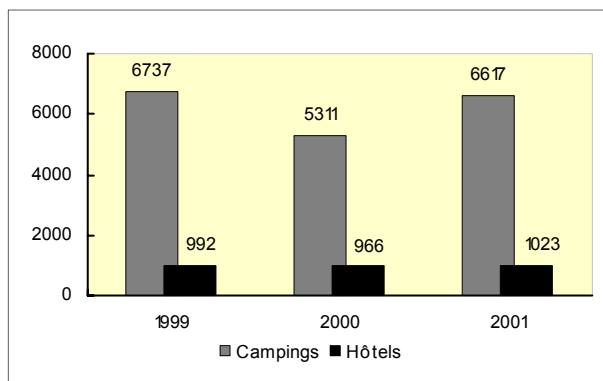
Rendus inquiets par le ralentissement mondial, les industriels ligériens, interrogés par l'INSEE, ont été de plus en plus nombreux en 2001 à estimer la production et la demande en baisse. On note toutefois une légère remontée en fin d'année : l'enquête de conjoncture de janvier 2002 fait état d'une légère amélioration du moral des industriels ligériens. En fait, on vit actuellement plutôt une situation d'attentisme avec d'un côté le maintien de la consommation intérieure et de l'autre une incertitude du côté des entreprises à la recherche de signes de reprise du commerce international.

### Evolution de l'emploi salarié en Vendée (indice base 100 = 4<sup>ème</sup> trimestre 1995)



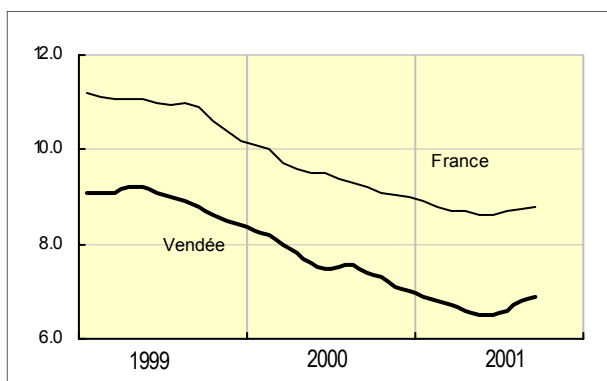
Source : INSEE - URSSAF

### Nombre de nuitées en Vendée (en milliers)



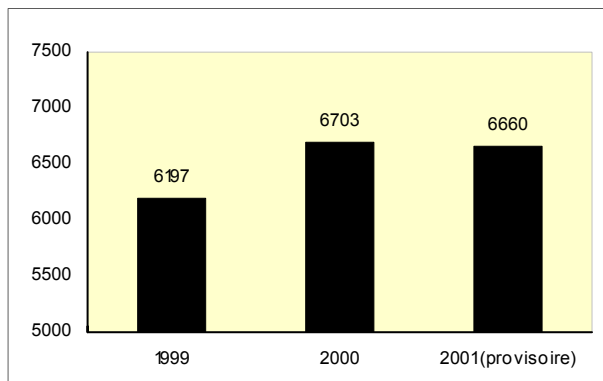
Source : INSEE (enquêtes de fréquentation)

### Taux de chômage (en % des actifs) - CVS



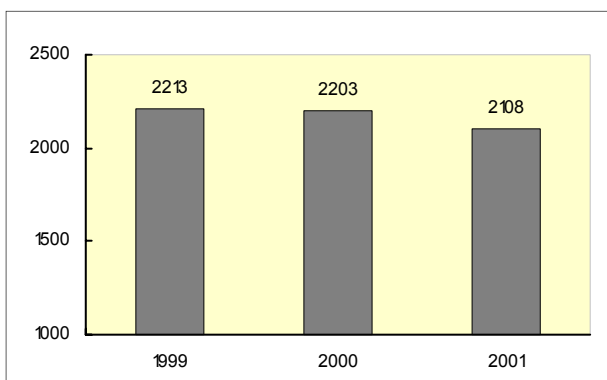
Source : INSEE

### Naissances domiciliées en Vendée



Source : INSEE (état civil)

### Créations ou reprises d'entreprises en Vendée



Source : INSEE (fichier SIRENE)

## VUE D'ENSEMBLE DANS L'INDUSTRIE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE - EN JANVIER 2002 -

### Évolution, production (Capacité, stocks, livraisons)

En janvier, la production industrielle en Vendée a bénéficié d'une légère progression. Celle-ci est due essentiellement au regain d'activité dans l'industrie automobile, les biens d'équipement et dans une moindre mesure les biens intermédiaires après les nombreuses fermetures pour les fêtes de fin d'année, alors que les industries agroalimentaires subissaient leur recul saisonnier et que les biens de consommation restaient stables.

Malgré la reprise de la production de la filiale locale du groupe Brandt, les difficultés rencontrées pèsent dans la comparaison de l'activité des biens de consommation à un an d'intervalle, sans toutefois faire chuter l'ensemble de la production industrielle du département qui globalement sur un an reste stable.

### Évolution de la demande interne (Industrie, négoce gros détail) et externe.

Si la demande globale évolue peu, sa composante externe subit un fléchissement. La demande intérieure semble s'être mieux comportée que prévu, en revanche la demande export est quelque peu contrastée : toujours dynamique en provenance des pays d'Europe du Sud, mais insuffisante par ailleurs.

### Prévisions production

Les Chefs d'entreprise misent sur une stabilité globale de l'activité. Des carnets jugés dans l'ensemble insuffisamment étoffés, conjugués à des perspectives encore incertaines sur les futurs niveaux de production des gros appareils électroménagers en Vendée incitent à la prudence.

### Évolution et prévisions production par secteur

#### Industries agroalimentaires

Conformément aux prévisions, les industries agroalimentaires enregistrent, au mois de janvier, un léger repli, normal après la forte activité liée aux fêtes de fin d'année, tout en s'inscrivant en progression à un an d'écart.

Cependant le ralentissement constaté sur un mois est surtout marqué dans le compartiment des viandes de volailles, qui n'est plus soutenu par les produits festifs. Toujours confronté à une concurrence extra-communautaire et à une surproduction nationale, les stocks s'alourdissent encore et les prix sont tirés vers le bas.

Dans les autres secteurs, la situation est favorable, plats cuisinés, salades et surimi trouvent toujours une forte demande ainsi que les fabrications de biscuits qui s'affichent en hausse.

Les prix sont stables, seules les tendances à la baisse du mois précédent se confirment : volailles, lait et produits laitiers.

#### Biens intermédiaires

La production des biens intermédiaires a connu un léger rebond en janvier, mais il semblerait qu'il s'agisse seulement d'une remise à niveau après les fermetures de fin d'année, et le tassement sur un an, enregistré les mois précédents se confirme.

Les prix des matières premières ont subi des baisses qui pourraient se répercuter sur certains produits.

Les rentrées d'ordres enregistrées dans des carnets déjà étroits sont considérées comme des rattrapages dus aux décalages des mois précédents et non comme un réel regain de l'activité.

Les perspectives ne font guère état d'une amélioration.

#### Biens d'équipement

L'activité des industries de biens d'équipement, en Vendée, est en progression au mois de janvier tant par rapport au mois précédent qu'à un an d'écart.

Si certains secteurs ont subi un léger attentisme de la demande, celle-ci semble néanmoins s'être ressaisie en fin de période, d'autres conservent une demande dynamique tels la motoculture de plaisance ou la construction navale.

Les prix des approvisionnements enregistrent une tendance à la baisse.

Les stocks sont, dans l'ensemble, supérieurs à la normale de façon volontaire ou subie suivant les industries.

#### Biens de consommation

En janvier, l'activité des industries des biens de consommation s'inscrit dans la continuité du mois de décembre mais se contracte à un an d'intervalle.

Les livraisons de la collection printemps-été dans l'habillement-cuir-chaussure ont démarré, permettant un dégonflage des stocks, alors que les mises en fabrications se poursuivent jusqu'au mois de mars.

Il est encore trop tôt pour enregistrer des commandes pour la collection hiver 2002 ou pour d'éventuels réassorts de la collection actuelle, cependant, il semblerait que ces ordres aient plus de mal à rentrer que l'année passée.

Dans la fabrication d'appareils électroménagers, la situation est contrastée, d'excellente à très perturbée.

Les grands salons du meuble de ce début d'année ont connu un taux de fréquentation moindre que l'an passé, malgré ce contexte défavorable, les fabricants vendéens jugent leurs rentrées d'ordres tout à fait satisfaisantes, seuls les meubles de cuisine s'inscrivent en repli.

L'activité pourrait se contracter quelque peu dans la quasi-totalité des secteurs si la demande ne redevenait pas plus dynamique.

### Salaires (évolution, prévisions), effectif, durée du travail

Les effectifs n'ont pas évolué de manière significative, cependant une tendance à la baisse se fait sentir qui pourrait s'accroître le mois prochain.

Le recours aux intérimaires est moins systématique, certains départs ne sont pas remplacés, dans le même temps les chefs d'entreprise se plaignent toujours de ne pas trouver la main d'oeuvre qualifiée dont ils ont besoin.

Les demandes d'indemnisation de chômage partiel ont porté sur 9.402 jours, en forte augmentation sur les 3.483 jours de décembre qui avait bénéficié d'une diminution des demandes du fait de nombreuses journées de fermetures pour congés ou RTT, de plus le chiffre de janvier comprend la queue de chômage partiel d'entreprises qui vont être touchées par des plans sociaux dans les tous prochains mois.

## CONSOMMATIONS D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL EN VENDEE

L'effet météorologique impacte directement les consommations brutes d'énergie. L'année 2001 a été une année moyenne (1488 DJU), marquée par un net refroidissement en novembre et décembre. Le nombre de degrés jours enregistrés est proche d'une année " normale "(1500 DJU, base 15°C).

### ► Consommation d'électricité :

Les consommations d'électricité évoluent globalement de 3 % par rapport à l'année précédente. L' augmentation la plus forte (+5,9%) est en lien avec la dynamique des entreprises.

#### Consommations brutes d'électricité en Gwh

	1998	1999	2000	2001	Évolution 2000 / 2001
Basse tension	1 642	1 693	1 783	1 800	+1,0 %
Moyenne tension	1 341	1 411	1 499	1 587	+5,9 %
<b>Total Vendée</b>	<b>2 983</b>	<b>3 104</b>	<b>3 282</b>	<b>3 387</b>	<b>+3,2 %</b>

Source : EDF

### ► Consommation de gaz naturel :

Les consommations de gaz naturel ont fortement augmenté (+7,9%) par rapport à 2000. Le secteur industriel tire la croissance (+26,7%) alors que le résidentiel marque le pas et le tertiaire régresse

#### Consommations brutes de gaz naturel en Gwh

	1998	1999	2000	2001	Évolution 2000 / 2001
Domestique	616	642	683	687	+0,6 %
Tertiaire	437	434	476	461	-3,2 %
Industrie	479	480	547	693	+26,7 %
<b>Total Vendée</b>	<b>1 532</b>	<b>1 556</b>	<b>1 706</b>	<b>1 841</b>	<b>+7,9 %</b>

Source : EDF

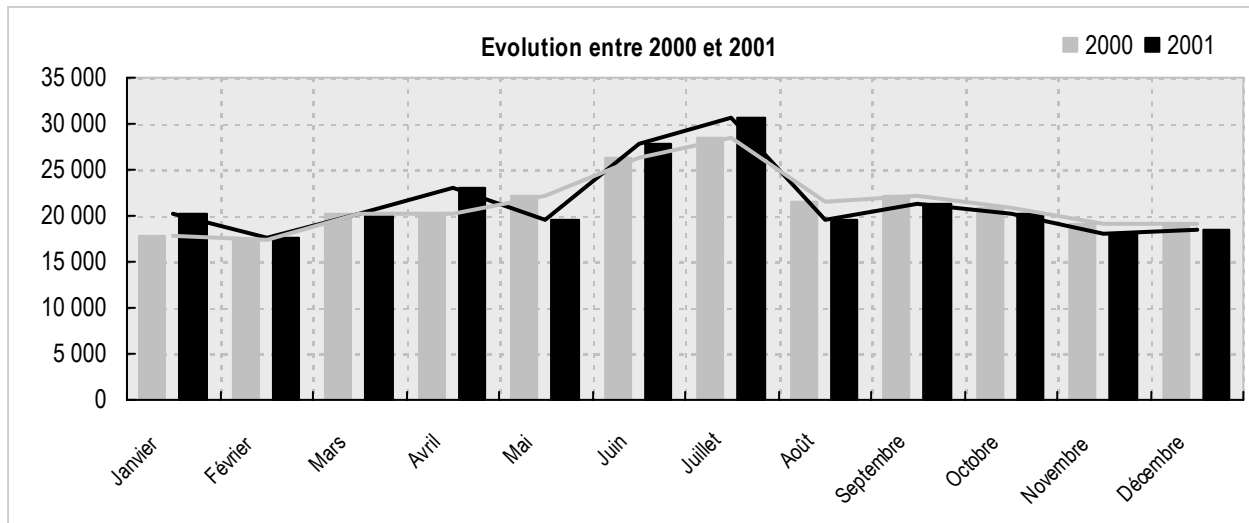
### ► Pour les deux énergies,

Si l'on fait abstraction des mois de novembre et décembre 2001, l'année a été très clémente au niveau météorologique. L'impact des deux derniers mois calendaires ne sera visible que sur les consommations relevées et facturées aux clients début 2002. Ceci explique les faibles variations en basse tension (principalement des clients particuliers) et celles du secteur domestique et tertiaire en gaz naturel.

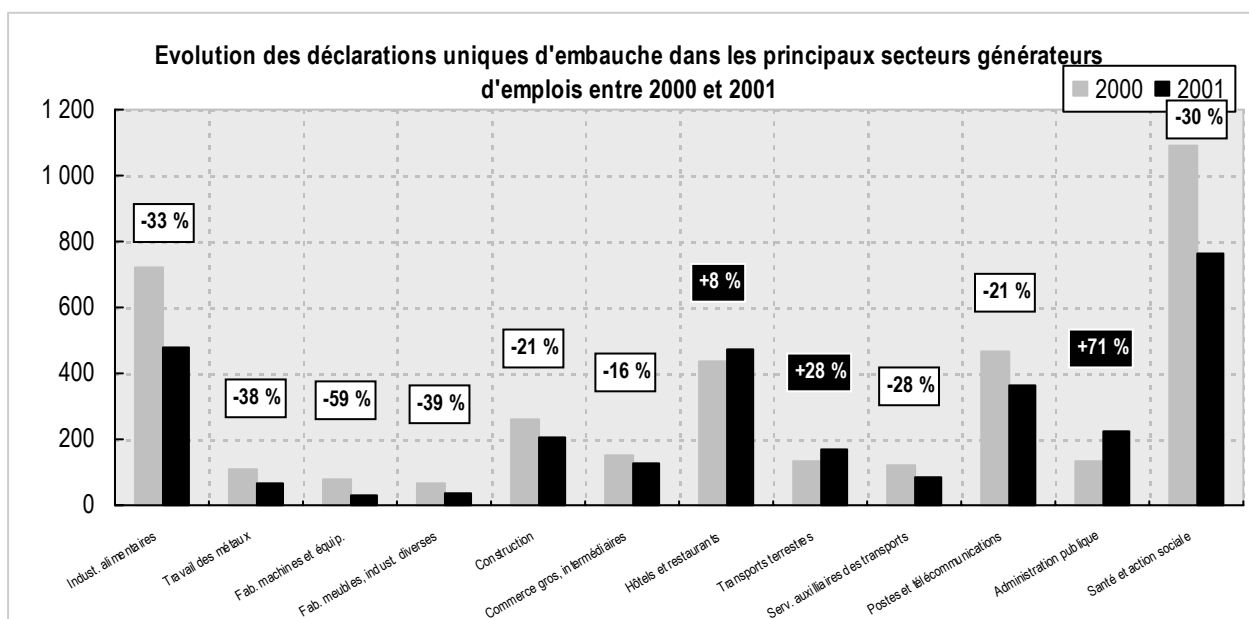
Pour mémoire : Année normale = 1500 DJU

1997	1998	1999	2000	2001
1 350 DJU	1 500 DJU	1 350 DJU	1 340 DJU	1 488 DJU

## STATISTIQUES DES DÉCLARATIONS UNIQUES D'EMBAUCHE



MOIS	Année 2001	Année 2000
JANVIER	20 132	17 879
FEVRIER	17 709	17 353
MARS	20 219	20 138
AVRIL	23 027	20 289
MAI	19 476	22 194
JUIN	27 894	26 303
JUILLET	30 608	28 384
AOUT	19 525	21 515
SEPTEMBRE	21 412	22 081
OCTOBRE	20 230	20 959
NOVEMBRE	18 136	19 155
DECEMBRE	18 508	19 131
dont travail temporaire	10 940	10 863
<b>Totaux</b>	<b>256 876</b>	<b>255 381</b>



**LE LOGEMENT NEUF**

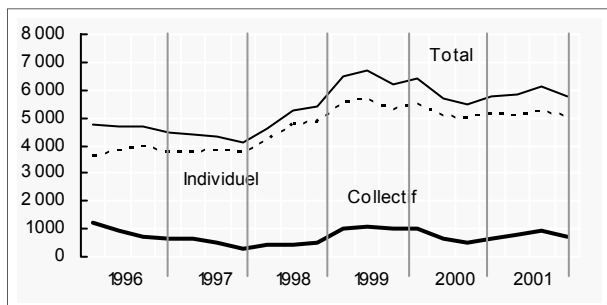
**Les autorisations de construire : le logement individuel s'est maintenu à un haut niveau**

La légère baisse de l'individuel pur (un permis de construire pour un logement) est de même ampleur que celle observée sur les Pays de la Loire. Si on prend la moyenne des années 1998-2000 comme base 100, la Loire-Atlantique était à 101 en 2001, le Maine-et-Loire à 105, la Mayenne à 95, la Sarthe à 109 et la Vendée à 100 ; moyenne régionale : 102.

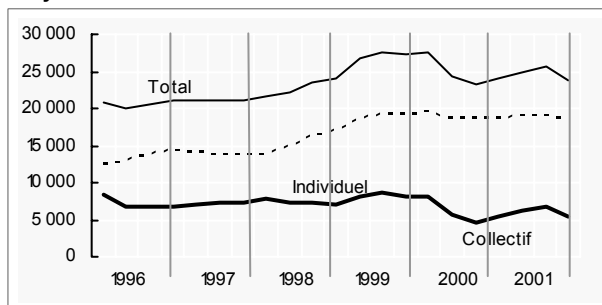
Autorisations de construire	Nombre de logements			Évolution	
	1999	2000	2001	1999/2000	2000/2001
<b>Vendée</b>					
Individuels purs	4 506	4 673	4 589	+3.7 %	-1.8 %
Individuels groupés	508	513	474	+1.0 %	-7.6 %
Sous tot. individuel	5 014	5 186	5 063	+3.4 %	-2.4 %
Collectifs	661	966	712	+46.1 %	-26.3 %
<b>TOTAL</b>	<b>5 675</b>	<b>6 152</b>	<b>5 775</b>	<b>+8.4 %</b>	<b>-6.1 %</b>
<b>Pays de la Loire</b>					
Individuels purs	15 617	16 200	15 947	+3.7 %	-1.6 %
Individuels groupés	2 923	2 724	2 553	-6.8 %	-6.3 %
Sous tot. individuel	18 540	18 924	18 500	+2.1 %	-2.2 %
Collectifs	5 786	6 825	5 304	+18.0 %	-22.3 %
<b>TOTAL</b>	<b>24 326</b>	<b>25 749</b>	<b>23 804</b>	<b>+5.8 %</b>	<b>-7.6 %</b>

Sources : DRE / Sitadel

**Vendée**



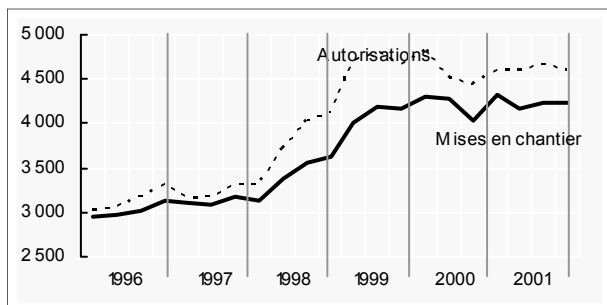
**Pays de la Loire**



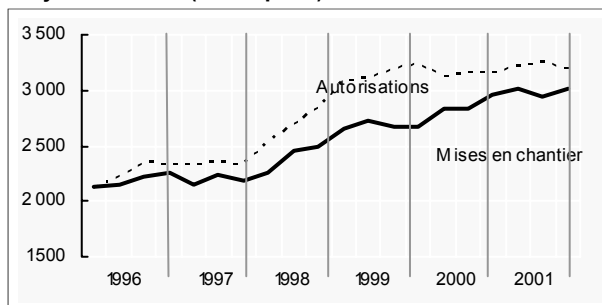
Sur l'ensemble de la France, l'individuel pur a diminué davantage que dans la région : - 4,1 %.

Les mises en chantier déclarées ont diminué de 0,7 % en Vendée (individuel pur : + 0,8 %), de 3,4 % dans la région (individuel pur : - 3,7 %) et de 2,8 % sur l'ensemble de la France (individuel pur : - 5,8 %). Si on prend comme base 100 la moyenne des années 1998-2000 pour l'individuel pur, la Loire-Atlantique est à 99 en 2001, le Maine-et-Loire à 102, la Mayenne à 94, la Sarthe à 114 et la Vendée à 103 ; moyenne régionale : 102

**Vendée**

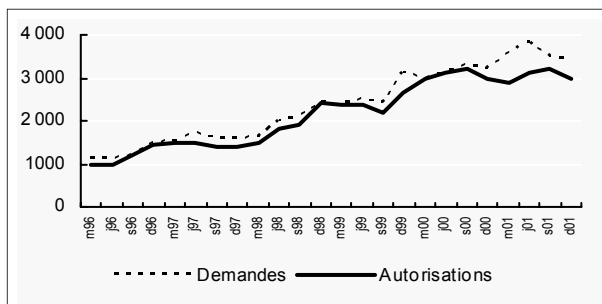


**Pays de la Loire (divisé par 5)**



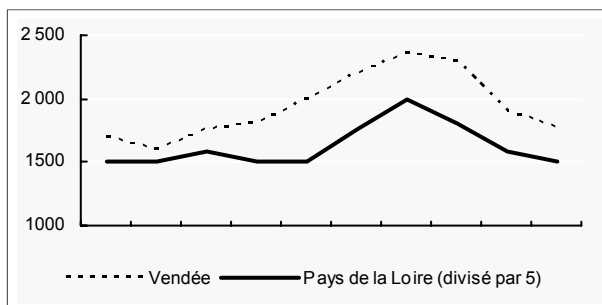
**L'offre de lots en lotissements destinés à l'habitation plafonne à un haut niveau.**

Pour les lotissements instruits par la Direction Départementale de l'Equipeement, les autorisations de lotir de plus de un lot ont concerné 3 008 lots en 2001, au lieu de 2 958 en 2000 et 2 723 en 1999



**Les prêts à taux zéro se sont redressés au deuxième trimestre 2001**

La tendance reste cependant à la baisse par rapport à 2000 et surtout, 1999.



**LES BATIMENTS NON RESIDENTIELS**

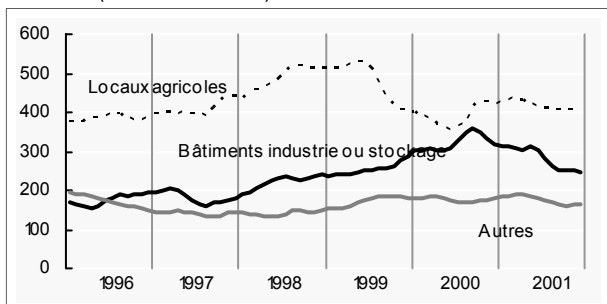
En termes de chiffre d'affaires des entreprises de BTP, ils pèsent autant que les logements individuels neufs dans la région.

Les autorisations de construire de locaux agricoles ont diminué de 11 % en Vendée et de 15 % dans la région. Si on rapproche l'année 2001 de la moyenne des trois années précédentes, la Loire-Atlantique est à 89, le Maine-et-Loire à 63, la Mayenne et la Sarthe à 96 et la Vendée à 84, la moyenne régionale étant à 84.

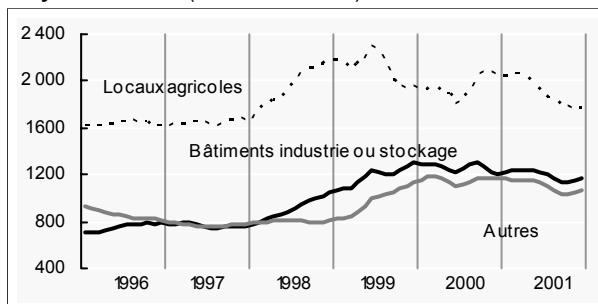
Pour les locaux non agricoles, la Vendée se démarque des autres départements, avec une baisse de 19 % des autorisations, alors que la baisse n'est que de 7 % sur l'ensemble de la région, avec une stabilité en Maine-et-Loire et Sarthe.

**Autorisations de construire de bâtiments non résidentiels (à fin décembre 2001)**

**Vendée (en milliers de m²)**



**Pays de la Loire (en milliers de m²)**



La baisse n'est que de 3 % dans la région pour les locaux à dominante privée (industrie, stockage, commerces, bureaux) et ne touche pas la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire et la Sarthe, qui avaient connu une diminution en 2000. Elle est en revanche très marquée en Vendée : - 24 % après une progression de 9 % en 2000. En prenant comme base 100 la moyenne des années 1998 à 2000, l'année 2001 se situe à 106 en Loire-Atlantique, 100 en Maine-et-Loire, 99 en Mayenne, 126 en Sarthe et seulement 85 en Vendée (moyenne régionale : 103). Pour les seuls locaux destinés à l'industrie ou au stockage, la baisse est de 25 % en Vendée et de 3 % dans la région alors que l'ensemble de la France affiche une progression de près de 5 %.

Pour les locaux à dominante publique (enseignement, santé et hygiène, culture et loisirs), c'est une chute de 28 % qui caractérise 2001 (après une baisse de 6 % en 2000). Elle est plus importante en Loire-Atlantique, Mayenne et Sarthe qu'en Maine-et-Loire et Vendée. Par rapport à la moyenne des années 1998-2000, la Loire-Atlantique est à 78, le Maine-et-Loire à 69, la Mayenne à 50, la Sarthe à 55 et la Vendée à 99 (moyenne régionale : 73).

L'enseignement et la santé sont les seules catégories de locaux à afficher des progressions par rapport à 2000 en Vendée.

### **L'ENTRETIEN - AMÉLIORATION DE LOGEMENTS ET BÂTIMENTS NON RÉSIDENTIELS**

Cet ensemble génère autant de chiffre d'affaires que la construction neuve pour les entreprises de bâtiment. Les enquêtes d'opinion réalisées tant sur le grand Ouest que sur l'ensemble de la France montrent que le taux de croissance s'est ralenti en 2001.

### **LES TRAVAUX PUBLICS**

L'année 2001 a fourni un volume important d'activité, tant pour les collectivités locales (voirie et réseaux divers) que pour le secteur privé (viabilisation de terrains).

### **LES EFFECTIFS DES ENTREPRISES DU SECTEUR CONSTRUCTION**

À la fin septembre, la Caisse de Congés Payés comptait 14 357 salariés dans les entreprises de bâtiment, soit 487 de plus qu'un an plus tôt (+ 3,5 % ; progression régionale : + 3,6) : 219 dans les entreprises de 1 à 10 salariés et 268 dans celles de plus de 10 salariés. Le taux de croissance diminue : il atteignait 4,2 % fin juin, 5,1 % fin mars et 5,6 % fin décembre 2000.

Toujours à la fin de septembre, l'ASSEDIC chiffrait la progression des effectifs des établissements vendéens de 9 salariés et plus du secteur construction (donc travaux publics inclus) à 6,7 % en Vendée et 5,1 % dans la région.

Le recours à l'intérim par les entreprises vendéennes de bâtiment au troisième trimestre représentait 578 équivalents temps plein (base : 45 semaines par an) au lieu de 690 un an plus tôt (112 de moins, soit - 16 %) : 153 dans le Gros oeuvre (- 11 %) et 425 dans le Second oeuvre (- 18 %). Dans les Travaux publics, ce sont 337 équivalents temps plein qui ont été employés au lieu de 270 au troisième trimestre 2000 (+ 25 %).

### **LES PERSPECTIVES POUR 2002**

Les diverses instances nationales qui ont publié des prévisions pour 2002 tablent sur un relatif maintien du niveau de l'activité : les plus pessimistes ne prévoient de baisse supérieure à 2 % en volume.

Dans le Bâtiment, la construction neuve de logements ne diminuerait que légèrement, alors que celle des bâtiments non résidentiels pourrait encore progresser. On a vu que les autorisations de construire de locaux non résidentiels avaient encore augmenté sur l'ensemble de la France en 2001 et diminué en Vendée : il faut donc s'attendre à une baisse notable d'activité dans ce compartiment de la demande.

Le taux de croissance de l'entretien se ralentirait assez sensiblement.

Dans les Travaux Publics, la commande publique restera très élevée, du fait de l'autoroute A87 (surtout) et du programme routier du Département (dans une moindre mesure) ; la commande privée sera en baisse.

## LA CONJONCTURE DU TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES AU DÉBUT

### Baisse des volumes et pression sur les prix

Après une année 2001 pendant laquelle la croissance des volumes transportés a été plus forte que celle du P.I.B. (+ 2.8 % contre 2.1 %), les entreprises de transport routier de marchandises abordent en ce début 2002 une période plus difficile.

L'**activité internationale** des transporteurs se dégrade toujours un peu plus au fil des mois. Pour l'Europe, les trafics vers l'Espagne et l'Italie sont en particulier à la baisse et surtout l'Allemagne qui fait figure de lanterne rouge

Les facteurs explicatifs en sont maintenant bien identifiés : le poids excessif de la fiscalité (*générale et spécifique*) et des charges sociales, ainsi que les conditions de travail pénalisant la durée de l'utilisation de l'outil productif.

L'activité internationale qui a enregistré une diminution de 2.8 % au premier semestre 2001, s'est dégradée de nouveau dans les mêmes proportions au second semestre (*source CNR*).

Hormis la possibilité d'une relance déjà annoncée par certains analystes pour le second semestre 2002, rien ne semble vraiment pouvoir enrayer la perte de compétitivité du pavillon routier français.

**En ce qui concerne le national**, l'année 2001 n'aura pas été aussi bonne que 2000 en terme d'activité. Certaines entreprises ont connu un ralentissement dès juillet, d'autres depuis octobre 2001. La diminution de la demande a concerné tous les secteurs économiques et touché de ce fait toutes les spécialités de transport.

**Le très faible niveau de demande de transport en ce début d'année 2002 est très majoritairement constaté.**

Outres les matériaux de construction et les produits agricoles, les deux grands marchés porteurs du T.R.M. restent ceux de l'agroalimentaire et des produits manufacturés.

Au mieux, la demande de transport de marchandises devrait donc rester stable, avec la perspective d'une reprise au second semestre 2002.

**En transport de proximité**, le niveau d'activité a été plus satisfaisant que celui du national au cours de l'année 2001, mais celui-ci connaît également les mêmes difficultés en ce début d'année 2002.

Malgré les fléchissements de l'activité, **la situation financière des entreprises** est en effet assez stable selon l'enquête de conjoncture du S.E.S. réalisée dans la deuxième quinzaine de septembre 2001.

Les trésoreries ont connu une légère dégradation au troisième trimestre 2001, selon le S.E.S.

Les délais de paiement se sont légèrement allongés, surtout en international.

Les prix de transport sont restés relativement stables sur l'année 2001 avec une diminution sur le second semestre, en particulier pour le transport national.

**Toutefois, en 2002**, la baisse des volumes, la hausse de leurs coûts et la pression sur les prix pourraient, au contraire, conduire à une **détérioration** de leurs situations financières.

**Les prévisions d'investissements** sont par ailleurs en chute libre, ce qu'atteste déjà le niveau de vente de matériel depuis la toute fin d'année 2002.

Le marché des véhicules industriels a été globalement quasi équivalent en 2001 (*avec 57 500 immatriculations*), au niveau record de 2000, ce contre toute attente, puisque les industriels avaient pronostiqué une diminution sur l'année 2001.



Les véhicules de – 5 tonnes ont de même enregistré un niveau record d'immatriculations au niveau national avec 433 872 unités.

Cette tendance est également constatée au niveau départemental.

Toutefois, les industriels ont clôturé l'année avec le moral en berne, par un recul des ventes supérieur à plus de 10 % sur les deux derniers mois de l'année, fait qui s'explique par un contexte économique et réglementaire instable, incitant fortement les transporteurs à reporter leurs investissements.

**Avec 564 000 emplois** au 31/12/01 (+ 4.5 % par rapport à décembre 2000) , le secteur reste largement recruteur.

Parmi ces 564 000, sur 410 000 personnes, 311 000 occupent un emploi de conducteur (*source : étude annuelle du 25/01/02 de la C.N.P.E.*)

La crise du recrutement semble toutefois s'éloigner.

Le tassement de l'activité et la disparition de quelques entreprises expliquent pour partie cette situation qui n'ôte pas le fait que la profession a du mal à trouver de jeunes conducteurs qui souhaitent de plus en plus être affectés sur des postes de conducteurs régionaux, qui leurs permettent de rentrer à leurs domiciles tous les soirs.

Enfin, il est à noter que les coûts de transport devraient progresser en 2002 pour des raisons internes et externes au secteur.

Sur le plan social, les conséquences de l'annulation du Décret GAYSSOT (régime dérogatoire à la loi AUBRY) et l'entrée en vigueur de la revalorisation des heures de travail de nuit, entrent pour une bonne partie dans cette augmentation des coûts.

La hausse des péages d'autoroutes et des assurances devraient également conduire à une hausse des coûts que ne compensera qu'en partie la poursuite de la modération, attendue mais non certaine, des prix du pétrole, ce d'autant plus qu'il faudra compter avec une baisse, avant une disparition en fin d'année, de la récupération d'une partie de la T.I.P.P.

**La programmation de ces hausses de coûts doit donc impérativement être prise en considération par les acheteurs de transport.**

## L'ECONOMIE DE LA TPE VENDÉENNE

Croissance : dans les pas de 2000 !

**L'activité des petites entreprises artisanales et commerciales Vendéennes a cru en 2001 à un rythme presque aussi soutenu que l'an passé. Dans un contexte économique national et international perturbé en 2001, la consommation des ménages est restée dynamique. Le chiffre d'affaires des petites entreprises Vendéennes a ainsi progressé de +5,6%.**

Une bonne performance qui s'inscrit pourtant dans une conjoncture moins favorable, avec une croissance française de +2,1% contre +3,2% en 2000. Les prix à la consommation sont il est vrai restés assez sages avec +1,7% de hausse contre +1,6% en 2000.

### Les commerces et services se répètent

Dans l'ensemble, tous les secteurs confondus, les TPE Vendéennes ont renouvelé les mêmes performances qu'en 2000, avec un chiffre d'affaires en hausse de +5,7%. Trois entreprises sur quatre ont vu leur chiffre d'affaires s'accroître.

Les mois de janvier et novembre ont connu les plus fortes hausses de l'année. La période estivale présente également de bonnes progressions de chiffres d'affaires.

Sur le plan géographique, c'est la Côte de lumière qui profite le plus de la croissance d'activité avec une hausse de 7%, supérieure à celle du département, 5,7%.

Bien que toutes les villes de Vendée observées présentent des progressions d'activité, c'est encore la ville d'Olonne-sur-mer qui bat des records de croissance avec 14,8%. A l'inverse, c'est la ville de

Chantonnay, dans le bassin Sèvre et bocage qui connaît la plus faible évolution de chiffre d'affaires, 2,8%.

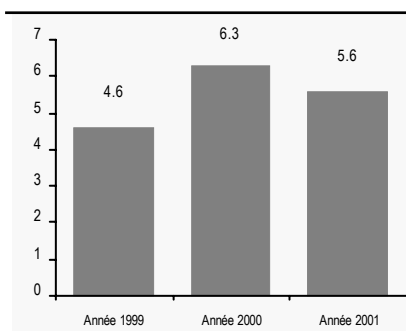
Tous les secteurs affichent une progression d'activité. Le secteur du **commerce de détail alimentaire** avec une croissance de 5,3% bénéficie une fois de plus de la bonne tenue de la consommation.

Avec 2,7% de hausse de chiffre d'affaires en 2001, le secteur **équipement de la maison** connaît une amélioration moins soutenue qu'en 2000. Le secteur de **l'équipement de la personne** a presque triplé sa progression d'activité avec 6% d'évolution de chiffre d'affaires en 2001 contre 2,1% en 2000.

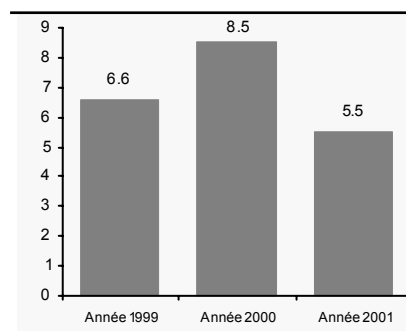
L'activité des **cafés-hôtels-restaurants** a continué sa progression en 2001 avec 6,2% de chiffre d'affaires. Le secteur de la **santé**, principalement représenté par les *pharmacies*, réalise une croissance d'activité de 5,5% contre 7% en 2000. Le secteur **beauté, esthétique**, représenté majoritairement par les *salons de coiffure*, affiche 2,7% de progression de chiffre d'affaires contre 3,1% en 2000.

Quant au **Bâtiment**, sa bonne santé perdure, avec un rythme toutefois moins soutenu. Les encaissements ont tout de même augmenté de 5,5% en 2001. A l'exception des professions *carrelage-faïence, plomberie-chauffage-sanitaire et plâtrerie-staff-décoration* qui accusent une légère baisse d'activité, tous les autres corps d'états profitent bien de la solide santé du secteur.

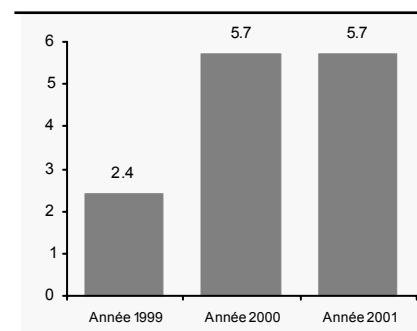
EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES TPE VENDÉENNES  
Commerce -Services et Bâtiment de 1999 à 2001

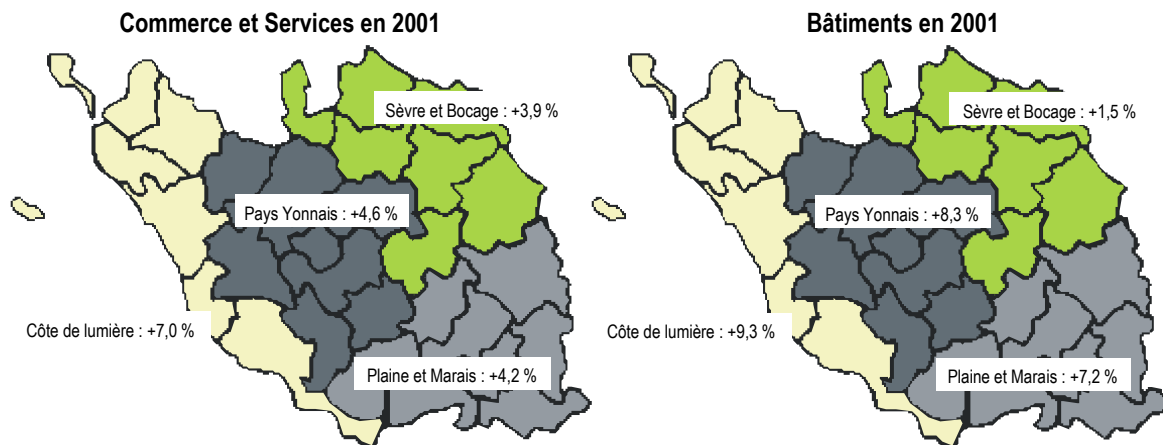
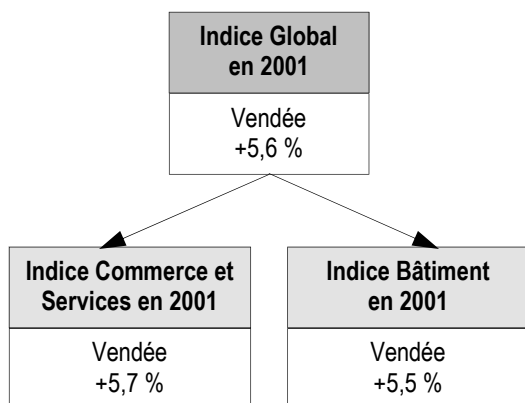


EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES TPE VENDÉENNES  
Bâtiment de 1999 à 2001



EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES TPE VENDÉENNES  
Commerce et Services de 1999 à 2001



**Évolution du chiffre d'affaires par bassin d'emploi**

**ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT EN 2001**

**Comparaison des chiffres d'affaires 2001/2000 et 2000/1999**

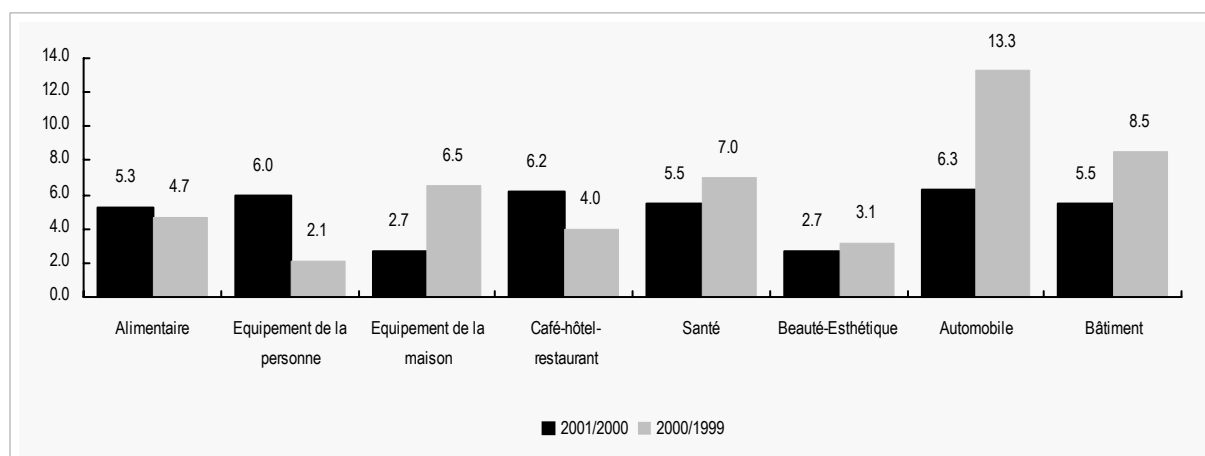
	Vendée	
	2001/2000	2000/1999
<b>Indice Global</b>	<b>+5,6%</b>	<b>+6,3%</b>
<b>Indice Commerce et Services</b>	<b>+5,7%</b>	<b>+5,7%</b>
<b>Détail alimentaire</b>	<b>+5,3%</b>	<b>+4,7%</b>
Alimentation	+3,8%	+3,4%
Boulangerie - Pâtisserie	+1,7%	+1,1%
Pâtisserie	+4,9%	+11,3%
Boucherie - Charcuterie	+8,5%	+5,6%
Charcuterie	+5,3%	+4,7%
Fruits et Légumes	+3,1%	+5,8%
Poissonnerie - Primeurs	+6,0%	+3,7%
<b>Équipement de la personne</b>	<b>+6,0%</b>	<b>+2,1%</b>
Prêt à Porter	+7,6%	+2,8%
Lingerie, mercerie	+2,3%	+5,0%
Horlogerie - Bijouterie	+4,9%	-2,9%
Chaussure	+7,9%	/
<b>Équipement de la maison</b>	<b>+2,7%</b>	<b>+6,5%</b>
Fleurs	+3,7%	+5,1%
Électroménager TV-HIFI	+1,6%	+6,4%
<b>Café - Hôtellerie - Restauration</b>	<b>+6,2%</b>	<b>+4,0%</b>
Café	+3,6%	+1,6%
Hôtel - Restaurant	+5,9%	+1,4%
Restauration	+6,9%	+6,7%
<b>Santé</b>	<b>+5,5%</b>	<b>+7,0%</b>
Pharmacie	+5,4%	+7,2%
Optique	+6,5%	/
<b>Beauté, Esthétique</b>	<b>+2,7%</b>	<b>+3,1%</b>
Coiffure	+2,4%	+3,4%
Esthétique	+5,6%	+0,1%
<b>Automobile</b>	<b>+6,3%</b>	<b>+13,3%</b>
Garage	+4,8%	+13,5%
<b>Services divers</b>	/	/
Taxis - Ambulances	+8,9%	+4,5%
Agences immobilières	+3,6%	-1,0%

## EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT EN 2001

### Comparaison des encaissements 2001/2000 et 2000/1999

	Vendée	
	2001/2000	2000/1999
<b>Indice Global</b>	<b>+5,6%</b>	<b>+6,3%</b>
<b>Indice Commerce et Services</b>	<b>+5,7%</b>	<b>+5,7%</b>
<b>Indice Bâtiment</b>	<b>+5,5%</b>	<b>+8,5%</b>
Maçonnerie	+7,3%	+5,6%
Menuiserie	+4,8%	+8,6%
Peinture	+11,4%	+11,3%
Plâtrerie-Staff-Décoration	-1,6%	+8,3%
Plomberie-Chauffage-Sanitaire	-1,3%	+4,1%
Electricité	+7,2%	/
Carrelage-Faïence	-0,9%	/
Couverture	/	/

### EVOLUTION DES CHIFFRES D'AFFAIRES ET ENCAISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ Comparaison 2001/2000 et 2000/1999





## **1. MARCHÉ DE LA VIANDE**

L'année 2001 peut être décomposée en 2 parties :

- ❖ De janvier à août
- ❖ De septembre à décembre

### 1. la première partie de l'année est en forte régression du fait :

- ▶ de la crise de l'ESB
- ▶ d'une désorganisation des marchés du fait de l'épidémie de fièvre aphteuse (mars 2001)

Avec pour corollaire une forte tension sur les cours de la viande et une hausse sensible des PVC.

### 2. la deuxième partie de l'année est beaucoup plus favorable du fait :

- ▶ de la baisse des cours de la viande bovine
- ▶ un rééquilibrage des marchés

Avec pour corollaire une dynamique promotionnelle beaucoup plus soutenue en GMS conduisant à une reprise de la consommation, notamment en viande bovine.

En final, nous restons sur une note négative.

## **2. MARCHÉ DE LA VOLAILLE**

La consommation a tendance à s'essouffler. Après avoir bénéficié de bons reports du fait des mauvais résultats de la viande, le marché est victime d'une trop forte inflation (+15 %), qui explique l'écart entre l'évolution des volumes en magasin et l'évolution des chiffres d'affaires.

## **3. SYSTÈME U OUEST**

Système U Ouest s'en sort plutôt bien ; les options choisies pour sortir de la crise ont donné de bons résultats avec une mention toute particulière pour la viande hachée.

	<b>Achats des ménages Evolution en volume 2001 / 2000</b>	<b>Evolution Système U Ouest En volume 2001 / 2000</b>
<b>TOTAL VIANDE DE BOUCHERIE</b>	<b>-6 %</b>	<b>=</b>
↳ dont boeuf	-10 %	-5 %
↳ dont haché	-15 %	=
<b>TOTAL VOLAILLE</b>	<b>+0,6 %</b>	<b>+6,25 %</b>

## L'évolution de la mobilité des consommateurs

### ▶ Du concept de zone de chalandise ... à celui de zone d'approvisionnement

- 1,6 magasins fréquentés il y a 20 ans, contre 3,3 aujourd'hui,
- 37 % des français font aujourd'hui des courses dans les lieux de déplacement (stations services, gares, métro, etc...).

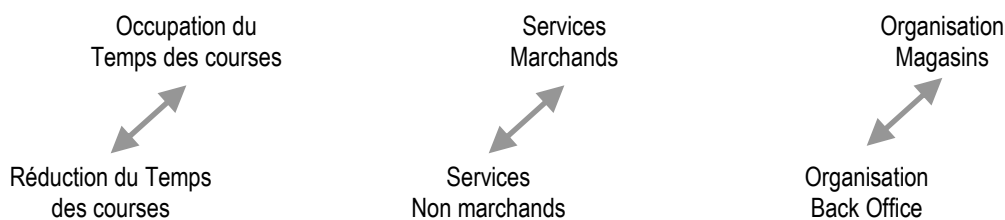
## L'évolution des tendances de fréquentation

- ▶ une fragmentation des attentes, qui nécessite **une segmentation des actions marketin et merchandising**.
- ▶ une croissance des **valeurs subjectives et émotionnelles** qui doivent se retrouver dans l'ambiance et l'animation du point de vente.
- ▶ un retour aux **valeurs humaines et aux contacts**, auxquels le point de vente doit participer.
- ▶ une nécessité **d'occuper et animer le temps des courses**.

## En conclusion ...

- ▶ un **potentiel de croissance** pour les magasins de proximité et/ou les supermarchés
- ▶ une **modification de la structure de concurrence** avec l'extension des nouveaux acteurs (stations services, structures de transport, e-commerce)
- ▶ un **affaiblissement** probable des **opérations publi-promotionnelles**
- ▶ une amplification des phénomènes **d'animation** et de **services**

### Vers une diversification des concepts ...



## Evolution par grand rayon (cumul à fin Novembre 2001)

	À surface constante	Y compris mouvements
Magasin	7.6 %	11.2 %
ELDPH	6.9 %	10.4 %
Frais	8.5 %	12.0 %
Textile	5.2 %	9.5 %
Bazar	6.7 %	11.2 %



## CONJONCTURE AGRICOLE FRANCE/VENDÉE BILAN 2001 - TENDANCES 2002

### Lait de vache, vers une sous-réalisation des quotas

A fin décembre, la France était en sous-réalisation de son quota sur la campagne mars 2001/mars 2002, d'un peu moins de 2 %, comme l'an dernier à même époque. Pour la Vendée, la collecte de cette campagne à fin décembre est supérieure à 2,4 % à celle de l'an dernier.

Le marché des produits laitiers est sorti de son ambiance euphorique de 2000 et du début 2001, sous l'effet d'une réduction de la demande. Même le fromage, qui avait bénéficié de la désaffection des consommateurs envers la viande bovine, et avait maintenu ses débouchés sur pays tiers, commence à souffrir chez certains de nos voisins. L'année 2002 se présente sous un jour plutôt morose quant aux prix mondiaux des produits laitiers, sous l'effet du ralentissement de la croissance économique mondiale.

Les prix au producteur sont restés élevés toute l'année 2001, mais vont diminuer au 1<sup>er</sup> semestre 2002. Par ailleurs, l'évolution du prix des vaches de réforme reste soumise à l'importance des retraits du marché, et à la poursuite du retour des vaches laitières dans la consommation.

### Lait de chèvre, un équilibre menacé

Après une année 2000 stable, la collecte de lait de chèvre devrait avoir progressé de 5 % en 2001 en France. Les fabrications industrielles de fromage ont aussi gagné 5 % en 2001, s'ajoutant aux 8 % de 2000.

L'équilibre du marché est menacé par les stocks de lait caillé et de lait concentré. Ces stocks sont dus à des importations de produits intermédiaires en forte hausse en 2001.

### Viande bovine, la crise d'octobre 2000 à février 2002

#### ► Consommation française

- Effondrement des achats des ménages de 40 % à partir du 21 octobre 2000, en particulier en viande hachée et davantage en hypermarché urbain qu'en supermarché rural. Les bouchers de proximité gardent la confiance des consommateurs.
- Reprise de consommation plus lente qu'en 1996, étalée sur 9 mois au lieu de 5, et partielle.

- Depuis l'automne, la demande intérieure plafonne à 3 % en dessous du niveau d'avant crise - (6 % selon Secodip pour les achats des ménages)
- Progrès de la consommation de jeunes bovins de races à viande (au détriment des vaches laitières) : c'est plutôt encourageant pour la production vendéenne.

#### ► Commerce extérieur français

- Après la chute brutale des importations (vaches laitières boudées par la restauration collective) en début de crise, une reprise partielle depuis le printemps 2001 : sur l'ensemble de l'année 2001, - 25 % de baisse/2000.
- Mais surtout, des exportations réduites de moitié en 2001 par rapport aux années d'avant crise. Amélioration toutefois en fin d'année.

#### ► Bilan et perspectives

La production française s'est maintenue à 1,4 Mt en 2001 (même niveau qu'en 1999). Il en a été détruit 5 %, et stocké 7 %. Le stock public, ainsi que le stock sur pied dans les exploitations, pèsent aujourd'hui sur le marché.

- En Vendée, les éleveurs semblent avoir gardé ou acheté moins d'animaux maigres à engraisser. Les sorties de jeunes bovins en 2002 risquent donc d'être faibles, après une année 2001 qui a vu les revenus baisser d'environ 15 %. Cependant, avec le retour de la demande de l'Italie, de la Grèce et de l'Allemagne, on peut s'attendre à des prix à la production 2002 supérieurs à ceux de 2001, en jeunes bovins du moins (mais pas en vaches).

### Viande ovine, une année glorieuse en termes de prix

La crise bovine a tout d'abord dopé la consommation de viande ovine dès la fin 2000. Puis, c'est l'arrêt brutal des importations en provenance du Royaume-Uni, au printemps 2001, pour cause de fièvre aphteuse, qui a tendu le marché français. Début 2002, ce marché reste tendu, mais les importations britanniques vont désormais reprendre avec l'éradication de la fièvre aphteuse chez nos voisins d'Outre-Manche.

Depuis la fermeture des frontières aux viandes britanniques, les achats d'agneau par les ménages français ont chuté d'un quart faute de marchandise et vu



le niveau de prix. Pour 2002, la consommation française pourrait regagner quelque 10 %, mais la production fléchirait légèrement, après avoir gagné 1 % en 2001.

Dès février, débute le programme communautaire de tests sur la « tremblante » du mouton : les professionnels sont inquiets de l'interprétation qui pourrait être faite des résultats, les tests ne permettant pas de faire la différence entre la tremblante d'une part (à priori non transmissible à l'homme), et l'ESB d'autre part.

### **Volailles, le choc des importations**

La viande de volaille a profité de reports de consommation de la viande bovine en 2001, à l'échelle de toute l'Union Européenne, mais ça a été au prix d'un bond inquiétant des importations : + 35 % dans l'UE en provenance des pays tiers (Brésil en tout premier lieu), + 17 % en France.

Dans le même temps, les exportations françaises ont baissé, non seulement sur le Moyen-Orient, mais surtout sur le Royaume-Uni et sur l'Allemagne, du fait de la concurrence du Brésil et des Pays de l'Est.

L'année 2001 a été positive pour les aviculteurs vendéens, mais aujourd'hui, c'est la crise. Certes, la consommation dans l'UE devrait croître encore légèrement en 2002, après la hausse de 8 % en 2001. Mais la production française est à un niveau trop élevé par rapport à la demande. Et les importations pourraient encore augmenter de 10 %, contre une régression des exportations de 5 %.

### **Porc, laborieuse reprise des exportations françaises**

Après un premier semestre euphorique en termes de prix, la dégradation des cours a été forte et continue à partir de juin 2001, et jusqu'à la fin de l'année. Une des causes a été la fermeture des frontières des pays tiers aux produits français après le 2<sup>ème</sup> cas de fièvre aphteuse de mars dernier. Sur l'année 2001, la baisse des exportations françaises sur pays tiers a été de 15 % et aujourd'hui, les abattoirs ne peuvent toujours pas exporter vers le Japon et une partie de l'Asie, ce qui nuit à la bonne valorisation de certaines pièces.

La consommation, qui avait profité du recul du bœuf, souffre aujourd'hui du retour de celui-ci. Elle serait donc stable ou en recul en 2002. Mais si la production se stabilise aussi, les cours qui ne couvrent plus les coûts de production, devraient remonter.

### **Céréales et oléoprotéagineux : record des soles de blé en 2002**

Après la chute historique de la production de blé tendre en 2001 en France et encore plus en Vendée, les semis pour la récolte 2002 ont retrouvé leur niveau record de 1998 avec 82.000 hectares. Le blé dur avec 17.000 hectares semés bat quant à lui son record de 1998 (14.000 ha). La Vendée ne devrait pas manquer de paille cette année ! Et en espérant un climat propice, les récoltes de grains devraient être abondantes.

En 2001, les prix du blé de la nouvelle récolte ont été élevés jusqu'en décembre, vu la pénurie de marchandise. Mais depuis décembre, les cours piquent du nez. Pourtant le marché intérieur reste dynamique, notamment avec une forte consommation animale. C'est du côté des débouchés vers les autres pays européens que le bât blesse : les pays de la Mer Noire arrosent le marché méditerranéen de blé bon marché et de très bonne qualité. L'Allemagne elle-même nous concurrence sur le nord de l'U.E.

En tournesol par contre, du fait de la pénurie, les cours sont très élevés depuis novembre. En colza, la faiblesse de la demande ne permet pas au cours de se maintenir. La surface de colza en Vendée ne sera que de 5.000 ha en 2002, à comparer aux 11.000 ha atteints en 1999.

En 2001 en Vendée, ce sont le maïs-grain, l'orge et secondairement le lupin, qui ont occupé les surfaces laissées libres par les blés. Le pois a continué sa dégringolade.

### **Installations en légère reprise**

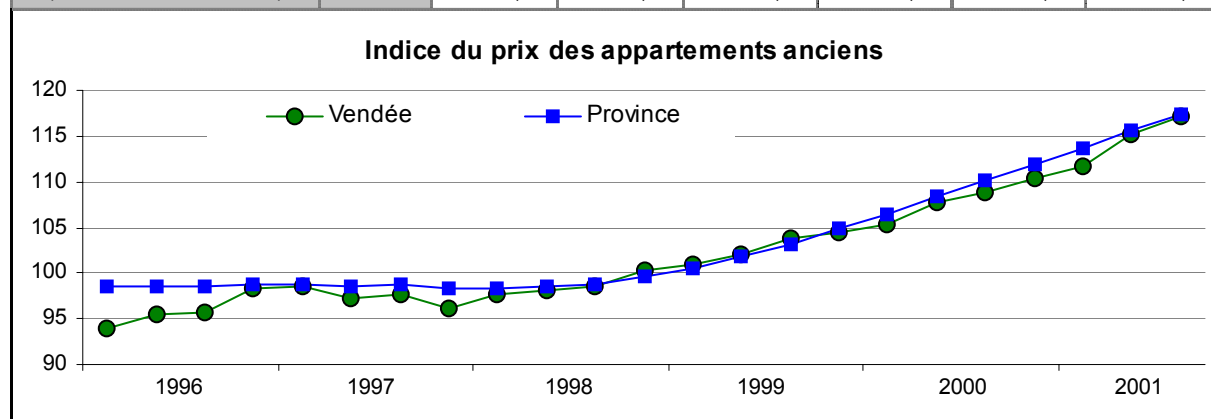
Le nombre des installations aidées en Vendée est repassé au dessus de la centaine en 2001, avec 114 jeunes installés contre 96 en 2000, mais c'est plutôt l'effet du report d'un certain nombre d'installations suspendues en fin d'année 2000. Le chiffre reste faible par rapport aux années d'avant 1999, mais est en concordance avec le nombre des départs en retraite. Ce nombre de départs, faible en 2000 et 2001, va reprendre dès cette année pour atteindre plus de 300 en 2006.

Le nombre d'agriculteurs biologiques s'est stabilisé en Vendée en 2001, à environ 210, après avoir été multiplié par 3,5 depuis 1996. Ce tassement s'explique par l'abandon de nombreux aviculteurs qui n'étaient pas en mesure de respecter les nouvelles obligations du cahier des charges bio français. Par contre les surfaces en bio ont sensiblement progressé en céréales et en oléoprotéagineux. Aujourd'hui en Vendée, l'agriculture bio représente 3 % des exploitations professionnelles et 2 % des surfaces agricoles du département.

## Département de la Vendée - Année 2001

<i>Perval</i>	APPARTEMENTS ANCIENS	Studios	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces ou plus	Ensemble
Département de la Vendée	observations	191	335	178	63	25	792
	prix du m <sup>2</sup>	1 412 €	1 403 €	1 278 €	1 020 €	789 €	1 273 €
	prix de vente	37 730 €	53 920 €	78 510 €	79 870 €	78 390 €	58 380 €
	surface habitable	27 m <sup>2</sup>	38 m <sup>2</sup>	61 m <sup>2</sup>	78 m <sup>2</sup>	99 m <sup>2</sup>	46 m <sup>2</sup>
LES SABLES-D'OLONNE	observations	80	117	66	13	4	280
	prix du m <sup>2</sup>	1 653 €	1 665 €	1 731 €	1 829 €	1 286 €	1 688 €
	prix de vente	43 170 €	70 140 €	108 560 €	143 360 €	109 950 €	75 460 €
	surface habitable	26 m <sup>2</sup>	42 m <sup>2</sup>	63 m <sup>2</sup>	78 m <sup>2</sup>	86 m <sup>2</sup>	45 m <sup>2</sup>
LA ROCHE-SUR-YON	observations	24	32	44	33	13	146
	prix du m <sup>2</sup>	1 164 €	947 €	786 €	775 €	765 €	834 €
	prix de vente	34 480 €	41 570 €	52 020 €	62 760 €	79 000 €	51 680 €
	surface habitable	30 m <sup>2</sup>	44 m <sup>2</sup>	66 m <sup>2</sup>	81 m <sup>2</sup>	103 m <sup>2</sup>	62 m <sup>2</sup>
SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ	observations	15	60	9	3	0	87
	prix du m <sup>2</sup>	1 203 €	1 160 €	856 €	1 311 €	-	1 127 €
	prix de vente	30 400 €	39 640 €	42 600 €	60 320 €	-	39 060 €
	surface habitable	25 m <sup>2</sup>	34 m <sup>2</sup>	50 m <sup>2</sup>	46 m <sup>2</sup>	-	35 m <sup>2</sup>
SAINT-JEAN-DE-MONTS	observations	30	29	10	2	0	71
	prix du m <sup>2</sup>	1 128 €	1 167 €	1 389 €	963 €	-	1 196 €
	prix de vente	28 060 €	47 570 €	85 710 €	70 280 €	-	45 340 €
	surface habitable	25 m <sup>2</sup>	41 m <sup>2</sup>	62 m <sup>2</sup>	73 m <sup>2</sup>	-	38 m <sup>2</sup>
CHATEAU-D'OLONNE	observations	11	21	10	1	1	44
	prix du m <sup>2</sup>	1 761 €	1 545 €	1 207 €	803 €	571 €	1 375 €
	prix de vente	45 480 €	45 910 €	68 450 €	59 460 €	55 340 €	51 450 €
	surface habitable	26 m <sup>2</sup>	30 m <sup>2</sup>	57 m <sup>2</sup>	74 m <sup>2</sup>	97 m <sup>2</sup>	37 m <sup>2</sup>

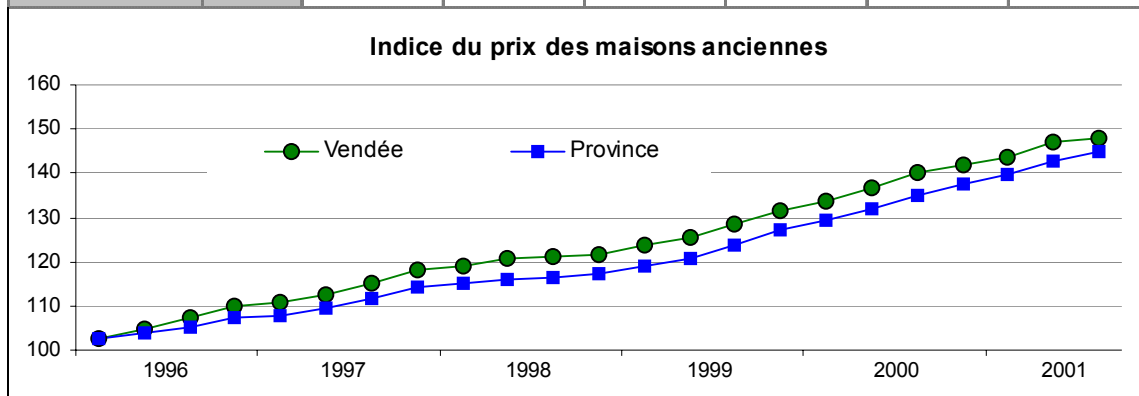
Indices de prix (base 100 en 1994) Variation sur un an		1996	1997	1998	1999	2000	3e Trim 2001
Département de la Vendée	indice	98,3	96,1	100,3	104,4	110,4	117,2
	variation	4,8%	-2,2%	4,4%	4,1%	5,7%	7,6%
Province (indice "Notaires-INSEE")	indice	98,8	98,3	99,6	104,9	111,9	117,3
	variation	0,3%	-0,5%	1,3%	5,4%	6,7%	6,5%



## Département de la Vendée - Année 2001

<i>Perial</i>	MAISONS ANCIENNES	1 à 3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	Ensemble
<b>Département de la Vendée</b>	observations	973	705	619	534	2 831
	prix de vente	55 460 €	78 180 €	97 650 €	119 240 €	82 380 €
	surface habitable	71 m <sup>2</sup>	93 m <sup>2</sup>	108 m <sup>2</sup>	133 m <sup>2</sup>	96 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	722 m <sup>2</sup>	844 m <sup>2</sup>	1006 m <sup>2</sup>	1111 m <sup>2</sup>	888 m <sup>2</sup>
<b>LA ROCHE-SUR-YON</b>	observations	45	54	72	78	249
	prix de vente	55 340 €	87 440 €	98 320 €	122 580 €	95 790 €
	surface habitable	78 m <sup>2</sup>	91 m <sup>2</sup>	109 m <sup>2</sup>	129 m <sup>2</sup>	106 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	426 m <sup>2</sup>	577 m <sup>2</sup>	552 m <sup>2</sup>	562 m <sup>2</sup>	538 m <sup>2</sup>
<b>LES SABLES-D'OLONNE</b>	observations	80	25	26	30	161
	prix de vente	68 790 €	109 470 €	125 990 €	157 280 €	100 830 €
	surface habitable	65 m <sup>2</sup>	91 m <sup>2</sup>	117 m <sup>2</sup>	142 m <sup>2</sup>	90 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	170 m <sup>2</sup>	290 m <sup>2</sup>	264 m <sup>2</sup>	232 m <sup>2</sup>	216 m <sup>2</sup>
<b>CHATEAU-D'OLONNE</b>	observations	23	30	42	17	112
	prix de vente	74 660 €	94 270 €	133 400 €	159 520 €	114 820 €
	surface habitable	56 m <sup>2</sup>	85 m <sup>2</sup>	95 m <sup>2</sup>	142 m <sup>2</sup>	89 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	376 m <sup>2</sup>	394 m <sup>2</sup>	506 m <sup>2</sup>	788 m <sup>2</sup>	492 m <sup>2</sup>
<b>OLONNE-SUR-MER</b>	observations	22	27	18	17	84
	prix de vente	76 120 €	103 860 €	120 100 €	156 710 €	110 770 €
	surface habitable	87 m <sup>2</sup>	89 m <sup>2</sup>	105 m <sup>2</sup>	131 m <sup>2</sup>	102 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	631 m <sup>2</sup>	635 m <sup>2</sup>	646 m <sup>2</sup>	946 m <sup>2</sup>	699 m <sup>2</sup>
<b>LA TRANCHE-SUR-MER</b>	observations	52	17	5	8	82
	prix de vente	59 780 €	94 610 €	124 570 €	153 020 €	80 050 €
	surface habitable	38 m <sup>2</sup>	80 m <sup>2</sup>	97 m <sup>2</sup>	137 m <sup>2</sup>	61 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	158 m <sup>2</sup>	502 m <sup>2</sup>	517 m <sup>2</sup>	687 m <sup>2</sup>	303 m <sup>2</sup>
<b>TALMONT-SAINT-HILAIRE</b>	observations	23	16	12	11	62
	prix de vente	60 990 €	81 100 €	115 610 €	159 250 €	94 190 €
	surface habitable	68 m <sup>2</sup>	80 m <sup>2</sup>	106 m <sup>2</sup>	116 m <sup>2</sup>	85 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	656 m <sup>2</sup>	708 m <sup>2</sup>	1239 m <sup>2</sup>	1487 m <sup>2</sup>	930 m <sup>2</sup>
<b>LUCON</b>	observations	11	18	18	12	59
	prix de vente	45 210 €	67 590 €	96 390 €	108 490 €	80 520 €
	surface habitable	78 m <sup>2</sup>	93 m <sup>2</sup>	113 m <sup>2</sup>	144 m <sup>2</sup>	107 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	422 m <sup>2</sup>	493 m <sup>2</sup>	828 m <sup>2</sup>	857 m <sup>2</sup>	656 m <sup>2</sup>
<b>LES HERBIERS</b>	observations	10	14	15	17	56
	prix de vente	52 500 €	74 320 €	92 140 €	110 870 €	86 290 €
	surface habitable	72 m <sup>2</sup>	84 m <sup>2</sup>	119 m <sup>2</sup>	132 m <sup>2</sup>	101 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	359 m <sup>2</sup>	743 m <sup>2</sup>	923 m <sup>2</sup>	874 m <sup>2</sup>	763 m <sup>2</sup>

Indices de prix (base 100 en 1994) et variation sur un an		1996	1997	1998	1999	2000	3e Trim 2001
Département de la Vendée	indice	110,0	118,3	121,6	131,6	142,1	147,7
	variation	8,1%	7,5%	2,9%	8,2%	7,9%	5,5%
Province ("Notaires-INSEE")	indice	107,2	114,1	117,1	127,1	137,6	145,1
	variation	5,0%	6,4%	2,7%	8,5%	8,2%	7,4%





<i>Perval</i>	APPARTEMENTS NEUFS	Studios	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces ou plus	Ensemble
<b>Département de la Vendée</b>	observations	6	45	32	8	0	91
	prix du m <sup>2</sup>	54 107 €	91 865 €	152 877 €	221 623 €	-	122 238 €
	prix de vente	1 670 €	2 160 €	2 290 €	2 440 €	-	2 240 €
	surface habitable	32 m <sup>2</sup>	42 m <sup>2</sup>	67 m <sup>2</sup>	91 m <sup>2</sup>	-	55 m <sup>2</sup>
<b>LES SABLES-D'OLONNE</b>	observations	0	18	23	6	0	47
	prix du m <sup>2</sup>	-	102 726 €	175 475 €	264 321 €	-	158 956 €
	prix de vente	-	2 340 €	2 600 €	2 610 €	-	2 530 €
	surface habitable	-	44 m <sup>2</sup>	67 m <sup>2</sup>	101 m <sup>2</sup>	-	63 m <sup>2</sup>

<i>Perval</i>	MAISONS NEUVES	1 à 3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	Ensemble
<b>Département de la Vendée</b>	observations	37	41	44	16	138
	prix de vente	92 980 €	103 110 €	118 880 €	165 110 €	112 610 €
	surface habitable	64 m <sup>2</sup>	91 m <sup>2</sup>	99 m <sup>2</sup>	153 m <sup>2</sup>	91 m <sup>2</sup>
	surface de terrain	437 m <sup>2</sup>	591 m <sup>2</sup>	996 m <sup>2</sup>	1221 m <sup>2</sup>	752 m <sup>2</sup>